



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

14 JUIN 1965

Québec, samedi 12 juin 1965

Quebec, Saturday, June 12, 1965

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

8903 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

8903 — 1-52-0

Lettres patentes

Atelier de mécanique Laval Itée
Laval Machine Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Marie Julien, technicien, Jeanne Ferland, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Julien, tous deux de 5065, rue Pagé, Auteuil, Virgilio Virgili, technicien, et Maria Louisa Cotunni, ménagère, épouse séparée de biens dudit Virgilio Virgili, ces deux derniers de 195, boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Atelier de mécanique Laval Itée — Laval Machine Shop Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2, boulevard Martin, Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1736-65

L.P. Barrette & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Louis-Philippe Barrette, industriel, Simone Clément, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Philippe Barrette, tous deux de 220, route Nationale, Berthierville, et Jean Éthier,

Letters Patent

Atelier de mécanique Laval Itée
Laval Machine Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Julien, technician, Jeanne Ferland, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Julien, both of 5065 Pagé Street, Auteuil, Virgilio Virgili, technician and Maria Louisa Cotunni, housewife, wife separate as to property of the said Virgilio Virgili, the latter two of 195 des Prairies Boulevard, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To deal in motors, machines, parts and accessories thereof, under the name of "Atelier de mécanique Laval Itée — Laval Machine Shop Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2 Martin Boulevard, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1736-65

L.P. Barrette & fils Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Barrette, industrialist, Simone Clément, housewife, wife separate as to property of the said Louis-Philippe Barrette, both of 220, National Highway, Berthierville, and Jean

comptable, 34, Charlotte, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « L.P. Barrette & fils ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 220, route Nationale, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2129-65

Beaurivage Développement ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Tibor Katz, ingénieur, 1000, avenue Pratt, app. 208, Outremont, Laszlo Markovits, agent de voyage, 2175, Crescent, app. 3, Montréal, Albert Markovits, agent d'assurance, 2760, Place Darlington, app. 31, Montréal, et Stephen Monus, ingénieur, 6275, rue Sherbrooke ouest, app. 703, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Beaurivage Développement ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

1751-65

J.D. Berthel (1965) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1965, constituant en corporation: G.-Raymond Berthel, vendeur, J.-Démétrius Berthel, commerçant, et Jean-Paul Berthel, vendeur, tous trois de Buckingham, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, d'appareils électriques ou électroniques, leurs parties et accessoires, sous le nom de « J.D. Berthel (1965) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Principale, Buckingham, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1701-65

Boat Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en cor-

Éthier, accountant, 34 Charlotte, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "L.P. Barrette & fils ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 220, National Highway, Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2129-65

Beaurivage Développement ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Tibor Katz, engineer, 1000 Pratt Avenue, Apt. 208, Outremont, Laszlo Markovits, travel agent, 2175 Crescent, Apt. 3, Montreal, Albert Markovits insurance agent, 2760 Darlington Place, Apt. 31, Montreal, and Stephen Monus, engineer, 6275 Sherbrooke Street West, Apt. 703, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Beaurivage Développement ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1751-65

J.D. Berthel (1965) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: G.-Raymond Berthel, salesman, J.-Démétrius Berthel, trader, and Jean-Paul Berthel, salesman, all three of Buckingham, for the following purposes:

To deal in automobiles and other vehicles, electronical or electrical apparatus, parts and accessories thereof, under the name of "J.D. Berthel (1965) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Main Street, Buckingham, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1701-65

Boat Mart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Carl Ger-

poration: Carl Gershenson, marchand, Samuel Gershenson, administrateur, tous deux de 5065, avenue Prince de Galles, Montréal, et John Herschorn, avocat, 1396, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises de sport, vêtements de sport et équipement de sport, sous le nom de « Boat Mart Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

1848-65

Bovimport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Daniel S. Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, Alan Z. Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, et Nessie Borland, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 1850, avenue Lincoln, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bétail et des autres produits provenant de l'exploitation agricole, sous le nom de « Bovimport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2120-65

Bowling St-Joseph inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Paul-Émile Giroux, marchand, 78, rue St-Joseph, Paul Giroux fils, commerçant, et Andrée Giroux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Giroux fils, ces deux derniers de 82, rue St-Joseph, tous trois de Farnham, pour les objets suivants:

Exploiter une ou plusieurs salles de quilles (bowling), sous le nom de « Bowling St-Joseph inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1961-65

Breuages Champagne Itée Champagne Beverages Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

shenson, merchant, Samuel Gershenson, executive, both of 5065 Prince of Wales Avenue, Montreal, and John Herschorn, attorney, 1396 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, sports clothing and sporting equipment, under the name of "Boat Mart Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1848-65

Bovimport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel S. Miller, advocate, 5714 Edgemore Ave., Côte-St-Luc, Alan Z. Golden, advocate, 4067 Vendôme Ave., Montreal, and Nessie Borland, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 1850 Lincoln Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in cattle and in other products resulting from farming operations, under the name of "Bovimport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2120-65

Bowling St-Joseph inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Giroux, merchant, 78 St-Joseph Street, Paul Giroux Jr., merchant, and Andrée Giroux, housewife, wife separate as to property of the said Paul Giroux Jr., the latter two of 82 St-Joseph Street, all three of Farnham, for the following purposes:

To operate one or several bowling alleys, under the name of "Bowling St-Joseph inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1961-65

Breuages Champagne Itée Champagne Beverages Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Émile Champagne, Edward Fleischman et Andrew B. Vita, administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de boissons non-toxiques et non-alcooliques, sous le nom de « Breuvages Champagne Itée — Champagne Beverages Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5130, avenue Western, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078 2082-65

Carrosseries Laurentiennes Itée
Laurentian Bodies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jules Tessier, comptable agréé, 160, Guillet, Jean-Paul Trotter, industriel, 113, St-André, Yvan Gaudette, comptable, 28, Jean-Talon, Robert Bellemare, agent d'immeubles, 260, St-Georges, tous quatre de Cap-de-la-Madeleine, et Guy Poirier, commerçant, 2541, boulevard Carmel, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de carrosseries, boîtes de camions, roulottes, remorques, camions et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Carrosseries Laurentiennes Itée — Laurentian Bodies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 2135-65

Centre d'équitation Trois-Rivières inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Laflamme, nettoyeur-teinturier, 449, rue Jacques-Cartier, Trois-Rivières-Ouest, Marcel J. G. Beaumier, avocat, 101, 4e avenue, Grand'Mère, et Régis Levesque, promoteur de boxe, 322, rue Bureau, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire la location de chevaux d'équitation, sous le nom de « Centre d'équitation Trois-Rivières inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Champagne, Edward Fleischman and Andrew B. Vita, executives, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of non-intoxicating and non-alcoholic beverages, under the name of "Breuvages Champagne Itée — Champagne Beverages Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,700 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5130 Western Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o 2082-65

Carrosseries Laurentiennes Itée
Laurentian Bodies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Tessier, chartered accountant, 160 Guillet, Jean-Paul Trotter, industrialist, 113 St-André, Yvan Gaudette, accountant, 28 Jean-Talon, Robert Bellemare, real estate agent, 260 St-Georges, all four of Cap-de-la-Madeleine, and Guy Poirier, merchant, 2541 Carmel Boulevard, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of car bodies, truck boxes, mobile homes, trailers, trucks and vehicles of all kinds, under the name of "Carrosseries Laurentiennes Itée — Laurentian Bodies Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 2135-65

Centre d'équitation Trois-Rivières inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Laflamme, cleaner-dyer, 449 Jacques-Cartier St., Trois-Rivières-West, Marcel J. G. Beaumier, advocate, 101, 4th Ave., Grand'Mère, and Régis Levesque, boxing promoter, 322 Bureau St., Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business in the renting out of riding horses, under the name of "Centre d'équitation Trois-Rivières inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 4^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2077-65

Le Centre du camion Saint-Hyacinthe inc. Saint-Hyacinthe Truck Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Léon Nichols, avocat, 1555, boulevard Girouard, Denis Robert, stagiaire, 1015, rue Bourassa, tous deux de St-Hyacinthe, et Huguette Corbeil, secrétaire, fille majeure, 19, rue Guy, Ste-Rosalie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de «Le Centre du camion Saint-Hyacinthe inc.—Saint-Hyacinthe Truck Centre Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7780, Brouillette, St-Hyacinthe (Annexe), district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 26^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1917-65

Les Chapiteaux-Spectacles du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Olivier Prat, avocat, 397, Laurier, ouest, Montréal, Marie J. Lanoville, secrétaire, épouse commune en biens de Jacques Lanoville, 3301, rue Steven, Jacques-Cartier, et Roxanne Desrosiers, secrétaire, fille majeure, 2499, Curé-Labelle, Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de «Les Chapiteaux-Spectacles du Québec inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 24^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1593-65

La Cie d'importation Belvédère ltée Belvedere Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Dionne, agent, 3188, rue Marsolet, Cyrille Dionne, contremaître, et Raymond Dionne, fonctionnaire, ces deux derniers de 816, rue de l'Église, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'importation, sous le nom de «La Cie d'importation

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

2077-65

Le Centre du camion Saint-Hyacinthe inc. Saint-Hyacinthe Truck Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Nichols, advocate, 1555 Girouard Blvd., Denis Robert, probationer, 1015 Bourassa St., both of St. Hyacinthe, and Huguette Corbeil, secretary, fille majeure, 19 Guy St., Ste-Rosalie, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garagemen, under the name of "Le Centre du camion Saint-Hyacinthe inc.—Saint-Hyacinthe Truck Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7780 Brouillette, St. Hyacinthe (Annex), judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

1917-65

Les Chapiteaux-Spectacles du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Prat, lawyer, 397 Laurier West, Montreal, Marie J. Lanoville, secretary, wife common as to property of Jacques Lanoville, 3301 Steven Street, Jacques-Cartier, and Roxanne Desrosiers, secretary, fille majeure, 2499, Curé-Labelle, Chomedey, for the following purposes:

To operate a business which purpose is to provide recreation to the public, under the name of "Les Chapiteaux-Spectacles du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 24th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

1593-65

La Cie d'importation Belvédère ltée Belvedere Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dionne, agent, 3188 Marsolet Street, Cyrille Dionne foreman, and Raymond Dionne, civil employee, the latter two from 816 Church Street, all three from Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as an import company, under the name of "La Cie d'importation Bel-

Belvédère ltée — Belvedere Import Co. Ltd., avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 580, Grande-Allée est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2053-65

Belvédère ltée — Belvedere Import Co. Ltd., with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 580 Grande-Allée, east, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2053-65

**La Cie d'irrigation Tolhurst ltée
Tolhurst Irrigation Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1965, constituant en corporation: André Ducharme, avocat et conseil en Loi de la reine, 401, avenue Stuart, Outremont, Claire Morin et Denise Bélanger, secrétaires, filles majeure, de 1119, Mont-Royal, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et en travaux d'irrigation de toutes sortes, sous le nom de « La Cie d'irrigation Tolhurst ltée — Tolhurst Irrigation Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1728, boulevard des Laurentides, Vimont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1926-65

**La Cie d'irrigation Tolhurst ltée
Tolhurst Irrigation Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Ducharme, advocate and Queen's Counsel, 401 Stuart Ave., Outremont, Claire Morin, and Denise Bélanger, secretaries, filles majeures, 1119 Mont-Royal, east, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as building and all kinds of irrigation works general contractors, under the name of "La Cie d'irrigation Tolhurst ltée — Tolhurst Irrigation Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1728, Laurentide Blvd., Vimont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1926-65

**Le Club Kiwanis des Trois-Rivières inc.
The Kiwanis Club of Trois-Rivières Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Le Club Kiwanis des Trois-Rivières inc. — The Kiwanis Club of Trois-Rivières Inc. », la corporation du même nom, déjà constituée en vertu des dispositions de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 304, le ou vers le 9e jour de septembre 1950, et ce, pour les objets suivants:

Former une association dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, de pratique des vertus chrétiennes et civiques, de dévouement à l'endroit des déshérités de la vie et tout particulièrement de l'enfance malheureuse.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers de la nouvelle corporation est de \$1,000,000.

Le siège social de la nouvelle corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1797-65 — 1272/103

**Le Club Kiwanis des Trois-Rivières inc.
The Kiwanis Club of Trois-Rivières Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital, under the name of "Le Club Kiwanis des Trois-Rivières inc. — The Kiwanis Club of Trois-Rivières Inc.", the corporation of the same name already incorporated under the Provisions of the Amusement Clubs Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 304), on or around September 9, 1950, and such, for the following purposes:

To form an association for the purpose of spiritual recreation and instruction and bodily relaxation, the practise of christian and civic virtues, devotion to those deprived in life and especially to unfortunate children.

The amount to which the value of the immoveable property of the new corporation is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the new corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1797-65 — 1272/103

**Compagnie de fabrication sur commande
de Pincourt ltée
Custom Fittings Company
of Pincourt Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Jacques L'Heureux, avocat, 1684, Du Verger, Vimont, Nicole Bélisle, secrétaire, fille majeure, 5943, De Lorimier, Montréal, et Pierre-Luc Blain, avocat, 6552, 2^e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux, de bois ou en acier inoxydable, sous le nom de « Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée — Custom Fittings Company of Pincourt Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pincourt, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1536-65

**Les Constructions réfractaires
du Québec inc.
Refractory Constructions
of Quebec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Thibault, vendeur, 218, rue St-Eustache, St-Eustache, David Waters, professeur, 6955, Fielsing, app. 212, Montréal, et Denise Lamarche, secrétaire, fille majeure, 3405, St-André, app. 4, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de produits réfractaires, sous le nom de « Les Constructions réfractaires du Québec inc. — Refractory Constructions of Quebec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, ouest, suite 912, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1427-65

Cord and Shoe Thread Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Sylvestre, avocat, 8185, Ledoux, Nicole Lemonde, secrétaire, fille majeure, 2400, Lafontaine, et Jacques Deveault, étudiant, 540, Bourassa, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Cord and Shoe Thread Inc. »,

**Compagnie de fabrication sur commande
de Pincourt ltée
Custom Fittings Company
of Pincourt Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Jacques L'Heureux, advocate, 1684 Du Verger, Vimont, Nicole Bélisle, secretary, fille majeure, 5943 De Lorimier, Montreal, and Pierre-Luc Blain, advocate, 6552, 2nd Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal and other articles made, wholly or partially, of metal, wood or stainless steel, under the name of "Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée — Custom Fittings Company of Pincourt Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pincourt, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1536-65

**Les Constructions réfractaires
du Québec inc.
Refractory Constructions
of Quebec Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Thibault, salesman, 218 St-Eustache Street, St-Eustache, David Waters, professor, 6955 Fielsing, apt. 212, Montreal, and Denise Lamarche, secretary, fille majeure, 3405 St-André, apt. 4, Montreal, for the following purposes:

To deal in the industry and commerce of refractory products, under the name of "Les Constructions réfractaires du Québec inc. — Refractory Constructions of Quebec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 10 St-James Street, West, suite 912, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1427-65

Cord and Shoe Thread Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Sylvestre, lawyer, 8185 Ledoux, Nicole Lemonde, secretary, fille majeure, 2400 Lafontaine and Jacques Deveault, student, 540 Bourassa, all three from St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Cord and Shoe Thread

avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 2100-65

Crescent Litho Plates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1965, constituant en corporation: John Gilbert Mc Gilluiray, gérant, Joan C. Main, ménagère, épouse dudit John Gilbert Mc Gilluiray, tous deux de 7134, Fielding, Montréal, et Gunars Stals, technicien, 2, Jordan, Roxboro, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, lithographie, annonce et publicité en général, sous le nom de « Crescent Litho Plates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078 2139-65

Dan Cunningham Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1965, constituant en corporation: Wolfe M. Friedman, 5750, avenue Smart, Côte-St-Luc, Sydney Phillips, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, et Simon Gulden, 5181, rue Bourret, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de vendeurs de toutes sortes d'outils, sous le nom de « Dan Cunningham Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6450, avenue Coolbrook, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078 2117-65

Les Disques Écho inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Marquis, avocat, 1476, boulevard Lebel, Chambly, Gisèle Trudel, 1147, rue Breault, St-Vincent-de-Paul, et Liliane Charles, 10897, Du Pressoir, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 2100-65

Crescent Litho Plates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Gilbert Mc Gilluiray, manager, Joan C. Main, house-keeper, wife of the said John Gilbert Mc Gilluiray, both of 7134 Fielding, Montreal, and Gunars Stals, technician, 2 Jordan, Roxboro, for the following purposes:

To carry on the business of general printing, lithographing, advertising and publicity business, under the name of "Crescent Litho Plates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o 2139-65

Dan Cunningham Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wolfe M. Friedman, 5750 Smart Avenue, Côte-St-Luc, Sydney Phillips, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, and Simon Gulden, 5181 Bourret Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as dealers in tools of all kinds, under the name of "Dan Cunningham Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6450 Coolbrook Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o 2117-65

Les Disques Écho inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Marquis, advocate, 1476 Lebel Blvd., Chambly, Gisèle Trudel, 1147 Breault St., St-Vincent-de-Paul, and Liliane Charles, 10897 Du Pressoir, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

Faire le commerce de tous genres de disques phonographiques, films cinématographiques, rouleaux perforés, bandes, plaques ou autres appareils de reproduction des sons et des images, sous le nom de « Les Disques Écho inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1960-65

Dynamo Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat et conseil en loi de la reine, 1576, avenue Bernard ouest, Barbara Joyce Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 7460, chemin Kingsley, #607, Lise Walton, 6550, 28^e avenue, #3, et Anne Goldenberg, 3491, avenue Atwater, #23, ces deux dernières secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, développeurs et entrepreneurs de toutes sortes de constructions, immeubles et biens immobiliers, sous le nom de « Dynamo Building Corporation », avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 24,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

2119-65

École des langues de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: André-René Matte, professeur, 11781A, Alexandre-Lacoste, Montréal, Gilles Legault, comptable, 47, Place d'Argenteuil, Laval-des-Rapides, et Pierre Mondor, avocat, 1665, de l'Église, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter une institution d'enseignement privée dans le domaine des langues, sous le nom de « École des langues de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11781A, rue Alexandre-Lacoste, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2128-65

To carry on business dealing in all kinds of phonograph records, films, perforated rolls, bands, plates or other apparatus for the reproduction of sounds and pictures, under the name of "Les Disques Écho inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1960-65

Dynamo Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maynard B. Golt, advocate and Queen's Counsel, 1576 Bernard Avenue West, Barbara Joyce Garrett, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 7460 Kingsley Road, #607, Lise Walton, 6550, 28th Avenue, #3, and Anne Goldenberg, 3491 Atwater Avenue, #23, the latter two secretaries, filles majeures usant de leurs droits, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders, developers and contractors of all manner of buildings, moveables and real estate, under the name of "Dynamo Building Corporation", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 24,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

2119-65

École des langues de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André-René Matte, professor, 11781A, Alexandre-Lacoste, Montreal, Gilles Legault, accountant, 47 d'Argenteuil Place, Laval-des-Rapides, and Pierre Mondor, advocate, 1665 de l'Église, St-Laurent, for the following purposes:

To operate a private teaching institution in the field of languages, under the name of "École des langues de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 11781A, Alexandre-Lacoste Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2128-65

École Michelet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Yvonne Billequey, épouse commune en biens de Maurice Billequey, 10794, rue Lamoureux, Arlette Spandonide, épouse commune en biens de Jean Spandonide, 11501, rue Georges-Pichette, et Odette Miguet, épouse commune en biens de Louis Muguet, 5605, des Marguerites, toutes trois professeurs, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Former des classes et recevoir des élèves à tous les échelons de l'école primaire, secondaire, commerciale ou scientifique, sous le nom de « École Michelet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10662, boulevard Pic IX, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 1668-65

École Michelet inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvonne Billequey, wife common as to property of Maurice Billequey, 10794 Lamoureux St., Arlette Spandonide, wife common as to property of Jean Spandonide, 11501 Georges-Pichette St., and Odette Miguet, wife common as to property of Louis Muguet, 5605 des Marguerites, all three professors, of Montreal-North, for the following purposes:

To form classes and accept pupils for all grades of scientific, commercial, secondary and primary school, under the name of "École Michelet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 10662 Pic IX Blvd., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 1668-65

Les Entreprises Raymond Laflamme Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean-Pierre Picotte, 66, boulevard Leclerc, Granby, Lucien Alain, 340, rue Louis-Hébert, Granby, tous deux comptables agréés, et Micheline Bolduc, secrétaire, fille majeure, 447, Principale, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs, teinturiers et marchands de fourrures, sous le nom de « Les Entreprises Raymond Laflamme Itée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,470 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 328, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 2033-65

Les Entreprises Raymond Laflamme Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Picotte, 66 Leclerc Blvd., Granby, Lucien Alain, 340 Louis-Hébert St., Granby, both chartered accountants, and Micheline Bolduc, secretary, spinster of the full age of majority, 447 Main, Granby, for the following purposes:

To carry on business as warehousemen, dyers and furriers, under the name of "Les Entreprises Raymond Laflamme Itée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$1 each, 1,470 preferred class "A" shares of \$100 each and 2,500 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 328 Main St., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 2033-65

Flor-A-Matic Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, 2015, rue Drummond, et Daniel Lazare, 2015, rue Drummond, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines, machinerie, produits domestiques, produits industriels et produits sanitaires, sous le nom de « Flor-A-Matic Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Flor-A-Matic Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, 2015 Drummond Street, and Daniel Lazare, 2015 Drummond Street, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, household products, industrial products and sanitation products, under the name of "Flor-A-Matic Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 2625, rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078

2079-65

The head office of the company will be at 2625 Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o

2079-65

Fortin & Fournier meubles Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Adonia Fortin, commerçant, 159, 20^e rue, Lucien Fournier, vendeur, 152, 19^e rue, et Maurice Bouchard, comptable, 124, 41^e rue, tous trois de St-Georges, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Fortin & Fournier meubles Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2132-65

Fortin & Fournier meubles Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adonia Fortin, merchant, 159, 20th Street, Lucien Fournier, salesman, 152, 19th Street, and Maurice Bouchard, accountant, 124, 41st Street, all three of St-Georges, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Fortin & Fournier meubles Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

2132-65

Garage Ménard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jean-Louis Ménard, garagiste, Agathe Coupal, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Louis Ménard, et Rodrigue Côté, comptable, 105, rue du Pont, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Ménard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2158-65

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Ménard, garage-keeper, Agathe Coupal, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Louis Ménard, and Rodrigue Côté, accountant, 105 du Pont Street, all three from Bedford, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Garage Ménard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Bedford, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

2158-65

Damien Gauthier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Damien Gauthier, professeur de golf, 5050, rue Des Mélézes, Clothilde Braün, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Damien Gauthier, 5050, rue Des Mélézes, et André Rochette, comptable agréé, 8800, rue Forbin-Janson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Offrir au public les services généralement dispensés par les ateliers de professionnel dans les clubs de golf, sous le nom de « Damien Gauthier inc. », avec un capital total de \$40,000,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Damien Gauthier, golf professor, 5050 Des Mélézes St., Clothilde Braün, housewife, wife contractually separate as to property of the said Damien Gauthier, 5050 Des Mélézes St., and André Rochette, chartered accountant, 8800 Forbin-Janson St., all three of Montreal, for the following purposes:

To offer to the public the services generally given by groups of professionals in golf clubs, under the name of "Damien Gauthier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided

Damien Gauthier inc.

divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 1916-65

Gen-Auto Shippers (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Antoine Gobeil, avocat, 1380, Maréchal-Foch, Québec, Charles Cimon, avocat, 364, 60e Rue, Charlesbourg, et Suzanne Barcelo, secrétaire, fille majeure, 2470, avenue Perreault, Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce d'emmagasinage, remisage, expédition, mise en vente et envoi de véhicules automobiles et agir comme magasiniers, sous le nom de « Gen-Auto Shippers (Quebec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078 2086-65

Glace Brunelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1965, constituant en corporation: P.-Elzéar St-Arnault, gérant, Carole St-Arnault, ménagère, fille majeure, tous deux de 4236, Notre-Dame, et Jean Bellemare, commis, 114, rue Guay, tous trois de Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la glace, sous le nom de « Glace Brunelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4236, rue Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 2103-65

Le Granbyen inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Charles Simard, commis, Julieanne Lefebvre, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Charles Simard, tous deux de 283, boulevard Montcalm, et Yvette Larocque, secrétaire, épouse commune en biens de Maurice Dumont, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes,

into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 1916-65

Gen-Auto Shippers (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Gobeil, attorney at law, 1380, Maréchal-Foch, Québec, Charles Cimon, attorney at law, 364, 60th Street, Charlesbourg, and Suzanne Barcelo, secretary, fille majeure, 2470 Perreault Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on generally the business of storing, holding, shipping, releasing and forwarding automotive vehicles and to act as warehousemen, under the name of "Gen-Auto Shippers (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o 2086-65

Glace Brunelle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: P.-Elzéar St-Arnault, manager, Carole St-Arnault, housekeeper, spinster of the full age of majority, both of 4236 Notre-Dame, and Jean Bellemare, clerk, 114, Guay St., all three of Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To carry on business dealing in ice, under the name of "Glace Brunelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4236 Notre-Dame St., Trois-Rivières-West, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 2103-65

Le Granbyen inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Simard, clerk, Julieanne Lefebvre, secretary, wife separate as to property of the said Charles Simard, both from 283 Montcalm Blvd., and Yvette Larocque, secretary, wife common as to property of Maurice Dumont, and duly authorized by him for these purposes, 47 Langlois

47, rue Langlois, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Granbyen inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2055-65

Street, all three from Granby, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Granbyen inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2055-65

Hôpital Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Henri Rioux, bijoutier, maire, 33, Jean-Rioux, Jean-Louis Deschênes, industriel, 159, Notre-Dame, et Dr Jean-Paul Langlais, médecin, 160, Notre-Dame, tous trois de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un hôpital à Trois-Pistoles, propriété de la Couronne, aux droits de la province de Québec, sous le nom de « Hôpital Notre-Dame de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

495-65

Hôpital Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles-Henri Rioux, jeweller, Mayor, 33 Jean-Rioux, Jean-Louis Deschênes, industrialist, 150 Notre-Dame and Dr. Jean-Paul Langlais, physician, 160 Notre-Dame, all three from Trois-Pistoles, for the following purposes:

To maintain and operate an Hospital at Trois-Pistoles, Crown's property, in the rights of the Province of Quebec, under the name of "Hôpital Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

495-65

Horizon Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Daniel Kingston, 4985, Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, et Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, de recherches et de construction, sous le nom de « Horizon Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

2121-65

Horizon Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingston, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, research and building company, under the name of "Horizon Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

2121-65

Kamor Garments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Kalman Faywlowicz, manufacturier, Regina Kujavska, ménagère, épouse séparée de biens dudit Kalman Faywlowicz, tous deux

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kalman Faywlowicz, manufacturer, Regina Kujavska, housewife, wife separate as to property of the said Kalman Faywlowicz, both of 5711 Léger

de 5711, rue Léger, Côte-St-Luc, Morris Rozprza, manufacturier, et Helen Stein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Rozprza, ces deux derniers de 4755, rue St. Kevin, app. 3, Montreal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, articles vestimentaires et vêtements de sport, sous le nom de « Kamor Garments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3981, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

1986-65

Kébec-Cola, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Jocelyne Ménard, 272, 10e Avenue, nord, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de breuvages, essences, sauces ou aliments de toutes sortes, sous le nom de « Kébec-Cola, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 380 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 54, DuLac, Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1576-65

Clément Lacoursière construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1965, constituant en corporation: Clément Lacoursière, entrepreneur, Suzanne Tessier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Clément Lacoursière, tous deux de 54, rue De Bienville, Berthierville, et Jean Éthier, comptable, 34, rue Charlotte, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Clément Lacoursière construction Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 54, rue De Bienville, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2131-65

Street, Côte-St-Luc, Morris Rozprza, manufacturier, and Helen Stein, housewife, wife separate as to property of the said Morris Rozprza, the latter two of 4755 St. Kevin Street, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, wearing apparel and sportswear, under the name of "Kamor Garments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3981 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1986-65

Kébec-Cola, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Jocelyne Ménard, 272, 10th Avenue, North, both secretaries, filles majeures, and Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of beverages, flavourings, gravies or food products of all sorts, under the name of "Kébec-Cola, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 380 class "A" preferred shares of \$100 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 54 DuLac, Magog, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1576-65

Clément Lacoursière construction Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clément Lacoursière, contractor, Suzanne Tessier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Clément Lacoursière, both of 54 De Bienville St., Berthierville, and Jean Éthier, accountant, 34 Charlotte St., Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Clément Lacoursière construction Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 54 De Bienville St., Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2131-65

Rolland Laroche & ass. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Rolland Laroche, courtier d'assurances, 9010, rue André-Grasset, Jean Gagné, avocat, 10285, rue Jeanne-Mance, tous deux de Montréal, et Henri Laroche, restaurateur, 1750, rue Nelson, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Rolland Laroche & ass. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9010, rue André-Grasset, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1892-65

Rolland Laroche & ass. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Laroche, insurance broker, 9010 André-Grasset St., Jean Gagné, advocate, 10285 Jeanne-Mance St., both of Montreal, and Henri Laroche, restaurateur, 1750 Nelson St., St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Rolland Laroche & ass. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 9010 André-Grasset St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1892-65

Laurentian Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Arnold Leclair, plombier, Françoise Bergevin, ménagère, épouse commune en biens dudit Arnold Leclair, tous deux de 12124, Joseph-Casavant, Montréal, Johann Walitsch, plombier, et Gudrun Huber, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Johann Walitsch, ces deux derniers de 8510, Champagneur, #5, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Laurentian Plumbing & Heating Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 564, rue Laval, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1456-65

Laurentian Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arnold Leclair, plumber, Françoise Bergevin, housewife, wife common as to property of the said Arnold Leclair, both from 12124 Joseph-Casavant, Montreal, Johann Walitsch, plumber and Gudrun Huber, housewife, wife contractually separate as to property of the said Johann Walitsch, the latter two from 8510 Champagneur, #5, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Laurentian Plumbing & Heating Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 564 Laval Street, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1456-65

Irenée Mathieu & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Irenée Mathieu, entrepreneur, Georgette Côté, ménagère, épouse dudit Irenée Mathieu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1730, Lasalle, Tracy, et Claude Huard, comptable, 90, Tétreau, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Irenée Mathieu & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1730, rue Lasalle, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Irenée Mathieu & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irenée Mathieu, contractor, Georgette Côté, housewife, wife of the said Irenée Mathieu and duly authorized by him for these purposes, both from 1730 Lasalle, Tracy and Claude Huard, accountant 90, Tétreau, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Irenée Mathieu & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1730 Lasalle Street, Tracy, judicial district of Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 2130-65

**Murs secs et décorations (Valleyfield) inc.
Dry Wall & Painting (Valleyfield) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Hervé Nadeau, entrepreneur-peintre, 284A, St-Lambert, Georges Carles, professeur, 296, St-Lambert, et Jean-Marie Drouin, agent, 503, Salaberry, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs en construction particulièrement pour la pose de revêtements muraux, la peinture et la décoration, sous le nom de « Murs secs et décorations (Valleyfield) inc.—Dry Wall & Painting (Valleyfield) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 1548-65

Marcel Oligny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Robert J. Bertrand, 1705, boulevard St-Joseph, est, René Hurtubise, 3546, avenue Marcell, tous deux de Montréal, et Jean-Louis Baudouin, 5451, Durocher, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens, produits et marchandises de toutes sortes et faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Marcel Oligny inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, rue Ste-Marie, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 29e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 1472-65

C. A. Parent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1965, constituant en corporation: Charles-Auguste Parent, entrepreneur, Béatrice Gagné, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-Auguste Parent, tous deux de St-Lambert, et

[Given at the office of the Provincial Secretary,
this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 2130-65

**Murs secs et décorations (Valleyfield) inc.
Dry Wall & Painting (Valleyfield) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hervé Nadeau, painter-contractor, 284A, St-Lambert, Georges Carles, professor, 296 St-Lambert, and Jean-Marie Drouin, agent, 503 Salaberry, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To act as contractors in construction particularly for the laying of wall coverings, painting and decoration, under the name of "Murs secs et décorations (Valleyfield) inc.—Dry Wall & Painting (Valleyfield) Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary
this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 1548-65

Marcel Oligny inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert J. Bertrand, 1705, St-Joseph Blvd. East, René Hurtubise, 3546 Marcell Ave. both from Montreal, and Jean-Louis Baudouin, 5451 Durocher, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business dealing in goods, products and merchandise of all kind and to carry on business as general building contractors, under the name of "Marcel Oligny inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 100 Ste-Marie Street, La Prairie, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 1472-65

C. A. Parent inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Auguste Parent, contractor, Béatrice Gagné, housewife, wife contractually separate as to property of the said Charles-Auguste Parent, both of St-Lambert, and Claudette Fournier,

Claudette Fournier, ménagère, fille majeure, 162, St-Antoine, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « C. A. Parent inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2118-65

Les Placements Laurendeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1965, constituant en corporation: Guy Lacoste, 5814, Laurendeau, Bernard C. Forest, 4180, Marcell, tous deux notaires, et René Forest, fonctionnaire, 4343, Earncliffe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Placements Laurendeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5412, rue Drake, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1468-65

Place Victoria Cameras & Hobbies Inc. Caméras et passetemps de la Place Victoria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Arnold Isaacson, 3465, place Decelles, Norman Levy, 4810, Bourret, et David Abrams, 6526, Wilderton, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de caméras, pièces, accessoires, nouveautés, jouets, articles de passe-temps, dispositifs et appareils électriques, sous le nom de « Place Victoria Cameras & Hobbies Inc. — Caméras et passetemps de la Place Victoria inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

1938-65

Pontiac Farm Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

housewife, fille majeure, 162 St-Antoine, Lévis, pour les objets suivants:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « C. A. Parent inc. », with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, county of Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2118-65

Les Placements Laurendeau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Lacoste, 5814 Laurendeau, Bernard C. Forest, 4180 Marcell, both notaries, and René Forest, civil servant, 4343 Earncliffe, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of « Les Placements Laurendeau inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5412 Drake St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1468-65

Place Victoria Cameras & Hobbies Inc. Caméras et passetemps de la Place Victoria inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arnold Isaacson, 3465 Decelles Place, Norman Levy, 4810 Bourret, and David Abrams, 6526 Wilderton, all three notaries, of Montreal, for the following purposes:

To deal in cameras, parts, accessories, novelties, toys, hobby equipment, electric devices and accessories, under the name of « Place Victoria Cameras & Hobbies Inc. — Caméras et passetemps de la Place Victoria inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1938-65

Pontiac Farm Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Edgar L. Allard, avocat, Richard Bowie, agent d'assurance, tous deux de Campbell's Bay, et John S. Hodgins, vendeur d'instruments aratoires, Shawville, pour les objets suivants:

Manufacturer de la machinerie et des instruments aratoires, et en faire le commerce, sous le nom de « Pontiac Farm Equipment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078

1680-65

**Remboursement Pratt inc.
Pratt Upholstering Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Roger Lacroix, comptable agréé, 10093, d'Auteuil, Montréal, Jean-Yves Vaillancourt, comptable agréé, 789, Louis-Normandin, Boucherville, et Jacques Richard, avocat, 745, rue Tassé, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Remboursement Pratt inc. — Pratt Upholstering Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2316, rue Mont-Royal, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2071-65

**Le Roi des bas prix de la région
de Montréal Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1965, constituant en corporation: René L. Cousineau, avocat, 3620, Limoges, St-Laurent, Jean Biron, avocat, 3500, Ridgewood, app. 201, Montréal, et Trudy Moser, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 1310, avenue des Pins, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, d'appareils électriques et de tous autres accessoires pouvant servir à l'usage domestique, sous le nom de « Le Roi des bas prix de la région de Montréal Itée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 33,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 7,050 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 65,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$3 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2204-65

Province of Quebec, incorporating: Edgar L. Allard, lawyer, Richard Bowie, insurance agent, both of Campbell's Bay, and John S. Hodgins, farm implement dealer, Shawville, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery and farm equipment, under the name of "Pontiac Farm Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawville, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1680-65

**Remboursement Pratt inc.
Pratt Upholstering Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Lacroix, chartered accountant, 10093 d'Auteuil, Montreal, Jean-Yves Vaillancourt, chartered accountant, 789 Louis-Normandin, Boucherville, and Jacques Richard, advocate, 745 Tassé Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Remboursement Pratt inc. — Pratt Upholstering Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2316 Mount Royal Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2071-65

**Le Roi des bas prix de la région
de Montréal Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René L. Cousineau, advocate, 3620 Limoges, St-Laurent, Jean Biron, advocate, 3500 Ridgewood, Apt. 201, Montreal, and Trudy Moser, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 1310 des Pins Ave. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, electrical appliances and in all other accessories which may be used in the home, under the name of "Le Roi des bas prix de la région de Montréal Itée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 33,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 7,050 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 65,500 preferred class "B" shares of a nominal value of \$3 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2204-65

Rouillier & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1965, constituant en corporation: Raymond Rouillier, épiciers-bouchers, Hélène Larochelle, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Rouillier, et Anselme Rouillier, épiciers-bouchers, tous trois de Plessisville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Rouillier & fils ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2211, rue St-Louis, Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2095-65

Rouillier & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Rouillier, grocer-butcher, Hélène Larochelle, housewife, wife contractually separate as to property of said Raymond Rouillier, and Anselme Rouillier, grocer-butcher, all three of Plessisville, for the following purposes:

The carry on business as grocers-butchers, under the name of "Rouillier & fils ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2211, St-Louis St., Plessisville judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

2095-65

J. R. Routliffe Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Edgar L. Allard, avocat, Richard Bowie, agent d'assurances tous deux de Campbell's Bay, et John Rickard Routliffe, marchand de bois, Fort-Coulonge, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « J. R. Routliffe Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fort-Coulonge, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078

1679-65

J. R. Routliffe Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar L. Allard, lawyer, Richard Bowie, insurance agent, both of Campbell's Bay, and John Rickard Routliffe, lumber merchant, Fort-Coulonge, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "J. R. Routliffe Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Fort-Coulonge judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1679-65

S. R. B. Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1965, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler et Stanley R. Shuster, avocats, 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « S. R. B. Investments Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 749 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 33, chemin, Belsize, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078

1999-65

S. R. B. Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler and Stanley R. Shuster, advocates, of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "S. R. B. Investments Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 100 common shares of the par value of \$1 each and 749 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 33 Belsize Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078-o

1999-65

Salon Jacques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1965, constituant en corporation: Jacques Aubert, coiffeur, 891, Place Beloeil, Ste-Foy, André Rancourt, comptable agréé, et Georgette Rancourt, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Rancourt, ces deux derniers de 122, des Cèdres, Dolbeau, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure, sous le nom de « Salon Jacques inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2069-65

Salon Jacques inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Aubert, hairdresser, 891 Place Beloeil, Ste-Foy, André Rancourt, chartered accountant, and Georgette Rancourt, housewife, wife separate as to property of the said André Rancourt, the two latter of 122 des Cèdres, Dolbeau, for the following purposes:

To operate a hairdressing salon, under the name of "Salon Jacques inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

2069-65

Sérigraphie Artistique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Léopold Pottier, rentier, 6677, rue Louis-Hébert, Montréal, James E. Lyng, comptable agréé, 5, rue Parc Montgomery, Roxboro, et Raymond Lamontagne, comptable agréé, 6349, 3e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de meubles, cadres, peintures, mosaïques ou autres articles semblables, sous le nom de « Sérigraphie Artistique inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1903-65

Sérigraphie Artistique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Pottier, annuitant, 6677 Louis-Hébert Street, Montreal; James E. Lyng, chartered accountant, 5, Parc Montgomery Street, Roxboro, and Raymond Lamontagne, chartered accountant, 6349, 3rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

Manufacturing and trade in furniture, frames, paintings, mosaics or other similar articles, under the name of "Sérigraphie Artistique inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

1903-65

Michel Simon publicité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Simon Bédard, 6442, Henri-Miro, Montréal-Nord, Michel Alarie, 6520, Chouinard, Montréal, tous deux publicistes, et Berthold Mongeau, industriel, 215, Les Érables, Laval-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Michel Simon publicité inc. », avec un capital total de \$24,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et de 2,300 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6442, rue Henri-Miro, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1073-65

Michel Simon publicité inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Simon Bédard 6442, Henri-Miro, Montreal-North, Michel Alarie, 6520 Chouinard, Montreal, both publicists, and Berthold Mongeau, industrialist, 215, Les Érables, Laval-sur-le-Lac, for the following purposes:

To operate a business undertaking and advertising advisers, under the name of "Michel Simon publicité inc.", with a total capital stock of \$24,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 2,300 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6442 Henri-Miro Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th, day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

1073-65

Studio Figurama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Dr Jean-Claude Dupont, docteur en chiropratique, 3385, De Courval, Trois-Rivières, Gérard Desfossés, professeur de culture physique, 5430, Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest, et Jean-Maurice Evans, professeur de culture physique, 1634, Royale, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fournir des services de culture physique au public, sous le nom de « Studio Figurama inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1625, rue Royale, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1667-65

Super marché Plante inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gaston Plante, épicière, 319, rue Providence, Gilles Plante, commis, 232a, rue Déragon, et Nicole Plante, ménagère, épouse séparée de biens d'Idal Lacasse, 365, boulevard Leclerc, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Super marché Plante inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 369, boulevard Leclerc, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26^e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2034-65

Taverne Joe Beef inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Benoit Ferron, tavernier, Liliane Toupin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Benoit Ferron, tous deux de 7270, rue Blondin, St-Léonard, et Paul-Arthur Gauthier, menuisier, 3507, 42^e rue, St-Michel, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Joe Beef inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 201, rue Des Communes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Studio Figurama inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Jean-Claude Dupont, chiropractor, 3385 De Courval, Trois-Rivières, Gérard Desfossés, professor of physical culture, 5430 Notre-Dame, Trois-Rivières-West, and Jean-Maurice Evans, professor of physical culture, 1634, Royale, Trois-Rivières, for the following purposes:

To furnish physical culture services to the public, under the name of "Studio Figurama inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1625 Royale St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1667-65

Super marché Plante inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Plante, grocer, 319, Providence Street, Gilles Plante, clerk, 232a, Déragon Street and Nicole Plante housewife, wife separate as to property of Idal Lacasse, 365 Leclerc Blvd., all three from Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Super marché Plante inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 369 Leclerc Blvd., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2034-65

Taverne Joe Beef inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Ferron, tavern-keeper, Liliane Toupin, housewife, wife separate as to property of the said Benoit Ferron, both from 7270 Blondin Street, St-Léonard, and Paul-Arthur Gauthier, carpenter, 3507, 42nd Street, St-Michel, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Joe Beef inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 201 des Communes Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1940-65

**Le téléphone de Saint-Sébastien
d'Iberville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André Lamoureux, rentier, Bernard Lamoureux, cultivateur, tous deux d'Henryville, Hervé Phénix, Réal Paquette, Joseph Méthé, Jean-Marc Forget, tous quatre cultivateurs, Émile Campbell, rentier, Édouard Lecomte, rentier, tous six de St-Sébastien, et Alfred Desranleau, rentier, Pike River, pour les objets suivants:

Exploiter un service de téléphone et de télégraphe, sous le nom de « Le téléphone de Saint-Sébastien d'Iberville inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Sébastien, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 5e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1530-65

Transport Philippe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1965, constituant en corporation: Antoine Gobeil, avocat, 1380, Maréchal-Forch, Québec, Jean Rivard, avocat, 655, chemin Ste-Foy, Québec et Suzanne Barcelo, secrétaire, fille majeure, 2470, avenue Perreault, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Philippe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 250, 2e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 4e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

2084-65

Turcotte limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1965, constituant en corporation: Donat Turcotte, bijoutier importateur, Violette Lefebvre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Donat Turcotte, et dûment autorisée par lui aux fins, des présentes, tous deux de 634, rue Vimy, nord Sherbrooke, et Marc Turcotte, étudiant, 634, rue Vimy, nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « Turcotte limitée », avec un capital total de

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1940-65

**Le téléphone de Saint-Sébastien
d'Iberville inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lamoureux, annuitant, Bernard Lamoureux, farmer, both of Henryville, Hervé Phénix, Réal Paquette, Joseph Méthé, Jean-Marc Forget, all four farmers, Émile Campbell, annuitant, Édouard Lecomte, annuitant, all six of St-Sébastien, and Alfred Desranleau, annuitant, Pike River, for the following purposes:

To operate a telephone and telegraph service, under the name of "Le Téléphone de Saint-Sébastien d'Iberville inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Sébastien, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

1530-65

Transport Philippe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Gobeil, lawyer, 1380 Maréchal-Foch, Québec, Jean Rivard, lawyer, 655 Ste-Foy Road, Québec and Suzanne Barcelo, secretary, fille majeure, 2470 Perreault Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Transport Philippe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 250, 2nd Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11078

2084-65

Turcotte limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donat Turcotte, jeweller, importer, Violette Lefebvre, housewife, wife contractually separate as to property of the said Donat Turcotte, and duly authorized by him by these presents, both from 634, Vimy Street north, Sherbrooke, and Marc Turcotte, student, 634 Vimy Street, north, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Turcotte limitée", with a total capital

\$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 634, rue Vimy, nord, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

1929-65

stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 634 Vimy Street, north, Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

1929-65

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1002

Québec, le 18 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif à la rémunération pour surtemps et le congé de vacances pour les fonctionnaires et employés de la Régie des Alcools du Québec assujettis à la Loi du service civil.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit approuvé, avec effet à compter du 19 février 1965, le règlement concernant la rémunération pour surtemps et le congé de vacances pour les fonctionnaires et employés de la Régie des Alcools du Québec assujettis à la Loi du service civil, tel qu'établi par la Commission du service civil de la province de Québec à son assemblée du 13 mai 1965 sous l'autorité des articles 14, 36 et 58 de la Loi du service civil, et dont copie est annexée au présent arrêté en conseil.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

La Commission du Service Civil de la Province de Québec, sous l'autorité des articles 14, 36 et 58 de la Loi du Service Civil, établit le règlement suivant:

Article 1. Le présent règlement peut être cité sous le titre de: Règlement concernant la rémunération pour surtemps et le congé de vacances.

SECTION I Interprétation

Article 2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots:

a) « fonctionnaire » signifie tout fonctionnaire à l'emploi de la Régie des Alcools du Québec et assujetti à la Loi du Service Civil;

b) « employé » signifie toute autre personne à l'emploi de la Régie des Alcools du Québec et assujettie à la Loi du Service Civil;

c) « exercice financier » signifie une période de douze (12) mois comprise entre le premier avril d'une année et le 31 mars de l'année suivante durant laquelle les transactions financières du Gouvernement de la Province sont enregistrées;

d) « régie » signifie la Régie des Alcools du Québec;

e) « surtemps » signifie les heures supplémentaires de travail.

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1002

Quebec, May 18, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation relative to remuneration for overtime and holidays for functionaries and employees of the Quebec Liquor Board subject to the Civil Service Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier:

THAT the regulation concerning remuneration for overtime and holidays for functionaries and employees of the Quebec Liquor Board subject to the Civil Service Act, as established by the Civil Service Commission of the Province of Quebec at its meeting on May 13, 1965, under the authority of sections 14, 36 and 58 of the Civil Service Act, a copy of which is annexed to the present Order in Council, be approved and have effect from and after February 19, 1965.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

The Civil Service Commission of the Province of Quebec, under the authority of sections 14, 36 and 58 of the Civil Service Act, makes the following regulation:

Section 1. The present regulation may be cited as the regulation concerning remuneration for overtime and holidays.

DIVISION I Interpretation

Section 2. In this regulation, unless the context indicates a different meaning, the words:

(a) "Functionary" means any functionary in the employ of the Quebec Liquor Board and subject to the Civil Service Act;

(b) "Employee" means any other person employed by the Quebec Liquor Board and subject to the Civil Service Act;

(c) "Fiscal year" means the twelve (12) month period between the first day of April of one year and March 31 of the following year during which financial transactions of the Provincial Government are registered;

(d) "Board" means the Quebec Liquor Board;

(e) "Overtime" means supplementary working hours.

SECTION II Surtemps

Article 3. Il peut être payé à tout fonctionnaire ou employé, dont le traitement régulier ne dépasse pas huit mille dollars (\$8,000) par année, une rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions pour tout travail exécuté, à la demande de la régie, en dehors des heures régulières de travail.

Article 4. Les heures régulières de travail pour tout fonctionnaire ou employé sont les suivantes:

a) **Bureaux:** Du lundi au vendredi inclusivement, à raison de six heures et demie (6½) par jour;

b) **Entrepôts:** Du lundi au vendredi inclusivement, à raison de sept heures et demie (7½) par jour;

c) **Sécurité:**

1) **sur équipes:** Moyenne de quarante (40) heures par semaine de travail cédulées sur équipes rotatives de huit (8) heures par jour chacune, selon un horaire couvrant les sept (7) jours de la semaine;

2) **de jour:** Du lundi au vendredi inclusivement, à raison de huit (8) heures par jour;

d) **Chauffage et réfrigération:** Du lundi au vendredi inclusivement, à raison de huit (8) heures par jour;

e) **Cafétéria:** Du lundi au vendredi inclusivement, à raison de huit (8) heures par jour;

f) **Magasins:** Trente-sept heures et demie (37½) par semaine selon l'horaire établi par la régie pour les différentes catégories de magasin.

Article 5. La rémunération pour surtemps sera payée pour chaque heure ou fraction d'heure sur la base du traitement annuel brut du fonctionnaire ou employé concerné, converti au taux horaire et majoré de cinquante pourcent (50%).

Cependant, pour le fonctionnaire ou employé de magasin, la majoration de cinquante pourcent (50%) ne sera pas appliquée:

a) pour travail exécuté pendant les heures d'ouverture du magasin le vendredi soir, à l'exception de magasins opérant sur équipes;

b) pour travail exécuté pendant les heures d'ouverture du magasin le samedi après-midi.

SECTION III Congé de vacances

Article 6. Il est accordé annuellement à tout fonctionnaire ou employé un congé de vacances n'excédant pas un jour ouvrable et quart (1¼) par mois de service dans l'exercice financier précédent.

Article 7. Tout fonctionnaire ou employé à l'emploi de la régie depuis au moins vingt (20) années a droit, pour chaque exercice financier, à un congé de cinq (5) jours ouvrables en sus de son congé annuel de vacances, et ce, aux mêmes conditions.

Article 8. Tout fonctionnaire ou employé doit accepter de prendre ses vacances au cours de l'exercice financier suivant celui où elles sont acquises, et ce, avec l'assentiment de son chef, durant la période et aux conditions déterminées par la régie.

Article 9. La régie peut demander à un fonctionnaire ou employé de reporter, en tout ou en partie, ses vacances à l'exercice financier suivant; elle peut aussi, avec l'assentiment du fonctionnaire ou employé, recommander le paiement de l'équivalent des vacances en rémunération additionnelle.

Pour les fins du présent article, chaque tranche de cinq (5) jours ouvrables équivaudra à une

DIVISION II Overtime

Section 3. Payment above the regular salary attached to his functions may be made to any functionary or employee whose regular salary does not exceed eight thousand dollars (\$8,000) per annum, for work executed, at the request of the Board, outside regular working hours.

Section 4. Regular working hours for any functionary or employee are the following:

(a) **Offices:** From Monday to Friday inclusively, six one-half (6½) hours per day;

(b) **Warehouses:** From Monday to Friday inclusively, seven and one-half (7½) hours per day;

(c) **Security:**

(1) **shift:** An average of forty (40) hours per work week scheduled on rotative shifts of eight (8) hours per day each, according to a schedule covering the seven (7) days of the week;

(2) **days:** From Monday to Friday inclusively, eight (8) hours per day;

(d) **Heating and refrigeration:** From Monday to Friday inclusively, eight (8) hours per day;

(e) **Cafeteria:** From Monday to Friday inclusively, eight (8) hours per day;

(f) **Stores:** Thirty-seven and one-half (37½) hours per week according to a schedule established by the Board for the various categories of stores.

Section 5. Remuneration for overtime will be paid for each hour or fraction of an hour on the basis of the gross annual salary of the functionary or employee concerned, converted to an hourly rate and increased by fifty per cent (50%).

However, for a functionary or employee of a store, the fifty per cent (50%) increase will not be added:

(a) for work executed during store opening hours on Friday night, with the exception of stores working on shift;

(b) for work executed during store opening hours on Saturday afternoon.

DIVISION III Holidays

Section 6. All functionaries or employees are granted a leave for holidays not exceeding one and one-quarter work day (1¼) per month of service in the preceding fiscal year.

Section 7. All functionaries or employees in the employ of the Board for at least twenty (20) years have the right, during each fiscal year, to a leave of five (5) work days over and above their annual holidays, and such, under the same conditions.

Section 8. All functionaries or employees must agree to take their holidays during the course of the fiscal year following the one for which they were granted, and such, with the consent of their Minister, during the period and on the conditions determined by the Board.

Section 9. The Board may request a functionary or employee to postpone the whole or part of his holidays until the following fiscal year it may also, with the consent of the functionary or employee, recommend payment of the equivalent of his holidays as additional remuneration.

For the purposes of this section, each five (5) day work period will equal one week of the gross

semaine du traitement annuel brut de ce fonctionnaire ou employé.

Article 10. À la demande d'un fonctionnaire ou employé, la régie peut lui permettre de reporter, en tout ou en partie, ses vacances à l'exercice financier suivant pour un an seulement, à la condition, cependant, que la bonne marche du service où ce fonctionnaire ou employé exerce ses fonctions n'en souffre pas.

Article 11. Sauf en ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 9, le fonctionnaire ou employé qui est destitué, qui démissionne, ou dont la nomination est révoquée pour une cause jugée reprehensible, a droit, s'il a au moins douze (12) mois de service, à deux pourcent (2%) du traitement brut qu'il a gagné au cours de l'exercice financier précédent si, à la date de son départ, il n'a pas pris ses vacances, et à deux pourcent (2%) du traitement brut qui lui a été versé durant l'exercice financier au cours pour tenir lieu des jours de crédits accumulés à titre de vacances.

SECTION IV

Effet et entrée en vigueur

Article 12. Le présent règlement a effet à compter du 19 février 1965.

Article 13. Le présent règlement entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

Copie conforme.

Assemblée du 13 mai 1965.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

11128-o

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1103

Section « D »

Québec, le 1er juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une remise au Comité paritaire de l'Horlogerie de Montréal, des biens de l'ancien Comité paritaire de l'Horlogerie, de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la somme de \$4,359.46, détenue en fiducie par le Ministère du Travail, à la suite de l'abrogation du décret numéro 100 du 29 janvier 1948 et amendements, et représentant le résidu de l'actif du Comité paritaire de l'Horlogerie, de Montréal, chargé d'assurer l'observance dudit décret, soit remise au Comité paritaire de l'Horlogerie de Montréal, constitué en vertu de l'arrêté en conseil numéro 992 du 11 mai 1965 et chargé d'assurer l'observance du décret numéro 586 du 23 mars 1965, relatif au métier d'horloger dans l'île de Montréal, le tout conformément à l'article 24 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements).

JACQUES PRÉMONT,

11099-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

annual salary of said functionary or employee.

Section 10. At the request of a functionary or employee, the Board may permit him to postpone a whole or part of his holidays until the following fiscal year for one year only, on the condition, however, that the smooth running of the service where said functionary or employee fulfills his duties does not suffer therefrom.

Section 11. Save in that which concerns the application of the provisions of section 9, the functionary or employee who is discharged, who resigns, or whose appointment is revoked for a reprehensible reason, has the right, if he has at least twelve (12) months of service, to two percent (2%) of the gross salary which he earned during the course of the preceding fiscal year if, on the date of departure, he has not taken his holidays, and to two percent (2%) of the gross salary which he was paid for the current fiscal year, replacing days of credit accumulated as holidays.

DIVISION IV

Effect and coming into force

Section 12. This regulation takes effect from and after February 19, 1965.

Section 13. This regulation will come into force on the day which it will please the Lieutenant-Governor in Council to fix.

True copy.

Meeting of May 13, 1965.

HENRI DION,
Secretary.

11128

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1103

Section "D"

Quebec, June 1, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the remittance of the former Parity Committee of Horology's assets to the Watchmakers' Joint Committee of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, in compliance with section 24 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the amount of \$4,359.46 be remitted to the Watchmakers' Joint Committee of Montreal (established in pursuance of Order in Council number 992 of May 11, 1965 and responsible for the application of decret number 586 of March 23, 1965 respecting the Watchmaker's trade in the Island of Montreal). This amount was being held in trust by the Department of Labour following the repeal of decree number 100 of January 29, 1948 and amendments and represents the balance of the assets of the former Parity Committee of Horology, responsible for the application of the said decree.

JACQUES PRÉMONT,

11099-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1103

Section « G »

Québec, le 1er juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 janvier 1965;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, ledit décret, numéro 142, soit modifié comme suit:

L'article VII-A suivant est ajouté:

« VII-A. Travail confié à l'extérieur:

i. Lorsqu'un grossiste, sous-traitant, détaillant, entrepreneur, manufacturier ou autre personne confie du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs à l'intérieur de la boutique ou autrement, tel grossiste, sous-traitant, détaillant, entrepreneur, manufacturier ou autre personne est conjointement et solidairement responsable avec la personne à laquelle tel travail est confié du paiement du salaire et de l'observance des conditions de travail déterminées au présent décret.

ii. Toutes et chacune des personnes mentionnées au paragraphe précédent qui donnent et reçoivent du travail, doivent transmettre au bureau du Comité paritaire, un rapport comportant les renseignements que celui-ci exige, sur des formules qu'il fournit à cette fin, dans la semaine qui suit la date où le travail fut reçu ou donné ».

JACQUES PRÉMONT,

11099-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1103

Section « H »

Québec, le 1er juin 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1103

Section "G"

Quebec, June 1, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Women and Children's Millinery Industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Women and Children's Millinery Industry in the Province of Quebec (made binding by decree number 142 of January 22, 1947 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of January 23, 1965.

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 142 be amended as follows:

The following section VII-A is added:

"VII-A. Responsibility for outside work:

i. Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or others will be jointly and severally responsible with the person to whom such work is given for wages and working conditions as laid down in this decree.

ii. Any and all of the above-mentioned persons who give or receive work must submit a report to the office of the Joint Committee with in the week when work was given or received. The report should contain the information requested by the Committee and be made on forms supplied by it".

JACQUES PRÉMONT,

11099-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1103

Section "H"

Quebec, June 1, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the addition of a contracting party to the decree respecting the Printing Industry, Quebec region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le décret numéro 922 du 4 mai 1965, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit modifié comme suit:

« L'Union Typographique de Québec, Local 302 » est ajoutée aux parties contractantes de deuxième part.

JACQUES PRÉMONT,
11099-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif,

THAT decree number 922 of May 4, 1965 (Printing Industry, Quebec region), be amended as follows:

« L'Union Typographique de Québec, local 302 » is added to the contracting parties of second part.

JACQUES PRÉMONT,
11099-o Associate Clerk of the Executive Council.

Avis

Village de Charny

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la corporation municipale du Village de Charny, comté de Lévis, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des Cités et Villes (ch. 233 S.R.Q. 1941);

La municipalité de ville projetée portera le nom de « Charny ».

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du Village de Charny.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du « Village de Charny », établit à 4673 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Québec, ce 29 mai 1965.

L'Aviseur légal de la corporation,
10996-23-2-o GUY PINSONNAULT, avocat.

François Lafrance

M. « François Lafrance », communément appelé François Bellefeuille, domicilié à 9320 Place DuBerger, Charlesbourg, Québec 7, donne avis qu'il a transmis une requête au secrétaire de la province, afin de modifier son nom de François Lafrance à François Lafrance Bellefeuille.

Québec, le 14 mai 1965.

LESAGE & DEBANE.
880, chemin Ste-Foy,
Québec 6. 10997-23-2-o

Corporation des Ingénieurs du Québec

Avis de Suspension

Avis est donné que « Monsieur Maurice Houle », résidant au 5065 Woodland Drive à Pierrefonds, a été suspendu comme membre de la Corporation des Ingénieurs du Québec pour une période de trois (3) mois à compter du 31 mai 1965, pour avoir enfreint le Code d'Éthique des Ingénieurs aux articles 2.1 et 3.4.

Montréal, le 31 mai 1965.

Le Secrétaire général,
11093-o GILLES PERRON, ING.

Ville de Châteauguay

Prenez avis qu'en date du 9 février et du 15 mars 1965 le Conseil municipal de la Ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, a approuvé par résolution une description des rues suivantes:

Notices

Village of Charny

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the «Village of Charny», Co. of Lévis, upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said corporation will apply to Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following of the Cities & Towns Act (ch. 233 R.S.Q. 1941);

The municipality of the planned town will bear the name of «Charny».

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of Charny.

The census ordered by the Council of the municipality of the «Village of Charny», has established the population of said municipality at 4673.

Given at Quebec, May 29, 1965.

GUY PINSONNAULT, advocate,
10996-23-2-o Legal Adviser of the Corporation.

François Lafrance

Mr. «François Lafrance», commonly named François Bellefeuille, domiciled at 9320 DuBerger Place, Charlesbourg, Quebec 7, gives notice that he has transmitted an application to the Provincial Secretary in order to change his name from François Lafrance to François Lafrance Bellefeuille.

Quebec, May 14, 1965.

LESAGE & DEBANE.
880 Ste-Foy Road,
Quebec 6. 10997-23-2

Corporation of Engineers of Quebec

Notice of Suspension

Notice is hereby given that «Mr. Maurice Houle», residing at 5065 Woodland Drive in Pierrefonds, has been suspended as a member of the Corporation of Engineers of Quebec for a period of three (3) months as of May 31, 1965, for infringements of sections 2.1 and 3.4 of the Engineers Code of Ethics.

Montreal, May 31, 1965.

GILLES PERRON, ENG.,
11093-o General Secretary.

Town of Châteauguay

Take notice that on February 9 and March 15, 1965 the municipal Council of the Town of Châteauguay, county of Châteauguay, approved, by resolution, a description of the following streets:

Rue Latour: Lot numéro 13-77 et P-13, descriptions techniques préparées par Guy A. Faubert, A.G., 14 décembre 1964.

Rue Bourcier: Lot numéro 280-13, description technique préparée par Guy A. Faubert, A.G., 14 décembre 1964.

Rue Joseph: Lot numéro 3-129, description technique préparée par Guy A. Faubert, A.G., 20 novembre 1964.

Rue Campeau: Lot numéro P-56, description technique préparée par Marc Hurtubise, A.G., 27 mars 1965.

Les lots ou parties de lots ci-haut indiqués font parti des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, division d'enregistrement de Châteauguay.

Ces descriptions ont été faites d'après le plan cadastral et le livre de renvoi, faits et déposés, conformément à la loi du cadastre, pour la division d'enregistrement de Châteauguay.

Prenez avis que la Ville de Châteauguay entend se prévaloir, en regard de ces rues, de l'article 429a de la Loi des Cités et Villes dont le texte intégral est reproduit ci-après, et que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de cet article ont été accomplies.

Article 429a. Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Le Conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2° Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre;

3° L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4° Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. 11-12 Eliz. II, c. 45, a. 11.

Le Secrétaire-trésorier de la
Ville de Châteauguay,

11117-24-2-o

CLAUDE HURTUBISE, C.A.

Ville de Loretteville

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Loretteville », ayant une population

Latour Street: Lot number 13-77 and P. 13, technical descriptions prepared by Guy A. Faubert, L.S., on December 14, 1964.

Bourcier Street: Lot number 280-13, technical description prepared by Guy A. Faubert, L.S., on December 14, 1964.

Joseph Street: Lot number 3-129, technical description prepared by Guy A. Faubert, L.S., on November 20, 1964.

Campeau Street: Lot number P-56, technical description prepared by Marc Hurtubise, L.S., on March 27, 1965.

The above-indicated lots or parts of lots form part of the plan and book of reference of the official cadaster of the parish of Saint-Joachim de Châteauguay, registry division of Châteauguay.

These descriptions were made according to the cadastral plan and book of reference, made and deposited in conformity with the cadastre act, for the registry division of Châteauguay.

Take notice that the Town of Châteauguay proposes to avail itself, in respect to these streets, of section 429a of the Cities and Towns Act, the integral text of which is reproduced below, and that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 of this section have been observed.

Section 429a. The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act;

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land-surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Quebec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

- (a) the full text of this section;
- (b) a summary description of the streets or lanes concerned;
- (c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed;

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Quebec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. 11-12 Elizabeth II, chapter 45, section 11.

CLAUDE HURTUBISE, C.A.,

Secretary-Treasurer of the
Town of Châteauguay.

11117-24-2

Town of Loretteville

Public notice is hereby given that the "Town of Loretteville", having a population of more

de plus de 8,000 âmes, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil aux fins d'obtenir des lettres patentes érigeant son territoire municipal actuel en municipalité de cité sous le nom de la cité de Loretteville, le tout conformément à la Loi des cités et villes.

Le Secrétaire-trésorier,

11143-24-2-o

PAUL-A. CANTIN.

than 8,000 souls, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of obtaining letters patent erecting its present municipal territory into a city municipality under the name of "la Cité de Loretteville", the whole pursuant to the Cities and Towns Act.

PAUL-A. CANTIN,

11143-24-2-o

Secretary-Treasurer.

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire du Village Huron

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire du Village Huron ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera le Village Huron.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé au Village Huron, Québec, dans le district électoral du comté de Québec.

Québec, le 4 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11118-o

RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire du Village Huron

(Savings and Credit Union's Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of a Savings and Credit Union "La Caisse Populaire du Village Huron".

The territory in which the savings and credit union will recruit its members will be Huron Village.

The head office of this savings and credit union is situated in Huron Village, Quebec, in the electoral district of Quebec County.

Québec, June 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11118

Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Bookalam Building Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Bookalam Building Ltd. », dont le bureau principal est situé dans la ville de Montréal, Province de Québec, fera une demande au Secrétaire Provincial pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, Québec, ce 1^{er} jour de juin 1965.

Bookalam Building Ltd.

Le Président,

11079-o

NORMAN BOOKALAM.

Kent Holdings Limited

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Kent Holdings Limited », donne avis qu'elle s'adressera à l'honorable secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, P.Q., 29 mai 1965.

Le Secrétaire,

11080-o

H. D. RUTHMAN.

Bayridge Estates Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bayridge Estates Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1^{er} jour de juin 1965.

Bayridge Estates Ltd.

(Seau)

11095

Par le Président,

H. E. GREENSPOON.

Charters — Surrender of

Bookalam Building Ltd.

Notice is hereby given that "Bookalam Building Ltd.", which has its head office in the city of Montreal, Province of Quebec will make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, Quebec, this 1st day of June, 1965.

Bookalam Building Ltd.

NORMAN BOOKALAM,

11079-o

President.

Kent Holdings Limited

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Kent Holdings Limited", hereby give notice that it will make application to the Honourable the Provincial Secretary of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, P.Q., May 29, 1965.

H. D. RUTHMAN,

11080-o

Secretary.

Bayridge Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Bayridge Estates Ltd.", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter, pursuant to the Provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of June 1965.

Bayridge Estates Ltd.

(Seal)

11095-o

Per: H. E. GREENSPOON,

President.

Federal Yacht Sales Inc.

Avis est ici donné que « Federal Yacht Sales Inc. », a demandé à l'Honorable Secrétaire de la province de Québec l'autorisation d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 2 juin 1965.

11100-o *Le Secrétaire,*
H. O. LEAVITT.

Radec Investment Corporation

Avis est donné que la compagnie « Radec Investment Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1965.

11101 *La Secrétaire,*
FREDA POMERANCE.

St. Martin Associates Inc.

« St. Martin Associates Inc. », donne par les présentes avis qu'elle demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 4 juin 1965.

11102 *Le Procureur de*
St. Martin Associates Inc.,
DAVID LITNER, C.R.

Club Sportif Laurentien Inc.

Prenez avis que la compagnie « Club Sportif Laurentien Inc. », demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

11119-o *Le Procureur de la compagnie,*
ME LOUIS DORION.

Jos Leblanc Limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Jos Leblanc Limitée », une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau chef dans la cité de Jonquière, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin de demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Jonquière, ce 7e jour de juin 1965.

11120-o *Les Procureurs de la compagnie,*
FORTIN, MARCEAU, TREMBLAY
& BILODEAU.

Federal Yacht Sales Inc.

Notice is hereby given that "Federal Yacht Sales Inc.", has applied to the Honourable Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, June 2, 1965.

11100 *H. O. LEAVITT,*
Secretary.

Radec Investment Corporation

Notice is hereby given that "Radec Investment Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of June, 1965.

11101-o *FREDA POMERANCE,*
Secretary.

St. Martin Associates Inc.

"St. Martin Associates Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, June 4, 1965.

11102-o *DAVID LITNER, Q.C.,*
Attorney for
St. Martin Associates Inc.

Club Sportif Laurentien Inc.

Take notice that "Club Sportif Laurentien Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

11119 *ME LOUIS DORION,*
Attorney for the company.

Jos Leblanc Limitée

Notice is hereby given that "Jos Leblanc Limitée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having his head office in the city of Jonquière, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Jonquière, this 7th day of June, 1965.

11120-o *FORTIN, MARCEAU, TREMBLAY*
& BILODEAU,
Attorneys for the company.

**Divers
Compagnies**

Tarif des droits exigibles en vertu de la Loi des compagnies de Québec,
édicte par les arrêtés en conseil numéros 981 du 11 mai 1965 et 1908 du 1er juin 1965.
Ce tarif entre en vigueur le 1er juillet 1965

COMPAGNIES AVEC CAPITAL-ACTIONS

Lettres patentes:

Sur demande de lettres patentes:

- 1) Lorsque le capital proposé est de \$40,000 ou moins les droits sont de \$100;
- 2) Lorsque le capital proposé excède \$40,000, mais ne dépasse pas \$200,000, les droits sont de \$100 et de \$1 pour chaque \$1,000 ou fraction de \$1,000 en excédent de \$40,000;

**Miscellaneous
Companies**

Tariff of fees exigible under the Quebec Companies Act,
enacted by Orders in Council numbers 981 of May 11, 1965 and 1908 of June 1, 1965.
This tariff comes into force on July 1, 1965.

JOINT STOCK COMPANIES

Letters patent:

On application for letters patent:

- (1) Where the proposed capital is \$40,000 or less, the fees are \$100;
- (2) Where the proposed capital exceeds \$40,000 but is not more than \$200,000, the fees are \$100 plus \$1 for each \$1,000 or fraction thereof over \$40,000;

3) Lorsque le capital proposé excède \$200,000, mais ne dépasse pas \$500,000, les droits sont de \$260 et de 50¢ pour chaque \$1,000 ou fraction de \$1,000 en excédent de \$200,000;

4) Lorsque le capital proposé excède \$500,000, les droits sont de \$410 et de 20¢ pour chaque \$1,000 ou fraction de \$1,000 en excédent de \$500,000;

5) Pour les fins de ce tarif, les actions d'une valeur nominale inférieure à \$1 sont évaluées à \$1 et les actions sans valeur nominale sont évaluées selon la considération totale pour laquelle elles peuvent être émises, si cette considération est mentionnée dans la demande ou le règlement à l'appui, sinon elles sont évaluées à \$100 chacune.

Fusion:

6) Sur demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de compagnies, les droits sont calculés comme pour une demande de lettres patentes.

Lettres patentes supplémentaires:

Sur demande de lettres patentes supplémentaires:

7) Dans tous les cas, sauf ceux ci-après prévus, les droits sont de \$100;

8) Dans le cas de changement de nom, les droits sont de \$50;

9) Dans le cas d'augmentation du capital autorisé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises, les droits payables sont calculés en considérant le montant de l'augmentation comme le capital proposé lors d'une demande de lettres patentes.

10) Dans le cas de demande de subdivision d'actions sans valeur nominale, les droits payables sont calculés comme lors d'une demande de lettres patentes, en tenant compte de la considération totale pour laquelle les nouvelles actions non émises peuvent être émises, si cette considération est mentionnée dans la demande ou le règlement à l'appui, sinon elles sont évaluées à \$100 chacune.

11) Lorsque les lettres patentes supplémentaires ont pour but d'effectuer plus d'un changement, seul le plus élevé des droits prévus est payable.

Abandon de charte:

12) Sur demande d'abandon de la charte d'une compagnie, les droits sont de \$50.

CORPORATIONS SANS CAPITAL-ACTIONS

Lettres patentes:

13) Sur demande de lettres patentes constituant une corporation sans capital-actions, les droits sont de \$25.

Fusion:

14) Sur demande de lettres patentes confirmant un acte d'accord ayant trait à la fusion de corporation sans capital-actions, les droits sont de \$25.

Lettres patentes supplémentaires:

15) Sur demande de lettres patentes supplémentaires d'une corporation sans capital-actions, les droits sont de \$15.

Abandon de charte:

16) Sur demande d'abandon de charte d'une corporation sans capital-actions, les droits sont de \$25.

(3) Where the proposed capital exceeds \$200,000 but is not more than \$500,000, the fees are \$260 plus 50¢ for each \$1,000 or fraction thereof over \$200,000;

(4) Where the proposed capital exceeds \$500,000, the fees are \$410 plus 20¢ for each \$1,000 or fraction thereof over \$500,000;

(5) For the purpose of this tariff, shares with a par value less than \$1 are valued at \$1 and shares without par value are valued according to the total consideration for which they can be issued, if this consideration is mentioned in the application or in the by-law in support thereof, and in default of such mention, they are valued at \$100 each.

Amalgamation:

(6) On application for letters patent confirming an agreement dealing with the amalgamation of companies, the fees are calculated as on application for letters patent.

Supplementary letters patent:

On application for supplementary letters patent:

(7) The fees are \$100 in instances not provided for hereinafter;

(8) To change the name, the fees are \$50;

(9) To increase the authorized capital or the total consideration for which shares without par value may be issued, the fees payable are calculated by considering the increase as the proposed capital on application for letters patent;

(10) To subdivide shares without par value, the fees payable are calculated as on application for letters patent, on the total consideration for which the new unissued shares can be issued, if this consideration is mentioned in the application or in the by-law in support thereof, and in default of such mention, they are valued at \$100 each.

(11) Where supplementary letters patent serve more than one purpose, only the greatest of the fees applicable are payable.

Surrender of charter:

(12) On application for surrender of a charter by a company, the fees are \$50.

CORPORATIONS WITHOUT SHARE CAPITAL

Letters patent:

(13) On application for letters patent incorporating a corporation without share capital, the fees are \$25.

Amalgamation:

(14) On application for letters patent confirming an agreement dealing with the amalgamation of corporations, the fees are \$25.

Supplementary letters patent:

(15) On application for supplementary letters patent by a corporation without share capital the fees are \$15.

Surrender of charter:

(16) On application for surrender of a charter by a corporation without share capital, the fees are \$25.

Divers:

17) Sur dépôt d'un document au secrétariat de la province, lorsque la loi prescrit tel dépôt, les droits sont de \$2, sauf lorsqu'il s'agit d'un document transmis pour publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

18) Sur demande d'annulation de la charte d'une compagnie ou d'une corporation, les droits sont de \$25.

19) Sur demande de révocation de l'annulation d'une charte, les droits sont de \$100 dans le cas d'une compagnie avec capital-actions et de \$25 dans le cas d'une corporation sans capital-actions.

20) Pour les fins du tarif, des lettres patentes en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies sont considérées comme des lettres patentes supplémentaires.

11060-23-4-o

Benjamin News Company Ltd.
Les Messageries de Presse Benjamin Itée

Avis est donné que « Benjamin News Company Ltd.—Les Messageries de Presse Benjamin Itée », a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
PATRICIA BENJAMIN.

11081 7-38

Centre Sportif Le Bûcheron inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 mai 1965, approuvé les règlements généraux adoptés le 16 janvier 1964 et leurs modifications adoptées le 12 avril 1965, du « Centre Sportif Le Bûcheron inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies du Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11082-o 11672-57

C. A. R. D. E. Recreational Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 mai 1965, approuvé les nouveaux règlements de « C. A. R. D. E. Recreational Association », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies du Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11083-o 7859-46

C. A. R. D. E. Recreational Association

Avis est donné que « C. A. R. D. E. Recreational Association », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 13.

Le Président,
B. O. BAKER.

11083-o 7859-46

C. A. R. D. E. Recréational Association

Avis est donné que « C. A. R. D. E. Recréational Association », a changé le nombre de ses directeurs de 13 à 14.

Le Secrétaire,
ANDRÉ BÉDARD.

11083-o 7859-46

Miscellaneous:

(17) When the act prescribes that a document must be transmitted to the Department of the Provincial Secretary, the fees are \$2 for each document transmitted, save those transmitted for publication in the *Quebec Official Gazette*.

(18) On application to annul the charter of a company or a corporation, the fees are \$25.

(19) On application to revoke the annulment of a charter, the fees are \$100 for a joint stock company and \$25 for a corporation without share capital.

(20) For the purpose of this tariff, letters patent issued under Part II of the Companies Act are considered as supplementary letters patent.

11060-23-4-o

Benjamin News Company Ltd.
Les Messageries de Presse Benjamin Itée

Notice is hereby given that « Benjamin News Company Ltd.—Les Messageries de Presse Benjamin Itée », has changed the number of its directors from 4 to 3.

PATRICIA BENJAMIN,
Secretary.

11081-o 7-38

Centre Sportif Le Bûcheron inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 5, 1965, approved the general by-laws adopted on January 16, 1964 and their amendments adopted on April 12, 1965, of « Centre Sportif Le Bûcheron inc. », and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 7, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11082 11672-57

C. A. R. D. E. Recreational Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 3, 1965, approved the new by-laws of « C. A. R. D. E. Recreational Association », and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11083 7859-46

C. A. R. D. E. Recreational Association

Notice is hereby given that « C. A. R. D. E. Recreational Association », has changed the number of its directors from 3 to 13.

B. O. BAKER,
President.

11083 7859-46

C. A. R. D. E. Recreational Association

Notice is hereby given that « C. A. R. D. E. Recreational Association », has changed the number of its directors from 13 to 14.

ANDRÉ BÉDARD,
Secretary.

11083 7859-46

École Mont Saint-Antoine inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 mai 1965, approuvé les règlements généraux de l'École Mont Saint-Antoine inc., et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11084-o 5202-63

Harraday Inc.

Avis est donné que la compagnie « Harraday Inc. », a diminué de 4 à 3 le nombre de ses directeurs.

Le Président,
D. RUBIN.
12323-56

11085

La Nouvelle Compagnie Théâtrale inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 mai 1965, approuvé les règlements généraux de « La Nouvelle Compagnie Théâtrale inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11086-o 1183-65

**Société de Placements & cie Itée
Société de Placements & Co. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Société de Placements & cie Itée — Société de Placements & Co. Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 6 à 7.

L'Assistant-secrétaire,
ROBERT J. LAFLEUR.

11087 12000-62

**Club de golf de St-Donat
St-Donat Golf Club**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 mai 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Club de golf de St-Donat — St-Donat Golf Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11096-o 1495-65

Club Richelieu Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 juin 1965, approuvé les règlements généraux du « Club Richelieu Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11103-o 3493-52

École Mont Saint-Antoine inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 28, 1965, approved the general by-laws of "École Mont Saint-Antoine inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11084 5202-63

Harraday Inc.

Notice is hereby given that "Harraday Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

D. RUBIN,
President.
12323-56

11085-o

La Nouvelle Compagnie Théâtrale inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 31, 1965, approved the general by-laws of "La Nouvelle Compagnie Théâtrale inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11086 1183-65

**Société de Placements & cie Itée
Société de Placements & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Société de Placements & cie Itée — Société de Placements & Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 7.

ROBERT J. LAFLEUR,
Assistant Secretary.

11087-o 12000-62

**Club de golf de St-Donat
St-Donat Golf Club**

Notice is hereby given that the Honourable, the Provincial Secretary has, on May 31, 1965, approved the by-law number 1 (general by-laws) of "Club de golf de St-Donat — St-Donat Golf Club", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11096 1495-65

Club Richelieu Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 3, 1965, approved the general by-laws of "Club Richelieu Québec", and such, pursuant to the provisions of the section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11103 3493-52

Club Richelieu Québec

Avis est donné que le « Club Richelieu Québec », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL PELLETIER.
3493-52

11103-o

Club Richelieu Québec

Notice is hereby given that "Club Richelieu Québec", has changed the number of its directors from 3 to 9.

JEAN-PAUL PELLETIER,
Secretary.
3493-52

11103

245 Victoria Corporation

Avis est donné que « 245 Victoria Corporation », a porté de 4 à 6 le nombre de ses directeurs.

Le Président,
ROBERT E. J. LAYTON.
1182-65

11104

245 Victoria Corporation

Notice is hereby given that "245 Victoria Corporation", has changed the number of its directors from 4 to 6.

ROBERT E. J. LAYTON,
President.
1182-65

11104-o

Club de la Ferme Ste-Thérèse

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 mai 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Club de la Ferme Ste-Thérèse », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2244-64

11106-o

Club de la Ferme Ste-Thérèse

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on May 18, 1965, has approved by-law number 1 (general by-laws) of "Club de la Ferme Ste-Thérèse", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 20, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2244-64

11106

Club de la Ferme Ste-Thérèse

Avis est donné que la « Club de la Ferme Ste-Thérèse », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
M. DUFRESNE, M.D.
2244-64

11106-o

Club de la Ferme Ste-Thérèse

Notice is hereby given that "Club de la Ferme Ste-Thérèse", has changed the number of its directors from 3 to 6.

M. DUFRESNE, M.D.,
Secretary.
2244-64

11106

Place Victoria Merchants' Association Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 mai 1965, approuvé les règlements généraux comprenant les articles I à IX inclusivement de « Place Victoria Merchants' Association Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
1002-65

11121-o

Place Victoria Merchants' Association Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 31, 1965, approved the general by-laws concerning sections I to IX inclusively of "Place Victoria Merchants' Association Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
1002-65

11121

Service des loisirs de Trois-Rivières inc.

Avis est donné que le « Service des loisirs de Trois-Rivières inc. », a changé le nombre des administrateurs de 8 à 15.

Le Secrétaire,
FERNAND BEAUDOIN.
2734-38

11122-o

Service des loisirs de Trois-Rivières inc.

Notice is hereby given that "Service des loisirs de Trois-Rivières inc.", has changed the number of its directors from 8 to 15.

FERNAND BEAUDOIN,
Secretary.
2734-38

11122

Service des loisirs de Trois-Rivières inc.

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 10 mai 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs de Trois-Rivières inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2734-38

11123-o

Service des loisirs de Trois-Rivières inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on May 10, 1965, approved the general by-laws of "Service des loisirs de Trois-Rivières inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 12, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2734-38

11123

Fleuriste Le Printemps Itée

Avis est donné que la compagnie « Fleuriste Le Printemps Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire-Trésorier,
WILFRID LEMOINE.

11138-o

4579-64

Fleuriste Le Printemps Itée

Notice is hereby given that "Fleuriste Le Printemps Itée", has changed the number of its directors from 5 to 3.

WILFRID LEMOINE,
Secretary-Treasurer.

11138

4579-64

**Corporation de Prêt et Revenu
Savings and Investment Corporation**

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1033, en date du 18 mai 1965, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer les règlements numéros 16 et 17 de la « Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investment Corporation », 1^o réduisant son capital de \$750,000 à \$654,896, le capital-actions annulé étant divisé en 95,104 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o augmentant son capital de \$654,896 à \$750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 95,104 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11139-o

12949-58

**Corporation de Prêt et Revenu
Savings and Investment Corporation**

Notice is hereby given that, by Order in Council number 1033, date May 18, 1965, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to confirm the by-laws numbers 16 and 17 of the "Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investment Corporation", 1. reducing its capital from \$750,000 to \$654,896, the capital-stock annulled being divided into 95,104 preferred shares redeemable at a par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$654,896 to \$750,000, the additional capital-stock being divided into 95,104 preferred shares redeemable at a par value of \$1 each.

Given at the office of the Secretary of the Province, June 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11139

12949-58

Motel Louise inc.

Avis est donné que la compagnie « Motel Louise inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
CLAUDE FISET.

11140-o

5460-64

Motel Louise inc.

Notice is hereby given that "Motel Louise inc.", has changed the number of its executives from 3 to 4.

CLAUDE FISET,
Secretary.

11140

5460-64

Tevel Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Tevel Investments Ltd. », a diminué de 4 à 3 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
WILLIAM HURWITZ.

11146

4157-64

Tevel Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Tevel Investments Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

WILLIAM HURWITZ,
Secretary.

11146-o

4157-64

**L'Association des propriétaires
de Saint-Constant incorporée**

Avis est donné que le Secrétaire de la province, a, le 1er juin 1965, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « L'Association des propriétaires de Saint-Constant incorporée », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 8 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11147-o

1469-65

**L'Association des propriétaires
de Saint-Constant incorporée**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 1, 1965, approved by-laws numbers 1 and 2 of "L'Association des propriétaires de Saint-Constant incorporée", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11147

1469-65

**Boy Scouts of Canada,
Quebec Provincial Council, Inc.**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 4 juin 1965, approuvé le règlement spécial « C » de la corporation « Boy Scouts of Canada, Quebec Provincial Council, Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 8 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11148-o

3187-64

**Boy Scouts of Canada,
Quebec Provincial Council, Inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 4, 1965, approved special by-law "C" of "Boy Scouts of Canada, Quebec Provincial Council, Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11148

3187-64

**Ligue des propriétaires
de St-Henri-de-Mascouche, inc.**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 1er juin 1965, approuvé les règlements généraux de la « Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11149-o 5971-64

Adboc Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu des dispositions du règlement N° 63 de « Adboc Investments Corporation », dûment décrétés par la compagnie, ladite compagnie a été autorisée, conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, à distribuer et partager son actif au prorata parmi ses actionnaires.

Daté à Montréal, P.Q., ce 7e jour de juin 1965.

Le Secrétaire,
L. G. MARROTTE.

11150

Adboc Investments Corporation

Avis est donné que « Adboc Investments Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, P.Q., ce 7e jour de juin 1965.

Le Secrétaire,
L. G. MARROTTE.

11150

**Ligue des propriétaires
de St-Henri-de-Mascouche, inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 1, 1965, approved the general by-laws of "Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11149 5971-64

Adboc Investments Corporation

Notice is hereby given that under the provisions of By-law No. 63 of "Adboc Investments Corporation", duly enacted by the company, the said company has been authorized, pursuant to Section 90 of the Quebec Companies Act, to distribute and divide its assets rateably among its shareholders.

Dated at Montreal, P.Q., this 7th day of June, 1965.

L. G. MARROTTE,
Secretary.

11150-o

Adboc Investments Corporation

Take notice that "Adboc Investments Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, P.Q. this 7th day of June, 1965.

L. G. MARROTTE,
Secretary.

11150-o

Lettres patentes

**Études et traitement des données
(Montréal) incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes de la compagnie « Études et traitements des données (Montréal) incorporée », datées du 9 mars 1965, en supprimant, partout où apparaît ledit nom, le « s » au mot « traitement », de manière que tel nom se lise « Études et traitement des données (Montréal) incorporée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o 991-65

Letters Patent

**Études et traitement des données
(Montréal) incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of the company "Études et traitements des données (Montréal) incorporée", dated March 9, 1965, in cancelling, everywhere the said name appears, the "s" on the word "traitement", so that such name will read "Études et traitement des données (Montréal) incorporée".

Given at the office of the Secretary of the Province, this 7th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078 991-56

Sièges sociaux

E. H. Jones Inc.

Avis est donné que « E. H. Jones Inc. », a transporté son siège social de la cité de Pointe-Claire à 760, avenue Halpern, en la cité de Dorval.

Le Président,
ERNEST H. JONES.
964-64

11088

Head Offices

E. H. Jones Inc.

Notice is hereby given that "E. H. Jones Inc.", has transferred its head office from the city of Pointe-Claire, to 760 Halpern Avenue, in the city of Dorval.

ERNEST H. JONES,
President.
964-64

11088-o

**P. N. Dufresne Itée
P. N. Dufresne Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « P. N. Dufresne Itée — P. N. Dufresne Ltd. », a changé son siège social de Ste-Adèle en Haut, au numéro 1450, rue Lucerne, Mont-Royal.

Le Secrétaire,
JOS CREVIER.
12045-61

11089-o

**P. N. Dufresne Itée
P. N. Dufresne Ltd.**

Notice is hereby given that "P. N. Dufresne Itée — P. N. Dufresne Ltd.", has transferred its head office from Ste-Adèle en Haut, to 1450 Lucerne Street, Mount Royal.

JOS CREVIER,
Secretary.
12045-61

11089-o

Télé-Réception inc.

Avis est donné que la compagnie « Télé-Réception inc. », a transporté son siège social de 318, rue St-Jacques, St-Pierre, à 5525, chemin Upper Lachine, Montréal.

Le Secrétaire,
DONALD J. JOHNSTON.
15373-59

11090

Télé-Réception inc.

Notice is hereby given that "Télé-Réception inc.", has transferred its head office from 318 St. Jacques Street, St-Pierre, to 5525 Upper Lachine Road, Montreal.

DONALD J. JOHNSTON,
Secretary.
15373-59

11090-o

Algate Inc.

Avis est donné que la compagnie « Algate Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27^e jour d'août 1958, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à chambre 1740, 1245, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 26^e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
LESLIE FARKAS.
13056-58

11107

Algate Inc.

Notice is hereby given that "Algate Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 27th day of August, 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 1740, 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 26th day of May, 1965.

LESLIE FARKAS,
Secretary.
13056-58

11107-o

Greenspan Construction Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Greenspan Construction Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 10^e jour de mars 1965, et ayant son siège social en la cité d'Outremont, district de Montréal, a établi son bureau à 794, avenue Querbes.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21^e jour d'avril 1965.

Le Président,
GEDALIA GREENSPAN.
1024-65

11108

Greenspan Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Greenspan Construction Ltd.", was incorporated by letters patent, under Part I of the Quebec Companies Act, on the 10th day of March, 1965, and having its head office in the city of Outremont, district of Montreal, has established its office at 794 Querbes Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of April, 1965.

GEDALIA GREENSPAN,
President.
1024-65

11108-o

Les Petites Missionnaires de St-Joseph

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Les Petites Missionnaires de St-Joseph », constituée en corporation par lettres patentes émises le 21 décembre 1964 en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi relative à la constitution en corporation des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, a établi son bureau et siège social à 400 rue Notre-Dame, St-Paul l'Ermite, district de Joliette, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Daté à St-Paul l'Ermite, le quatorzième jour de mai 1965.

Les Petites Missionnaires de St-Joseph.

La Supérieure générale et présidente,

Par: SOEUR JOSEPH ÉDOUARD.

11109-o

30-64

Les Petites Missionnaires de St-Joseph

Notice is hereby given that "Les Petites Missionnaires de St-Joseph", corporation incorporated in virtue of letters patent issued in conformity with article 20 of the Act respecting incorporation of Roman Catholic Bishops, 14 George VI, Chapter 76, dated December 21, 1964, has established its office at 400 Notre-Dame St., St. Paul l'Ermite, district of Joliette, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the Company.

Dated at St. Paul l'Ermite, this fourteen day of May, 1965.

Les Petites Missionnaires de St-Joseph.

Per: SISTER JOSEPH ÉDOUARD,

Superior General and President.

11109-o

30-64

Richelieu Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Richelieu Transport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, en date du vingt et un avril mil neuf cent soixante-cinq, aura sa principale place d'affaires à St-Pierre de Sorel, dans le comté de Richelieu a/s M. Aldée Cournoyer route Marie-Victorin, St-Pierre de Sorel, comté de Richelieu, P.Q.).

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à St-Pierre de Sorel, le 20e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
ALDÉE COURNOYER.
1835-65

11110-o

Sodac Ltée

Avis est donné que « Sodac Ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 14e jour d'avril 1965 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 360 ouest rue St-Jacques, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1e jour de juin 1965.
(Sceau)

Le Président,
F. H. GODIN.
1504-65

11111-o

Capital Quality Homes (Quebec) Limited

Avis est donné que « Capital Quality Homes (Quebec) Limited », a transporté son siège social de 8493, boulevard Décarie, Montréal, à 313, avenue Dorval, Dorval.

Le Secrétaire,
ABEL RENAUD.
11997-62

11124

Patenaude Excavation Inc.

Avis est donné que la compagnie « Patenaude Excavation Inc. », a changé son siège social de Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford, à St-Thomas, comté de Joliette.

Le Secrétaire,
CLAIRINDA FONTAINE LAJEUNESSE.
2820-64

11125-o

Richelieu Transport Inc.

Notice is hereby given that "Richelieu Transport Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Québec Companies Act, on the twenty-first day of April nineteen hundred and sixty-five, has its head office at St-Pierre de Sorel, in the county of Richelieu (c/o Mr Aldée Cournoyer Marie-Victorin Road, St-Pierre de Sorel, Richelieu, P.Q.).

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St-Pierre de Sorel, this 20th day of May, 1965.

ALDÉE COURNOYER,
Secretary.
1835-65

11110-o

Sodac Ltée

Notice is hereby given that "Sodac Ltée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 14th day of April 1965 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 360 St-Jacques St. West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of June, 1965.
(Seal)

F. H. GODIN,
President.
1504-65

11111

Capital Quality Homes (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Capital Quality Homes (Quebec) Limited", has transferred its head office from 8493 Decarie Boulevard, Montreal, to 313 Dorval Avenue, Dorval.

ABEL RENAUD,
Secretary.
11997-62

11124-o

Patenaude Excavation Inc.

Notice is hereby given that "Patenaude Excavation Inc.", has changed its head office from Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford, to St-Thomas, county of Joliette.

CLAIRINDA FONTAINE LAJEUNESSE,
Secretary.
2820-64

11125

Ministère de l'Éducation

Bic

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du « Bic », dans le comté de Rimouski, les lots numéros 243 à 253 inclusivement et 255 du cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Fabien, dans le comté de Rimouski.

Québec, le 19 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11004-23-2-o

81-65

Department of Education

Bic

Application is made to detach from the school municipality of "Bic", in the county of Rimouski, lots numbers 243 to 253 inclusively and 255 of the official cadaster of the parish of St-Fabien, to annex them to the school municipality of St-Fabien, in the county of Rimouski.

Quebec, May 19, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11004-23-2

81-65

Portneuf, St-Basile-Station et Cap-Santé

Demande est faite de changer la limite commune aux trois municipalités scolaires de « Portneuf, St-Basile-Station et Cap-Santé », afin qu'elle corresponde à l'avenir aux limites municipales actuelles de ces trois municipalités, sauf pour la partie des lots 334 et 335 du cadastre officiel de Cap-Santé qui doivent demeurer à la municipalité scolaire de St-Basile-Station.

Québec, le 19 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11005-23-2-o

524-64

Bois-des-Filion

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de « Bois-des-Filion », dans le comté de Terrebonne, le territoire de la Ville de Lorraine tel qu'érigé par la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 162, pour l'annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Rosemère, dans le comté de Terrebonne.

Québec, le 21 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11013-23-2-o

167-65

Rivière-Blanche

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de « Rivière-Blanche », dans le comté de Matane, à la municipalité scolaire de St-Ulric, dans le même comté.

Québec, le 19 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11014-23-2-o

374-62

Canton de Grantham-Ouest

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire du « Canton de Grantham-Ouest », dans le comté de Drummond, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de la cité de Drummondville, dans le même comté.

Québec, le 2 juin 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11066-23-2-o

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

**Bureau des examinateurs catholiques
des aspirants inspecteurs d'écoles**

Avis est donné par les présentes que le Bureau des Examinateurs catholiques des Aspirants Inspecteurs d'écoles siégera à l'École normale Laval, Québec, du jeudi, 29 juillet 1965 au vendredi, 6 août 1965.

L'examen des candidats commencera le 29 juillet, à 9 heures a.m. pour se terminer le 6 août à midi, et portera sur toutes les matières.

Québec, le 21 mai 1965.

11144-o

**Ministère des Finances
Assurances****La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie
Stability Life Insurance Company**

*Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stabi-

Portneuf, St-Basile-Station et Cap-Santé

Application is made to change the common limit of the three municipalities of Portneuf, St-Basile-Station and Cap-Santé in order that it corresponds, in the future, to the actual municipal limits of these three municipalities, except for the part of lots 334 and 335 of the official cadaster of Cap-Santé that must remain in the school municipality of St-Basile-Station.

Quebec, May 19, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11005-23-2

524-64

Bois-des-Filion

Application is made to detach from the school municipality of "Bois-des-Filion", in the county of Terrebonne, the territory of the town of Lorraine as erected by Act 8-9 Elizabeth II, chapter 162, to annex it, for Catholics only, to the Catholic school municipality of Rosemère, in the county of Terrebonne.

Quebec, May 21, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11013-23-2

167-65

Rivière-Blanche

Application is made to annex the present territory of the school commission of "Rivière-Blanche", in the county of Matane, to the school municipality of St-Ulric, in the same county.

Quebec, May 19, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11014-23-2

374-62

Township of Grantham-West

Application is made to annex the present territory of the school commission of the "Township of Grantham-West", in the county of Drummond, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of the city of Drummondville, in the same county.

Quebec, June 2, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11066-23-2

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

**Board of Catholic Examiners
for school inspection candidates**

Notice is hereby given that the Board of Catholic Examiners for school inspection candidates will sit at the Laval Normal School, Quebec, from Thursday, July 29, 1965 to Friday, August 6, 1965.

Examination of candidates will commence on July 29, at 9:00 o'clock a.m., to end on August 6, at noon, and will bear on all subjects.

Quebec, May 21, 1965.

11144

**Department of Finance
Insurance****La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie
Stability Life Insurance Company**

*Notice of Issue of Licence and Certificate
of registration*

Notice is hereby given that "La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life In-

lity Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 678, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 462, qui l'autorise, à compter du 19e jour de mai 1965, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Invalidité; Maladie et tous autres risques de même nature; et des contrats d'annuités et de rentes viagères.

Le siège social de la compagnie est situé à 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 19e jour de mai 1965.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
11068-23-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.*

**Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company**

Avis de changement du bureau principal

Avis est donné que la « Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes délivrées en date du 12e jour de septembre 1962, et ayant son siège social dans la ville de Québec, avait établi son bureau principal au numéro 1159 est, de la rue St-Jean et l'a transporté au numéro 71, de la rue St-Pierre, à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 3e jour de décembre, 1964.

11094-o *Le Secrétaire,
RENÉ AMYOT.*

Insurance Company", registered under number 678, has obtained the license and certificates of registry number 462, authorizing it, as from the 19th day of May 1965, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Disability; Sickness and all other risks of same nature; and contracts of annuities and life rents.

The head office of the company is situated at 360, St. James Street West, Montreal.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 19th day of May 1965.

*For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
11068-23-2-o Superintendent of Insurance.*

**Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company**

Notice of Change of Head Office

Notice is hereby given that the "Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company", incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued on the 12th day of December 1962, and having its head office in Quebec city, had established its main office at number 1159, St. John Street East, and has moved it to 71, St. Peter Street, in Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Quebec, this 3rd day of December, 1964.

11094-o *RENÉ AMYOT,
Secretary.*

**Ministère des Richesses
naturelles**

Avis de révocation de concession minière

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines du Québec (S.R.Q. 1941, chap. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, chap. 38, avis est présentement donné aux détenteurs de la concession minière sur le terrain ci-dessous mentionné, qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le ministre des Richesses Naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation de ladite concession minière quant aux droits de mines et de surface, vu que l'exploitation d'icelle est demeurée inactive durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Concession minière numéro 41, Blocs A-1, A-2, canton Edwards, district électoral de Témiscamingue.

Québec, le 12 mai 1965.

11114-24-2-o *Le Sous-ministre,
P.-E. AUGER.*

*Régie de l'électricité et du gaz
Tarifs pour vente et distribution du gaz*

Avis est par les présentes donné que « Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée », distributeur aux termes de la loi concernant la vente et la distribution du gaz (5-6 Elizabeth II, 1956-57, chapitre 54) a par sa requête du 20 novembre 1964, demandé à la Régie de l'Elec-

**Department of Natural
Resources**

Notice of revocation of mining concession

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, chap. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, chap. 38, notice is hereby given to the holder of mining concession on the parcel of land hereunder mentioned that after a delay of ninety (90) days from the date of the present notice, the minister of Natural Resources will recommend to the lieutenant-governor in council the revocation of the mining and surface rights on this mining concession, since the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March, 1934, to wit:

Mining Concession number 41, Blocks A-1, A-2, Edwards township, electoral district of Témiscamingue.

Québec, May 12, 1965.

11114-24-2-o *P.-E. AUGER,
Deputy Minister.*

*Electricity and Gas Board
Rates for the sale and distribution of Gas*

Notice is hereby given that "Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée", a distributor as defined by the Act respecting the sale and distribution of gas (5-6 Elizabeth II, 1956-57, chapter 54) has, by its petition dated November 20, 1964, requested the Electricity and Gas

tricité et du Gaz d'approuver des tarifs pour la vente du gaz dans les villes de Rouyn et Noranda. Tout intéressé peut obtenir copie des tarifs proposés en s'adressant au soussigné.

Toute personne désirant soumettre des représentations sur le sujet devra en aviser le soussigné par écrit avant le 19 juin 1965.

Par ordre,

Le Secrétaire,
J.-A. MORIN.

2100, rue Drummond,
Montréal 25, P.Q.

11115-0

Board to approve rates for the sale of gas in the cities of Rouyn and Noranda.

All concerned may obtain from the undersigned copies of the proposed schedules of rates.

Any person wishing to submit representations respecting this matter shall notify the undersigned, in writing, before June 19, 1965.

By order,

J.-A. MORIN,
Secretary.

2100 Drummond St.,
Montreal 25, P.Q.

11115-0

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Canton de Demeules

Cadastre officiel du canton de Demeules, municipalité de la ville de St-Félicien, division d'enregistrement du Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que le lot 5-A-38 est annulé et les lots 5-A-37, 5-A-39 et 5-A-40 du rang I sont corrigés en vertu de l'article 2174A du code civil.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11097-0

Canton de Dudley

Cadastre officiel du canton de Dudley, municipalité de Lac-du-Cerf*, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 1 à 231, Rang « A » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11097-0

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Westmount, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 294, 295 et partie du lot 293 sont annulés et le lot 4777 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11097-0

Paroisse de Ste-Flavie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, municipalité de la ville de Mont-Joli, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 402-15 à 402-18 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11097-0

Paroisse de St-Joseph de Chambly

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Chambly, municipalité de la ville de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Department of Lands and Forests Cadastre

Township of Demeules

Official cadastre of township of Demeules, municipality of the town of St-Félicien, registration division of Lac St-Jean-Ouest.

Notice is hereby given that lot 5-A-38 is cancelled and lots 5-A-37, 5-A-39 and 5-A-40, range I are correction in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 18, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11097-0

Township of Dudley

Official cadastre of township of Dudley, municipality of Lac-du-Cerf*, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 1 to 231, Range "A" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 31, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11097-0

Parish of Montreal

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, municipality of the city of Westmount, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 294, 295 and part of lot 293 are cancelled and lot 4777 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 20, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11097-0

Parish of Ste-Flavie

Official cadastre of the parish of Ste-Flavie, municipality of the town of Mont-Joli, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 402-15 to 402-18 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 21, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11097-0

Parish of St-Joseph de Chambly

Official cadastre of the parish of St-Joseph de Chambly, municipality of the town of Chambly, registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 267-5 à 267-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mai 1965.

11097-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 267-5 to 267-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 20, 1965.

11097-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de Montréal.

Nord, division d'enregistrement de Montréal.
Avis est par la présente donné que les lots 525 à 536 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 mai 1965.

11097-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of Montreal-North, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 525 to 536 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 18, 1965.

11097-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie du camionnage — Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante:

L'article 2.02 sera remplacé par le suivant:

« 2.02. Le présent décret ne régit pas les employeurs, employés ou artisans, non munis d'un permis de la Régie des Transports, effectuant le transport de déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 12 juin 1965.

11099-o

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1103 du 1er juin 1965, (section « B »), les règlements spéciaux du Comité Paritaire de l'Horlogerie

Department of Labour

Notice of amendment

Cartage Industry — Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Island of Montreal (made binding by decree number 913 of June 16, 1948 and amendments), have petitioned him to submit the following amendment to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Section 2.02 will be superseded by the following:

"2.02. This decree does not govern employers, employees or artisans who do not hold a permit from the Transportation Board and transport of stone, excavated, demolished or cleared material."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 12, 1965.

11099-o

Notice of special by-laws approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that special by-laws of the Watchmaker's Joint Committee of Montreal have been approved by Order in Council number 1103 of June 1, 1965,

de Montréal ont été approuvés et ajoutés aux Statuts dudit Comité, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 991 (C) du 11 mai 1965.

« Règlements spéciaux »

20. *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 586 du 23 mars 1965 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21. *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 586 du 23 mars 1965 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22. *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 586 du 23 mars 1965 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de quatre (4) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de trois (3) membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1965.

11099-0

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1103 du 1er juin 1965, (section « C »), les règlements spéciaux du Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette ont été approuvés et ajoutés aux Statuts dudit Comité, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 992 (E) du 11 mai 1965.

« Règlements spéciaux »

20. *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité

section "B". These have been added to the statutes of the said Committee which had already been approved by Order in Council number 991 (C) of May 11, 1965.

« Special by-laws »

20. *Keeping of a register*: In compliance with sub-section "g", section 20 of the Act, the Parity Committee makes it mandatory for every professional employer governed by decree number 586 of March 23, 1965, and amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; the exact time when work was begun, interrupted, resumed and finished each day; type of work and wages paid, with a note regarding how and when payment was made; all other information deemed useful for the application of the decree.

21. *Monthly report*: In compliance with sub-section "h", section 20 of the Act, the Parity Committee compels every professional employer governed by decree number 586 of March 23, 1965 and amendments, to forward it a written monthly report. This report should be signed by the employer himself or by a responsible person in his employ. It should contain the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; number of regular or overtime hours worked each week; type of work and wages paid. The said report must be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month and should cover the previous month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Parity Committee.

22. *Competency certificate*: In compliance with section 25 of the Act, the Parity Committee makes competency certificates mandatory for any employee subject to decree number 586 of March 23, 1965 and amendments, within the territorial jurisdiction of the said decree.

To determine the qualification of the employees and issue the said certificates, the Parity Committee creates a Board of Examiners composed of four (4) members. The Boards' quorum is of three (3) members.

The Committee may request an examination fee of no more than \$2.00 for a qualified worker and \$1.00 for an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1965.

11099-0

Notice of special by-laws approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that special by-laws of the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district have been approved by Order in Council number 1103 of June 1, 1965, section "C". These have been added to the Statutes of the said Committee which had already been approved by Order in Council number 992 (E) of May 11, 1965.

« Special by-laws »

20. *Keeping of a register*: In compliance with sub-section "g", section 20 of the Act, the Parity

paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 824 du 23 avril 1965 et modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé et interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21. *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 824 du 23 avril 1965 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22. *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire le certificat de qualification dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 824 du 23 avril 1965 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret sauf ceux exemptés par l'article 36 de la Loi.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et de \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1965. 11099-o

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1103 du 1er juin 1965, (section « F »), les règlements spéciaux du Comité Paritaire de l'Alimentation au Détail, région de Montréal, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1074 (A) du 26 mai 1965.

« Règlements spéciaux »

Article XIX registre: Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels régis par le décret numéro 921 du 4 mai 1965 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre des heures normales et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, les salaires de base ou normaux, ainsi que toute rémunération supplémentaire ou boni, avec mention de la méthode et de la période de paye, et tout autre renseignement

Committee makes it mandatory for every professional employer governed by decree number 824 of April 23, 1965 and amendment), to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; the exact time when work was begun, interrupted, resumed and finished each day; type of work and wages paid, with a note regarding how and when payment was made; all other information deemed useful for the application of the decree.

21. *Monthly report*: In compliance with subsection "h", section 20 of the Act, the Parity Committee compels every professional employer governed by decree number 824 of April 23, 1965 and amendments, to forward it a written monthly report. This report should be signed by the employer himself or by a responsible person in his employ. It should contain the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; number hours worked and wages paid. The said report must be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month and should cover the previous month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Parity Committee.

22. *Competency certificate*: In compliance with section 25 of the Act, the Parity Committee makes competency certificates mandatory for any employee subject to decree number 824 of April 23, 1965 and amendments, within the territorial jurisdiction of the said decree, save those exempted by section 36 of the Act.

The Committee may request an examination fee of not more than \$2.00 for a qualified worker and \$1.00 for an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1965. 11099-o

Notice of a special by-laws approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that special by-laws of the Parity Committee of the Retail Food Stores of Montreal have been approved by Order in Council number 1103 of June 1, 1965, section "F", these have been added to the said Committee's constitution and general by-laws which had already been approved by Order in Council number 1074 (A) of May 26, 1965.

"Special by-laws"

Section XIX Register: In compliance with subsection "g", section 20 of the Act, the Parity Committee makes it mandatory for every professional employer governed by decree number 921 of May 4, 1965 and amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification; under of daily regular and overtime hours worked; type of work and wages paid; regular or base wages, together with any extra bonus or pay; how and when payment was made; all other information required by the Parity Committee for the application of the decree.

requis par le Comité paritaire pour la mise en vigueur du décret.

De plus, ledit registre doit être gardé par l'employeur pour une période d'au moins douze (12) mois et doit être disponible pour inspection par le secrétaire-administrateur du Comité ou ses représentants dûment autorisés.

Article XX. Rapport Mensuel: Conformément aux dispositions du paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 921 du 4 mai 1965 et ses modifications ultérieures, à produire un rapport mensuel en duplicata sur la formule fournie à cette fin par le Comité; ledit rapport doit être signé par un responsable de la firme ou par l'employeur, ou par un agent dûment autorisé. Ce rapport doit indiquer le nom au long de chaque salarié, sa qualification ou classification, le mode de rémunération, le nombre des heures normales et supplémentaires travaillées chaque semaine, la nature de son travail et les salaires payés avec la mention des salaires de base ou normaux, ainsi que de toute rémunération supplémentaire sous forme de boni ou autrement, le tout sur une base hebdomadaire.

L'original (feuille blanche) dudit rapport doit être adressé aux bureaux du Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant, que ledit employeur ait exploité son entreprise ou non. Le duplicata doit demeurer entre les mains de l'employeur et ce dernier doit le conserver en tout temps à ses bureaux durant une période d'au moins douze (12) mois, et le mettre en tout temps à la disposition du secrétaire-administrateur ou de ses représentants dûment autorisés, aux fins d'inspection.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1965. 11099-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de la Construction du comté de Duplessis, établi en exécution du décret numéro 2218 du 9 novembre 1961, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1103 du 1er juin 1965, section « A », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mai 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2218 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2218 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$88.00 par semaine.

This register must also be kept by the employer for at least twelve (12) months and should be available for inspection by the Committee's secretary-administrator or his duly authorized representatives.

Section XX. Monthly report: In compliance with the provisions of sub-section "h", section 20 of the Act, the Parity Committee compels every professional employer governed by decree number 921 of May 4, 1965 and amendments to submit a monthly report in duplicate and on forms supplied by the Committee. The said report must be signed by the employer, an official of the firm or by a duly authorized agent. It must contain the following: each employee's name in full; his qualification or classification; payment method; number of regular and overtime hours worked weekly; type of work and wages paid; regular or base wages, together with all other earnings by way of bonuses or other, all on a weekly basis.

The said report's original (white copy) must be forwarded to the Parity Committee's offices no later than the 10th of the following month, whether the employer has operated his establishment or not. The employer must keep the other copy in his office for at least twelve (12) months and it must always be readily available for inspection by the secretary-administrator or his duly authorized representatives."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 12, 1965. 11099-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Industry of Duplessis County (established in pursuance of decree number 2218 of November 9, 1961) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 1103 of June 1, 1965, section "A", authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from the publication date of this by-law in the *Quebec Official Gazette* until May 31, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 2218 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said decree number 2218 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., \$88.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2218 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commission, allocations ou bonis).

2. Mode de Perception

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque paye, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible, ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Construction du comté de Duplessis, pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION DU COMTÉ DE DUPLESSIS

Siège social: 822 ave Laure, Sept-Iles
État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$25,030.00
Artisans.....	500.00
Salariés.....	25,030.00
Revenus divers.....	1,700.00
Intérêt sur épargne.....	450.00
Honoraires d'examens.....	500.00
	\$53,210.00

Déboursés:

Salaires: secrétaire-gérant, inspecteur & employés de bureau.....	\$28,000.00
Frais d'inspection.....	2,200.00
Loyer de bureau.....	5,000.00
Frais légaux.....	2,500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	3,000.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	800.00
Vérification des livres.....	650.00
Assurance et frais de cautionnement.....	285.00
Frais d'assemblée.....	2,500.00
Affiliation et abonnements.....	650.00
Assurance-groupe, maladie.....	175.00

(c) Employees governed by said decree number 2218 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages (fixed salary, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. Collection method

Every pay day, on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a direct deduction from his employees' wages.

The professional employer must submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Industry of Duplessis county for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF DUPLESSIS COUNTY

Head Office: 822 Laure Avenue, Sept-Iles
Statement of estimated receipts and disbursements for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

Receipts:

Dues ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$25,030.00
Artisans.....	500.00
Employees.....	25,030.00
Miscellaneous revenue.....	1,700.00
Interest on savings.....	450.00
Examination fees.....	500.00
	\$53,210.00

Disbursements:

Salaries: secretary-manager, inspector and office staff.....	\$28,000.00
Inspection expenses.....	2,200.00
Office rent.....	5,000.00
Legal fees.....	2,500.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	3,000.00
Office furniture and equipment.....	800.00
Auditing of books.....	650.00
Insurance and fidelity bond.....	285.00
Meeting expenses.....	2,500.00
Affiliation and subscriptions.....	650.00
Group insurance, health.....	175.00

Frais de banque, administration	\$250.00
Frais de délégations	3,200.00
Bureau des examinateurs	2,500.00
Publicité, annonces	500.00
Dépenses diverses et imprévus	1,000.00
Réserve - Aide à l'apprentissage	
	\$53,210.00

Banking charges, administration	\$250.00
Delegation expenses	3,200.00
Board of Examiners	2,500.00
Advertising	500.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	1,000.00
Reserve fund - Apprenticeship Assistance	
	\$53,210.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1965. -11099-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1965. 11099-0

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU que le conseil municipal du village de Sainte-Pudentienne, comté de Shefford, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 169, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Granby;

ATTENDU que le conseil municipal de la cité de Granby, par son règlement numéro 498, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de Sainte-Pudentienne;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 926, en date du 4 mai 1965, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité du village de Sainte-Pudentienne sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Granby.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD. { WHEREAS the municipal Council of the Village of Sainte-Pudentienne, county of Shefford, has submitted for approval, its by-law number 169 to the effect of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the City of Granby;

WHEREAS the municipal Council of the City of Granby, by its by-law number 498 has agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the Village of Sainte-Pudentienne;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 926, dated May 4, 1965, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the Village of Sainte-Pudentienne will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the City of Granby.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11078-o

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this first day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11078

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance No P-5

Relative au prix du lait dans la province

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait pour fin de consommation à l'état nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

LA RÉGIE ORDONNE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre, dans la province, directement ou indirectement, du lait pour consommation à l'état nature. Elle ne s'applique cependant pas aux régions définies dans les ordonnances No P-6 (Région de l'Abitibi), No P-7 (Région de Chibougamau) et No P-8 (Région de la Côte-Nord).

2° Le marchand de lait, la société coopérative et le syndicat coopératif doivent payer aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$5.10 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait, de la société coopérative et du syndicat coopératif.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs doit s'effectuer sur la base de 3.4% de matière grasse, avec une variation de six cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de un pour cent au-dessus ou au-dessous de cette base.

3° Il est toutefois loisible au marchand de lait, à la société coopérative et au syndicat coopératif de convenir avec les producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie des marchés agricoles du Québec, d'un autre prix pour le lait utilisé à d'autres fins que celle de la consommation à l'état nature.

4° Sauf les cas prévus aux articles 5 et 6, nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à des prix autres que les suivants:

de 23 à 27 cents dans un contenant d'une pinte;
de 44 à 48 cents dans un contenant d'un demi-gallon,
de 60 à 68 cents dans un contenant de trois pintes, et

de 83 à 90 cents le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

Toutefois, un établissement de commerce ne peut vendre, au comptoir, le lait directement à un consommateur, à des prix autres que ceux établis à l'article 5.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital à des prix autres que les suivants:
de 22 à 26 cents dans un contenant d'une pinte,
de 42 à 46 cents dans un contenant d'un demi-gallon,
de 57 à 65 cents dans un contenant de trois pintes, et

Quebec Agricultural Marketing Board

Order No. P-5

Concerning the price of milk in the Province

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of milk for consumption in its natural state;

Considering section 13 of the Dairy Products Act;

THE BOARD ORDERS AS FOLLOWS:

1. The present order applies to whoever sells or delivers, within the Province, directly or indirectly, milk for consumption in its natural state. It does not apply to the regions covered by orders No. P-6 (Abitibi region), No. P-7 (Chibougamau region) and No. P-8 (North Shore region).

2. The milk dealer, co-operative society and co-operative syndicate shall pay the producers suppliers and other suppliers, for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$5.10 net, F.O.B. business place of said milk dealer, co-operative society and co-operative syndicate.

The payment of milk to the producers suppliers and other suppliers shall be made on the basis of 3.4% butterfat, with a six cents differential per hundred pounds of milk for each tenth of one percent above or below this basis.

3. The milk dealer, co-operative society and co-operative syndicate may however agree with the producers suppliers and other suppliers, by written contract ratified by the Quebec Agricultural Marketing Board, as to another price for milk used for other purposes than for the consumption in its natural state.

4. Except in cases covered by sections 5 and 6, no one shall offer, sell or deliver milk at prices other than the following:

from 23 to 27 cents in a container of one quart,
from 44 to 48 cents in a container of one half gallon,

from 60 to 68 cents in a container of three quarts, and

from 83 to 90 cents per gallon in a container of one or more gallons.

However, a commercial establishment may not sell milk at the counter, directly to a consumer, at prices other than those established in section 5.

5. No one shall offer, sell or deliver milk to a public institution, hotel, military canteen, hospital at prices other than the following:

from 22 to 26 cents in a container of one quart,
from 42 to 46 cents in a container of one half gallon,

from 57 to 65 cents in container of three quarts, and

de 79 à 88 cents le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie ou à un restaurant à des prix autres que les suivants:

de 21 à 25 cents dans un contenant d'une pinte, de 40 à 45 cents dans un contenant d'un demi-gallon,

de 54 à 60 cents dans un contenant de trois pintes, et

de 75 à 84 cents le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7° Le prix du lait, au gallon, doit être majoré de 3 cents, quand il est livré dans un contenant destiné à usage dans une fontaine de lait.

8° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No P-1-65 et entrera en vigueur le 21 juin 1965.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
GILLES-H. LEDOUX, *vice-président*,
PAUL CHARETTE, *membre*,
MARCEL FILIATRAULT, *membre*,
JEAN GODBOUT, *membre*.

Certifié: GILLES PRÉSENT, *secrétaire exécutif*.
11145-o

Ordonnance No P-9

Relative au lait partiellement écrémé

Considérant qu'il y a lieu d'établir le prix de vente du lait partiellement écrémé;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

LA RÉGIE ORDONNE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre, directement ou indirectement, du lait partiellement écrémé dans les limites d'une région soumise à une ordonnance établissant le prix du lait.

2° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait partiellement écrémé.

a) ayant une teneur en matière grasse autre que 1½% ou 2%;

b) à des prix inférieurs à ceux qui sont établis par les ordonnances en vigueur.

Toutefois, dans le cas du lait dosant 2% de matière grasse, un rabais de 2 cents la pinte, 4 cents le demi-gallon, 6 cents la mesure de trois pintes et 8 cents le gallon peut être consenti.

Dans le cas du lait dosant 1½% de matière grasse, un rabais de 3 cents la pinte, 6 cents le demi-gallon, 9 cents la mesure de trois pintes et 12 cents le gallon peut être consenti.

3° Le lait partiellement écrémé doit provenir uniquement du lait pour consommation à l'état nature et payé aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs le prix fixé par ordonnance pour ce lait.

4° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No G-5-65 et entrera en vigueur le 21 juin 1965.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
GILLES-H. LEDOUX, *vice-président*,
PAUL CHARETTE, *membre*,
MARCEL FILIATRAULT, *membre*,
JEAN GODBOUT, *membre*.

Certifié: GILLES PRÉSENT, *secrétaire exécutif*.
11145-o

from 79 to 88 cents per gallon in a container of one or more gallons.

6. No one shall offer, sell or deliver milk to a grocery store or a restaurant at prices other than the following:

from 21 to 25 cents in a container of one quart, from 40 to 45 cents in a container of one half gallon,

from 54 to 60 cents in a container of three quarts and

from 75 to 84 cents per gallon in a container of one or more gallons.

7. The price of milk, per gallon, shall be increased by 3 cents, when delivered in a container intended for use in a milk dispenser.

8. The present order repeals order No. P-1-65 and shall come into force on the June 21, 1965.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
GILLES-H. LEDOUX, *Vice-President*,
PAUL CHARETTE, *Member*,
MARCEL FILIATRAULT, *Member*,
JEAN GODBOUT, *Member*.

Certified: GILLES PRÉSENT, *Executive Secretary*.
11145-o

Order No. P-9

Concerning partly skimmed milk

Whereas it is advisable to establish the sale price of partly skimmed milk;

Considering section 13 of the Dairy Products Act;

THE BOARD ORDERS AS FOLLOWS:

1. The present order applies to whoever, directly or indirectly, sells or delivers partly skimmed milk within the limits of a region covered by an order establishing the price of milk.

2. No one shall offer, sell or deliver partly skimmed milk

(a) with a milk fat percentage other than 1½% or 2%;

b) at prices inferior to those established by orders in force.

However, in the case of milk with 2% milk fat, a rebate of 2 cents per quart, 4 cents per half-gallon, 6 cents per measure of three quarts and 8 cents per gallon may be granted.

In the case of milk with 1½% milk fat, a rebate of 3 cents per quart, 6 cents per half-gallon, 9 cents per measure of three quarts and 12 cents per gallon may be granted.

3. Partly skimmed milk shall come uniquely from milk for consumption in its natural state and be paid to the producers suppliers and other suppliers the price fixed by order for this milk.

4. The present order repeals order No. G-5-65 and shall come into force on June 21, 1965.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
GILLES-H. LEDOUX, *Vice-President*,
PAUL CHARETTE, *Member*,
MARCEL FILIATRAULT, *Member*,
JEAN GODBOUT, *Member*.

Certified: GILLES PRÉSENT, *Executive Secretary*.
11145-o

Soumissions

Cité de Jacques-Cartier

Comté de Chambly

Avis de correction

Veuillez noter que dans la demande de soumissions publiée dans la *Gazette officielle* du 5 juin 1965, à la page 3287, relativement à une émission de \$1,762,000, le montant de capital indiqué au tableau d'amortissement, comme étant payable le 1er juillet 1985, devra se lire \$1,299,000., et non pas \$1,266,000.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiquée ci-haut, demeurent inchangés.

Jacques-Cartier, ce 7 juin 1965.

Le Greffier,
ROBERT BOITEAU.

Hôtel de ville,
350 ouest, Boul. Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.

11112-o

Ville de Bourlamaque

Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Beauchemin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Case postale 520, Place Hammond, Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 28 juin 1965, pour l'achat de \$115,000 d'obligations de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 115 — \$115,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$115,000 — 10 ans

Année	Capital
1er juillet 1966	\$ 3,000
1er juillet 1967	3,000
1er juillet 1968	3,000
1er juillet 1969	3,000
1er juillet 1970	3,000
1er juillet 1971	10,000
1er juillet 1972	10,000
1er juillet 1973	26,000
1er juillet 1974	27,000
1er juillet 1975	27,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bourlamaque.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Tenders

City of Jacques-Cartier

County of Chambly

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 3287, of the *Quebec Official Gazette* of June 5, 1965, in respect to an issue of \$1,762,000, of bonds, the amount of capital shown for the year 1985, in the table of redemption, should read \$1,299,000., and not \$1,266,000.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Jacques-Cartier, June 7, 1965.

ROBERT BOITEAU,
City Clerk.

Town Hall,
350 Blvd Curé Poirier West,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.

11112-o

Town of Bourlamaque

County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed « Tenders for Bonds » will be received by the undersigned Gérard Beauchemin, secretary-treasurer, Town Hall, P.O. Box 520, Hammond Place, Bourlamaque, county of Abitibi-East, until 7:30 o'clock p.m., Monday, June 28, 1965, for the purchase of an issue of \$115,000 of bonds for the town of Bourlamaque, county of Abitibi-East, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No 115 — \$115,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$115,000 — 10 years

Year	Capital
July 1, 1966	\$ 3,000
July 1, 1967	3,000
July 1, 1968	3,000
July 1, 1969	3,000
July 1, 1970	3,000
July 1, 1971	10,000
July 1, 1972	10,000
July 1, 1973	26,000
July 1, 1974	27,000
July 1, 1975	27,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bourlamaque.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 juin 1965, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, Case postale 520, Place Hammond, Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bourlamaque, (Comté d'Abitibi-Est), ce 3 juin 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN.

Hôtel de Ville,

Case postale 520, Place Hammond,
Bourlamaque, (Abitibi-Est), P. Q.

Téléphone: 824-2759, code 819. 11092-o

Ville de Courville Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. P. Laplante, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, (Québec 5), comté de Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 29 juin 1965, pour l'achat de \$59,000 d'obligations de la ville de Courville, comté de Québec, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 86 — \$59,000 — renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$59,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1966.....	\$3,000
1er juillet 1967.....	3,000
1er juillet 1968.....	3,500
1er juillet 1969.....	3,500
1er juillet 1970.....	3,500
1er juillet 1971.....	3,500
1er juillet 1972.....	4,000
1er juillet 1973.....	4,000
1er juillet 1974.....	4,000
1er juillet 1975.....	4,000
1er juillet 1976.....	4,500
1er juillet 1977.....	4,500
1er juillet 1978.....	4,500
1er juillet 1979.....	4,500
1er juillet 1980.....	5,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procé-

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 28, 1965, at 7:30 o'clock p.m., at the town hall, P.O. Box 520, Hammond Place, Bourlamaque, county of Abitibi-Est.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bourlamaque (County of Abitibi-Est), June 3, 1965.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,

P.O. Box 520, Hammond Place,
Bourlamaque, (Abitibi-Est), P.Q.

Telephone: 824-2759, code 819. 11092

Town of Courville County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. P. Laplante, secretary-treasurer, Town Hall, 26 Vachon St., Courville, (Quebec 5), county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 29, 1965, for the purchase of an issue of \$59,000 of bonds for the town of Courville, county of Quebec, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 86 — \$59,000 — renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$59,000 — 15 years

Year	Capital
July 1, 1966.....	\$3,000
July 1, 1967.....	3,000
July 1, 1968.....	3,500
July 1, 1969.....	3,500
July 1, 1970.....	3,500
July 1, 1971.....	3,500
July 1, 1972.....	4,000
July 1, 1973.....	4,000
July 1, 1974.....	4,000
July 1, 1975.....	4,000
July 1, 1976.....	4,500
July 1, 1977.....	4,500
July 1, 1978.....	4,500
July 1, 1979.....	4,500
July 1, 1980.....	5,000

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office

dure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 juin 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville (Québec 5), comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville, (Comté de Québec), ce 3 juin 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

L. P. LAPLANTE.

Hôtel de Ville, 26, rue Vachon,

Courville, (Québec 5), (Québec), P.Q.

Téléphone: 661-8481, code 418. 11098-o

Ville d'Acton Vale

Comté de Bagot

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Ménard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Acton Vale, comté de Bagot, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 29 juin 1965, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la ville d'Acton Vale, comté de Bagot, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 575 — \$300,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1966	\$15,000
1er juillet 1967	15,000
1er juillet 1968	15,000
1er juillet 1969	18,000
1er juillet 1970	18,000
1er juillet 1971	18,000
1er juillet 1972	20,000
1er juillet 1973	20,000
1er juillet 1974	20,000
1er juillet 1975	22,000
1er juillet 1976	22,000
1er juillet 1977	22,000
1er juillet 1978	25,000
1er juillet 1979	25,000
1er juillet 1980	25,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Acton Vale.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 29, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 26 Vachon St., Courville, (Quebec 5), county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville, (County of Quebec), June 3, 1965.

L. P. LAPLANTE,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 26 Vachon St.,

Courville, (Quebec 5), (Quebec), P.Q.

Téléphone: 661-8481, code 418. 11098

Town of Acton Vale

County of Bagot

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Ménard, secretary-treasurer, Town Hall, Acton Vale, county of Bagot, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 29, 1965, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the town of Acton Vale, county of Bagot, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 575 — \$300,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$300,000 — 15 years

Year	Capital
July 1, 1966	\$15,000
July 1, 1967	15,000
July 1, 1968	15,000
July 1, 1969	18,000
July 1, 1970	18,000
July 1, 1971	18,000
July 1, 1972	20,000
July 1, 1973	20,000
July 1, 1974	20,000
July 1, 1975	22,000
July 1, 1976	22,000
July 1, 1977	22,000
July 1, 1978	25,000
July 1, 1979	25,000
July 1, 1980	25,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Acton Vale.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 juin 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Acton Vale, comté de Bagot.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Acton Vale, (Comté de Bagot), ce 7 juin 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

FERNAND MÉNARD.

Hôtel de Ville, C. P. 640,

Acton Vale, (Bagot), P.Q.

Téléphone: 546-2729, code 514. 11126-0

Ville de Fort-Chambly

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre Demers, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 106, rue Bourgogne, Fort-Chambly, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 28 juin 1965, pour l'achat de \$400,000 d'obligations de la ville de Fort-Chambly, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5 3/4% payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 252 — \$400,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$400,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1966	\$20,000
1er juillet 1967	20,000
1er juillet 1968	20,000
1er juillet 1969	20,000
1er juillet 1970	20,000
1er juillet 1971	20,000
1er juillet 1972	20,000
1er juillet 1973	20,000
1er juillet 1974	20,000
1er juillet 1975	20,000
1er juillet 1976	20,000
1er juillet 1977	20,000
1er juillet 1978	20,000
1er juillet 1979	20,000
1er juillet 1980	20,000
1er juillet 1981	20,000
1er juillet 1982	20,000
1er juillet 1983	20,000
1er juillet 1984	20,000
1er juillet 1985	20,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque payable au pair à Fort-Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 29, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Acton Vale, county of Bagot.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Acton Vale, (County of Bagot), June 7, 1965.

FERNAND MÉNARD,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, P. O. Box 640,

Acton Vale, (Bagot), P.Q.

Telephone: 546-2729, code 514. 11126

Town of Fort-Chambly

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Pierre Demers, secretary-treasurer, Town Hall, 106 Bourgogne Street, Fort-Chambly, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 28, 1965, for the purchase of an issue of \$400,000 of bonds for the town of Fort-Chambly, county of Chambly, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5 3/4%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 252 — \$400,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$400,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1966	\$20,000
July 1, 1967	20,000
July 1, 1968	20,000
July 1, 1969	20,000
July 1, 1970	20,000
July 1, 1971	20,000
July 1, 1972	20,000
July 1, 1973	20,000
July 1, 1974	20,000
July 1, 1975	20,000
July 1, 1976	20,000
July 1, 1977	20,000
July 1, 1978	20,000
July 1, 1979	20,000
July 1, 1980	20,000
July 1, 1981	20,000
July 1, 1982	20,000
July 1, 1983	20,000
July 1, 1984	20,000
July 1, 1985	20,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Fort-Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 juin 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 106, rue Bourgogne, Fort-Chambly, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fort-Chambly, (Comté de Chambly), ce 7 juin 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE DEMERS.

Hôtel de Ville, 106, rue Bourgogne,
Fort-Chambly, (Chambly), P.Q.,
Téléphone: 658-1779, code 514. 11127-o

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de St-Amable**
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Émilien Martel, secrétaire-trésorier, 395, rue Principale, St-Amable, comté de Verchères, jusqu'à 8 heures p. m., lundi, le 28 juin 1965, pour l'achat de \$244,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Amable, comté de Verchères, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec un intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 5 avril 1965 — \$244,500 — école de 12 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet.

Tableau d'amortissement — \$244,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1966.....x	\$56,000
1er juillet 1967.....x	59,000
1er juillet 1968.....	4,500
1er juillet 1969.....	4,500
1er juillet 1970.....	5,000
1er juillet 1971.....	5,000
1er juillet 1972.....	5,500
1er juillet 1973.....	5,500
1er juillet 1974.....	6,000
1er juillet 1975.....	6,500
1er juillet 1976.....	6,500
1er juillet 1977.....	7,000
1er juillet 1978.....	7,500
1er juillet 1979.....	8,000
1er juillet 1980.....	8,500
1er juillet 1981.....	9,000
1er juillet 1982.....	9,000
1er juillet 1983.....	10,000
1er juillet 1984.....	10,500
1er juillet 1985.....	11,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$116,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de \$58,000, chacun, en 1966 et 1967, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 28, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 106 Bourgogne Street, Fort-Chambly, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Fort-Chambly, (County of Chambly), June 7, 1965.

PIERRE DEMERS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 106 Bourgogne Street,
Fort-Chambly, (Chambly), P.Q.,
Telephone: 658-1779, code 514. 11127

**The school commissioners for the
municipality of St-Amable**
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émilien Martel, secretary-treasurer, 395 Main St., St-Amable, county of Verchères, until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 28, 1965, for the purchase of an issue of \$244,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Amable, county of Verchères, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966, to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on January 1 and July 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated April 5, 1965 — \$244,500 — 12 class school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$244,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1966.....x	\$56,000
July 1, 1967.....x	59,000
July 1, 1968.....	4,500
July 1, 1969.....	4,500
July 1, 1970.....	5,000
July 1, 1971.....	5,000
July 1, 1972.....	5,500
July 1, 1973.....	5,500
July 1, 1974.....	6,000
July 1, 1975.....	6,500
July 1, 1976.....	6,500
July 1, 1977.....	7,000
July 1, 1978.....	7,500
July 1, 1979.....	8,000
July 1, 1980.....	8,500
July 1, 1981.....	9,000
July 1, 1982.....	9,000
July 1, 1983.....	10,000
July 1, 1984.....	10,500
July 1, 1985.....	11,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$116,000, granted by the Provincial Government and payable in two instalments of \$58,000, each, in 1966 and 1967 will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faire conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 28 juin 1965, à 8 heures du soir, au Couvent St-Joseph, Montée St-François, St-Amable, comté de Verchères.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Amable, (Comté de Verchères), ce 9 juin 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILIE MARTEL.

395, rue Principale,
St-Amable, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 584-2009, code 514. 11152-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 28, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in St-Joseph Convent, Montée St-François, St-Amable, county of Verchères.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Amable, (County of Verchères), June 9, 1965.

ÉMILIE MARTEL,
Secretary-Treasurer.

395 Main St.,
St-Amable, (Verchères), P.Q.
Telephone: 584-2009, code 514. 11152

Syndicats professionnels

Association des professeurs de Lapointe

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des professeurs de Lapointe », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 10 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 600, rue de l'École, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 13 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11091-0 1-65

Le Syndicat des producteurs de lait de fabrication de la région du Saguenay-Lac St-Jean (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait de fabrication de la région du Saguenay — Lac St-Jean (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 17 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11141-0 42-65

Professional Syndicates

Association des professeurs de Lapointe

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des professeurs de Lapointe", has been authorized by the Provincial Secretary on May 10, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at 600, de l'École St., Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Quebec, May 13, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11091 1-65

Le Syndicat des producteurs de lait de fabrication de la région du Saguenay-Lac St-Jean (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait de fabrication de la région du Saguenay — Lac St-Jean (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 17, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11141 42-65

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau d'Arthabaska — Bar of Arthabaska

CANDIDATS À L'EXAMEN
CANDIDATES TO BAR EXAMINATIONS

Nom Surname	Prénom Given name	Age	Résidence Residence
Bergeron.....	Aldéi.....	26	236, O'Heara, Thetford-Mines.
Chassé.....	Paul.....	23	231, Celanese, Drummondville.

Victoriaville, 7 juin 1965 — Victoriaville, June 7, 1965.

11151-0

Le Secrétaire,
RENÉ CROCHETIÈRE,
Secretary.

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW

Nom Surname	Prénom Given Name	Age	Résidence Residence	Collège College
Bouchard.....	Ghislain.....	24	Causapscal.....	Université Laval
Desrosiers.....	Charles-Henri.....	24	Luceville.....	Université de Montréal.
Fortier.....	André.....	24	Gaspé.....	Université Laval
Grenier.....	Réal.....	25	Saint-Godefroi.....	Université d'Ottawa
Lacroix.....	Louis.....	25	Carleton-sur-mer.....	Université Laval.
Lepage.....	Claude.....	23	1 Belzile, Rimouski	Université de Montréal.
Rioux.....	Marc.....	36	6095 rue Hutchison, St. apt. 444, Montréal.....	
Roy.....	Gatien.....	25	Port-Daniel Est.....	Université de Montréal.
Roy.....	Louis.....	28	Cap-Chat.....	Université Laval.
St-Pierre.....	Daniel.....	27	Ste-Anne-des-Monts.....	Université d'Ottawa.

Rimouski, le 2 juin 1965 — Rimouski, June 2, 1965.

11151-0

Le Secrétaire,
YVON CÔTÉ, avocat,
Secretary.

Barreau de Montréal — Bar of Montreal

CANDIDAT À L'EXAMEN
CANDIDATE TO THE EXAMINATION
Juin 1965 — June 1965

Nom Surname	Prénom Given name	Age	Résidence Residence
Racicot.....	Albert-Euzèbe.....	28	Montréal.

Montréal le 12 Juin 1965 — Montreal, June 12, 1965.

11151-0

Le Secrétaire-adjoint,
JACQUES TESSIER,
Assistant-Secretary.

Barreau de Richelieu — Bar of Richelieu

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU BARREAU
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION TO THE BAR

Nom Surname	Prénom Given name	Age	Résidence Residence
Robert.....	Denis.....	25	St-Hyacinthe.
Plante.....	Jean-Claude.....	28	Valleyfield.
Blanchard.....	Claude.....	28	St-Zotique.
Renaud.....	Louis-François.....	22	Beauharnois.
Langis.....	Gabriel.....	28	Ste-Martine.

St-Jean, P.Q., ce 3 juin 1965 — St. Johns, P.Q., June 3, 1965.

11151-0

Le Secrétaire,
ROLAND SAROURIN,
Secretary.

Vente d'effets non-réclamés**Compagnie des Chemins de Fer Nationaux
du Canada***Réclamations Marchandises*

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1964, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 2222 Rue Ontario Est, Montréal, à 10 heures le 7 juillet, 1965, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 14 mai, 1965.

Compagnie des Chemins de Fer
Nationaux du Canada,

Le Directeur - Réclamations Marchandises,
10863-21-6-o W. W. R. BRADFORD.

Sale of Unclaimed Goods**Canadian National Railway
Company***Merchandise Claims Department*

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2222 Ontario Street East, Montreal, at 10:00 a.m., July 7, 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., 14 May, 1965.

Canadian National Railway
Company,

W. W. R. BRADFORD,
10863-21-6-o *Manager, Merchandise Claims.*

Vente par licitation**Openshaw vs Garnett et al**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 660-018. Dame Jane Openshaw, veuve non-remariée de feu John Sixsmith, de la cité de Verdun, district de Montréal, y résidant à 3806, avenue Verdun, demanderesse, *vs* Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher et Fred Asher, tous autrefois des ville et district de Montréal et présentement de lieux inconnus, défendeurs.

Avis de licitation

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Demers, sous le numéro 660-018 de la Cour supérieure des ville et district de Montréal, en date du 23^e jour de décembre 1964, dans la cause de Jane Openshaw veuve non-remariée de feu John Sixsmith de la cité de Verdun, district de Montréal et y résidant à 3806 avenue Verdun est demanderesse et Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher et Fred Asher, tous autrefois des ville et district de Montréal et présentement de lieux inconnus sont défendeurs, ledit jugement ordonne la licitation de la propriété immobilière connue et désignée comme suit:

« Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Verdun en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent quarante-six du lot originaire numéro trois mille quatre cent six (3406-146) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 3790, 3800, avenue Verdun. »

Ladite propriété immobilière décrite sera mise à l'enchère publique et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, par ladite Cour siégeant à la salle d'audience de la Cour supérieure ou au bureau du Protonotaire, district de Montréal, 155, rue Notre-Dame est, le 16 juillet 1965, à 10:30 a.m., sujet aux conditions, charges et clauses contenus dans le cahier des charges déposé au

Sale of Licitation**Openshaw vs Garnett et al**

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 660-018. Dame Jane Openshaw, unmarried widow of the late John Sixsmith, of the city of Verdun, district of Montreal, residing therein at 3806 Verdun Avenue, plaintiff, *vs* Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher and Fred Asher, all formerly of the city and district of Montreal, and presently of parts unknown, defendants.

Notice of licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a Judgment of the Honourable Mr. Justice Demers under number 660-018 of the Superior Court of the city and district of Montreal dated December 23, 1964 in the case of Jane Openshaw, unmarried widow of the late John Sixsmith of the city of Verdun, district of Montreal, and residing therein at 3806 Verdun Avenue is plaintiff and Margaret Garnett, Moses Garnett, Mabel Asher, Gertrude Asher and Fred Asher, all formerly of the city and district of Montreal and presently of parts unknown are defendants, which judgment orders the licitation of the immoveable property known and described as follows:

"That certain emplacement fronting on Verdun Avenue in the city of Verdun, known and designated as subdivision number one hundred and forty-six of the original lot number three thousand four hundred and six (3406-146) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; with the building thereon erected bearing civic number 3790, 3800 Verdun Avenue."

That said described immoveable property will be put to public auction and adjudged to the highest and last bidder by the said court at the sitting of the Superior Court or at the Prothonotary's Office, district of Montreal, 155 Notre-Dame Street East, on July 16, 1965 at 10:30 a.m., subject to the conditions, charges and clauses contained in the list of charges deposited in the

greffe du Protonotaire de ladite Cour supérieure; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour supérieure au moins (12) douze jours avant la date fixée comme susdit pour la vente et adjudication de la propriété immobilière décrite ci-dessus et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 1er juin 1965.

Copie conforme.

Les Procureurs de la demanderesse,
11142-24-2 JACOBS, TANNENBAUM & SIROTA.

office of the Prothonotary of the said Superior Court; and that any opposition to annul, secure charges, or to withdraw to be made of the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court at least (12) twelve days before the date fixed for sale and adjudication of the immovable property described above and that any opposition for payment must be filed within six (6) days after the adjudication, and in the event that the parties failed to file such oppositions within the legal delays, that they be foreclosed from so doing.

Montreal, June 1, 1965.

True copy.

JACOBS, TANNENBAUM & SIROTA,
11142-24-2-o Attorneys for the plaintiff.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

B E D F O R D

Canada — Province de Québec
District de Saint-François

Cour Supérieure. { LÉONARD BERGERON,
No 28,216. { avocat, domicilié en la
cité de Magog, district de
Saint-François, demandeur, vs LOUIS EUGÈNE
LAPOINTE, résidant en la municipalité d'East-
man, district de Bedford, défendeur.

Les immeubles ci-après désignés, en la possession du défendeur.

Cette certaine ferme connue et désignée comme étant les lots numéros mille trois cent soixante-seize, mille trois cent soixante-dix-sept, mille trois cent soixante-dix-huit, mille trois cent soixante-dix-neuf, mille trois cent quatre-vingt-un (1376, 1377, 1378, 1379, et 1381) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bolton, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Sauf et excepté

1° Du lot numéro mille trois cent soixante-huit, les morceaux de terre vendus à:

a) Joseph J. Gauvin, le 9 juin 1903, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 32169, vol. 54;

b) Ralph Moore, le 14 octobre 1903, par acte passé devant H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 32172, vol. 54;

c) Olivier Garceau, le 4 mai 1907, par acte passé devant Me L. A. Audet, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 34932, vol. 59;

d) Mlle Antoinette Compois, le 22 juin 1905, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 40240, vol. 65;

2° Du lot numéro mille trois cent soixante-dix-sept, les morceaux de terre vendus à:

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

B E D F O R D

Canada — Province of Quebec
District of Saint-François

Superior Court, { LÉONARD BERGERON,
No. 28,216. { advocate, domiciled in
the city of Magog, district of
Saint-François, plaintiff, vs LOUIS EUGÈNE
LAPOINTE, residing in the municipality of
Eastman, district of Bedford, defendant.

The immovables hereafter designated, in the possession of the defendant.

That certain farm known and designated as being lots number one thousand three hundred and seventy-six, one thousand three hundred and seventy-seven, one thousand three hundred and seventy-eight, one thousand three hundred and seventy-nine, one thousand three hundred and eighty-one, (1376, 1377, 1378, 1379 and 1381) on the official plan and book of reference for the township of Bolton, with all buildings thereon erected.

Save and except

1. From lot number one thousand three hundred and seventy-eight, the pieces of land sold to:

(a) Joseph J. Gauvin, on the June 9, 1903, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy which has been registered at Knowlton, under number 32169, Vol. 54;

(b) Ralph Moore, on the October 14, 1903, by deed passed before H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 32172, Vol. 54;

(c) Olivier Garceau, on May 4, 1907, by deed passed before Me L. A. Audet, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 34932, Vol. 59;

(d) Miss Antoinette Comtois, on June 22, 1905, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 40240, Vol. 65;

2. From lot number one thousand three hundred and seventy-seven, the pieces of land sold to:

a) A. B. Ticehurst, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 48133, vol. 70;

b) Eugène Bélanger, le 19 juillet 1938, par acte passé devant Me Étienne Gérin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 59405, vol. 77;

c) Gédéon Simard, le 19 juillet 1938, par acte passé devant Me Étienne Gérin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 59406, vol. 77;

d) Leslie A. Gallagher, le 9 août 1941, par acte passé devant Me Étienne Gérin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 61773, vol. 79;

e) A. L. Desève et décrit dans l'acte de A. L. Desève à H. Jasmin, passé devant Me Arthur Écrement, le 14 mai 1908, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 35426;

3° Du lot numéro milles trois cent soixante-seize, le morceau de terre vendu à Olivier Garceau le 19 novembre 1914, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Brome sous le numéro 40746, vol. 65, avec le droit de puiser de l'eau et le droit d'accès à un ruisseau situé à deux cents pieds (200') au sud de ladite partie dudit lot mille trois cent soixante-seize, réservé plus haut.

4° Du lot numéro mille trois cent soixante-dis-sept le morceau de terre suivant lequel est *expressément réservé* par le vendeur qui demeurera le propriétaire pour une moitié indivisible ($\frac{1}{2}$) d'icelui, à savoir:

De forme irrégulière, borné au nord-est par la route provinciale no 1, du côté sud par partie du lot 1377, appartenant à Louis E. Lapointe, du côté ouest par partie du lot 1377.

La ligne nord-est du morceau de terre présentement vendu est la ligne sud-est de la route provinciale no 1.

La ligne sud dudit morceau de terre réservé passe au travers deux (2) points situés dans la prolongation des murs est et ouest de la vieille maison. Ces points sont respectivement situés à trente-trois pieds et six dixièmes de pieds (33'6) et quarante-deux pieds (42') du mur sud de la vieille maison. La ligne ouest dudit morceau de terre réservé passe au travers deux (2) points situés dans la prolongation des murs nord et sud de la vieille maison. Ces points sont respectivement situés à quarante pieds et huit dixièmes de pies (40.8') et à vingt-quatre pieds et quatre dixièmes de pied (24.4') des murs ouest de ladite maison.

Ledit morceau de terre mesurant cent dix pieds et cinq dixièmes de pieds (110.5') du côté sud cent trente-six pieds (136') du côté ouest. Contenant en superficie huit mille deux cent seize pieds carrés, mesure anglaise, (8216') M.A.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Édouard, à Eastman, district de Bedford, comté de Brome, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

PAUL ST. MARTIN.

Sweetsburg, P.Q., ce 17 mai 1965. 10919-21-2

(a) A. B. Ticehurst, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 48133, Vol. 70;

(b) Eugène Bélanger, on July 19, 1938, by deed passed before Me Étienne Gérin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 59405, Vol. 77;

(c) Gédéon Simard, on July 19, 1938, by deed passed before Me Étienne Gérin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 59406, Vol. 77;

(d) Leslie A. Gallagher, on August 9, 1941, by deed passed before Me Étienne Gérin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 61773, Vol. 79;

(e) A. L. Desève and described in the deed of A. L. Desève to H. Jasmin, passed before Me Arthur Écrement, on May 14, 1908, copy of which has been registered at Knowlton, under number 35426;

3. From lot number one thousand three hundred and seventy-six, the piece of land sold to Olivier Garceau on November 19, 1914, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at the Brome Registry Office under number 40746, Vol. 65, with the right to take water and the right of access to a spring situated at two hundred feet (200') southerly of the said part of the said lot one thousand three hundred and seventy-six, hereinabove reserved.

4. From lot number one thousand three hundred and seventy-seven the following piece of land which is *expressly reserved* by the vendor who will remain the owner for one undivided half ($\frac{1}{2}$) thereof, to wit:

Of irregular figure, bounded on the north-eastern side by the Provincial highway No. 1, on the southern side by part of lot 1377, belonging to Louis E. Lapointe, on the western side by part of lot 1377.

The northeastern line of the presently sold piece of land is the southeastern line of the provincial Highway No. 1.

The southern line of said reserved piece of land passes through two (2) points situated in the prolongation of the eastern and western walls of the old house, these points are respectively situated at thirty-three feet and six tenths of a foot (33'6) and forty-two feet (42') from the southern wall of the old house. The western line of the said reserved piece of land passes through two (2) points situated in the prolongation of the northern and southern walls of the old house. These points are respectively situated at forty feet and eight tenths of a foot (40.8') and at twenty-four feet and four tenths of a foot (24.4') from the western walls of said house.

Said piece of land measuring one hundred and ten feet and five tenths of a foot (110.5') on the southern side one hundred and thirty-six feet (136') on the western side. Containing in superficies eight thousand two hundred and sixteen square feet, English measure. (8216') E.M.

To be sold at the parochial church door of St-Édouard, at Eastman, district of Bedford, county of Brome, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,

Sheriff's Office,
Court House,

Sheriff.

Sweetsburg, P.Q., May 17, 1965. 10919-21-2-o

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 7554. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, demandeur, vs HEC-
TOR & GEORGES ROY, défendeurs.

Description

« Le lot numéro cinq (5) du quatrième rang du Canton Restigouche, étant le numéro cinq de la subdivision primitive du quatrième rang, borné à l'est par la ligne du troisième rang; au sud par le lot numéro quatre; à l'ouest par la ligne du cinquième rang; et au nord par le lot numéro six; ayant treize chaînes de front sur quatre-vingt-cinq chaînes de profondeur, formant cent dix acres en superficie, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de St André de Restigouche, comté et district de Bonaventure, le TRENTIÈME jour de JUIN, mil neuf cent soixante-cinq à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY,
New Carlisle, P.Q. 10879-21-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { EUCLIDE ROY, garagiste
No 3965. { de Chandler, comté de
Gaspé, P.Q., demandeur, vs
SYLVIO LANTIN, de Newport, comté de Gaspé,
P.Q., défendeur.

« Un certain morceau de terrain sis et situé dans la municipalité de Newport connu et désigné aux plans et livres de renvoi officiels comme étant le lot numéro 348 du premier rang du canton Newport, mesurant au nord 57 pieds, à l'est 930 pieds, au sud 63 pieds et à l'ouest 183 pieds, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Newport, comté et district de Gaspé, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, le 14 mai 1965. PERCY BIARD.
10887-21-2-0

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { GÉRARD RIOUX, mar-
No 28,444. { chand, de l'endroit ap-
pelé Ste-Anne des Monts,
district de Gaspé, et y faisant affaires seul sous
la raison sociale de LE MEUBLE MODERNE
ENR., demandeur, vs RAYMOND PIPON, fils
Procule, de l'endroit appelé Anse au Griffon,
district de Gaspé, défendeur.

« Une maison située sur un terrain, propriété de Procule Pipon, autrefois connu au cadastre officiel sous le numéro cinquante-cinq-C (55-C), et à être connu à l'avenir sous le numéro cinquante-cinq cinq (55-5) au cadastre officiel de

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 7554. { CREDIT BUREAU,
plaintiff, vs HECTOR &
GEORGES ROY, defendant.

Description

« Lot number five (5) of the fourth range of the township of Restigouche, being number five of the primitive subdivision of the fourth range, bounded of the East by the line of the third range; on the South by lot number four; on the West by the line of the 5th (fifth) range; and on the North by lot number six; measuring thirteen chains frontage by eighty-five chains deepness, forming one hundred and ten acres in superficies, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St André de Restigouche, county and district of Bonaventure, on the THIRTIETH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, F. J. LEGRESLEY,
New Carlisle, P.Q. Sheriff.
10879-21-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Superior Court, { EUCLIDE ROY, garage
No. 3965. { keeper of Chandler,
county of Gaspé, P.Q., plain-
tiff, vs SYLVIO LANTIN, of Newport, county
of Gaspé, P.Q., defendant.

« A certain piece of land lying and situated in the municipality of Newport known and designated on the official plans and book of reference as being lot number 348 of the first range of the township of Newport, measuring on the north 57 feet, on the east 930 feet, on the south 63 feet and on the west 183 feet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of Newport, county and district of Gaspé, MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PERCY BIARD,
Percé, May 14, 1965. Sheriff.
10887-21-2

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, { GÉRARD RIOUX, mer-
No. 28,444. { chant, of Ste-Anne des
Monts, district of Gaspé,
carrying on business alone under the style of
"LE MEUBLE MODERNE ENR.", plaintiff,
vs RAYMOND PIPON, son of Procule, of Anse
au Griffon, district of Gaspé, defendant.

« A house situated on a lot of land, property of Procule Pipon, formerly known in the official cadaster under number fifty-five-C (55-C), and to be known henceforth under number fifty-five five (55-5) in the official cadaster of the muni-

la municipalité de l'Anse au Griffon, Canton de Cap DesRosiers, rang un nord. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Anse du Griffon, comté et district de Gaspé, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD,

Bureau du Shérif,
Percé, le 1er juin 1965.

11129-24-2-0

city of Anse au Griffon, Township of Cap DesRosiers, Range one north."

To be sold at the parochial church door of Anse au Griffon, county and district of Gaspé, MONDAY, the NINETEENTH day of JULY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 1, 1965.

11129-24-2-0

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, { MUNICIPAL MORT-
No 126-786. { GAGE CORP. LTD.,
corps politique et incorporé
ayant son principal bureau d'affaire, à 1175 Jean
Talon est, à Montréal, demandeur, *vs* LIONEL
FOURNIER, Port-Cartier, comté de Saguenay,
défendeur.

Un lot connu et désigné comme étant la subdivision quatre-vingt-huit du bloc un (1-88) aux plan et livre du renvoi officiel du cadastre du canton de Babel le comté de Saguenay décrit comme suit:

Description

De forme rectangulaire faisant partie du bloc un, borné au nord-est par le bloc 1-89, au sud-est par une partie du bloc 1-92, au sud-ouest par le bloc 1-87 au nord-ouest par une partie du bloc 1-84 (rue) mesurant cinquante-neuf pieds par cent vingt-cinq pieds (59 x 125), le tout avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du Sacré-Coeur, à Port-Cartier ouest le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUIN 1965, à DIX heure de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
GÉRARD ROY.

Bureau du Député-Shérif,
Sept-Iles, le 14 Mai 1965.

10864-21-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, { ALFRED E. BOIVIN, in-
No 128-008. { dustriel, faisant affai-
res, sous le nom de Alfred E.
Boivin, In Trust à 1198, rue St-Jean, en la cité
et district de Québec, demandeur, et RAY-
MOND TREMBLAY, en sa qualité de registra-
teur au bureau de la division d'enregistrement
de Saguenay, à Tadoussac, mis-en-cause, *vs*
PERREAULT LARUE, dentiste, demeurant
à 90, rue La Salle, Baie Comeau, comté du Sague-
nay, P.Q., défendeur.

« Un morceau de terrain connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro vingt-quatre-A (Ptie 24-A), rang Manicouagan, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Manicouagan, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90') de largeur par environ trois cents pieds (300') de profondeur et borné comme suit: au nord par la rivière Manicouagan; au sud par la propriété du vendeur; à l'est par la propriété de monsieur Lucien Côté et à l'ouest par la route privée ou chemin privé. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

HAUTERIVE

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, { MUNICIPAL MORT-
No 126-786. { GAGE CORP. LTD.,
a body politic and corporate,
having its principal office of business at 1175
Jean-Talon East, in Montreal, plaintiff, *vs* LIO-
NEL FOURNIER, Port-Cartier, county of
Saguenay, defendant.

A lot of land known and designated as being subdivision eighty-eight of block one (1-88) on official plan and book of reference of the cadaster for the township of Babel in the county of Saguenay, described as follows:

Description

Of rectangular figure forming part of block one, bounded on the northeast by block 1-89, on the southeast by part of block 1-92, on the south-west by block 1-87 on the northwest by a part of block 1-84 (street) measuring fifty-nine feet by one hundred and twenty-five feet (59 x 125), the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at parochial church door of Sacré-Coeur, at Port-Cartier west, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD ROY,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Sept-Iles, May 14, 1965.

10864-21-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, { ALFRED E. BOIVIN, in-
No. 128-008. { dustriatist, carrying on
business under the name of
Alfred E. Boivin, In Trust at 1198, St. Jean St.,
in the city and district of Quebec, plaintiff, and
RAYMOND TREMBLAY, in his quality of
Registrar at the office for the Registration di-
vision of Saguenay, in Tadoussac, mis-en-cause,
vs PERREAULT LARUE, dentist, domiciled
at 90 La Salle St., Baie Comeau, County of Sague-
nay, P.Q., defendant.

« A piece of land known and designated as being and forming part of lot number twenty-four-A (Pt. 24-A), Range Manicouagan, on plan and book of reference of the official cadaster for the township of Manicouagan, measuring ninety feet (90') in width by about three hundred feet (300') in depth and bounded as follows: on the north by Manicouagan River; on the south by the vendor's property; on the east by Mister Lucien Côté property and on the west by the private Route or private road, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

« Un morceau de terrain connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro vingt-quatre-B (Ptie 24-B), rang Manicouagan, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Manicouagan, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90') de largeur par environ trois cents pieds (300') de profondeur et borné comme suit: au nord par la rivière Manicouagan; au sud par la propriété du vendeur; à l'est par la propriété de monsieur Lucien Côté et à l'ouest par la route privée ou chemin privé. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Amélie, ville de Baie Comeau, district de Haute-ri, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of JULY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Député-Shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

Bureau du Député-Shérif,
La Malbaie, le 4 juin 1965. 11130-24-2-o

« A piece of land known and designated as being and forming part of lot number twenty-four-B (Pt. 24-B), Manicouagan Range, on plan and book of reference of the official cadaster for the Township of Manicouagan, measuring ninety feet (90') in width by about three hundred feet (300') in depth and bounded as follows: on the north by the Manicouagan River, on the south by the vendor's property; on the east by Mister Lucien Côté property and on the west by the private Route or private road. »

To be sold at the church door of Ste-Amélie parish, Town of Baie Comeau, district of Haute-ri, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of JULY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

SYLVIO TREMBLAY,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
La Malbaie, June 4, 1965. 11130-24-2

IBERVILLE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 14,157. { DAME ORPHA CARON de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse contractuellement séparée de biens de Auguste Durussel, contracte des mêmes lieux, demandeurs et VICTOR POISSANT, de Napierville, district d'Iberville, défendeur et JOS. E. DUPONT, registraire, mis-en-cause.

Les lots numéro dix, onze et douze de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix du cadastre de la paroisse de Saint-Cyprien, (nos. 90-4, 90-10 et 90-11).

Les lots numéro dix, onze et douze de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix du cadastre officielle de la paroisse de St-Cyprien, (nos. 91-10, 91-11 et 91-12).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Cyprien de Napierville district d'Iberville, MARDI le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
R. PRUD'HOMME.
Bureau du Shérif,
Saint-Jean, le 14 mai 1965. 10921-21-2-o

IBERVILLE

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 14,157. { DAME ORPHA CARON, of the city of Saint-John, district of Iberville, wife contractually separate as to property of Auguste Durussel, foreman of the same place, plaintiffs, and VICTOR POISSANT, of Napierville, district of Iberville, defendant, and JOS. E. DUPONT, registrar, mis-en-cause.

Lots numbers four, ten and eleven of the official subdivision of lot number ninety of the cadaster of the parish of Saint-Cyprien, (Nos. 90-4, 90-10, and 90-11).

Lots numbers ten, eleven and twelve of the official subdivision of lot number ninety-one of the official cadaster of the Parish of Saint-Cyprien, (Nos. 91-10, 91-11 and 91-12).

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Cyprien de Napierville, district of Iberville, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office,
Saint John, May 14, 1965. 10921-21-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 24-264 A. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, vs RIVARD RIOUX, cultivateur, de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup.

Pour être vendus « en bloc », les immeubles suivants:

« 1° Une terre située au premier rang de la paroisse de Ste-Françoise, contenant deux arpents de largeur sur quarante-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise sous le numéro quarante-trois (43), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 24-264 A. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, vs RIVARD RIOUX, farmer, of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup.

The following immoveables, to be sold "en bloc":

"1. A farm situated on the first range in the parish of Ste-Françoise, measuring two arpents in width by forty-two arpents in depth, known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of Ste-Françoise under number forty-three (43), with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. Save to be withdrawn

à distraire les bâtisses et autres améliorations qui peuvent appartenir aux personnes tenant à loyer des emplacements sur ladite terre et à la réserve des droits appartenant à la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent pour le passage de sa ligne de transmission électrique, suivant servitude enregistrée sous le numéro 77,445;

2° Un circuit de terre situé au troisième rang de ladite paroisse de Ste-Françoise, contenant quatre arpents de front sur environ sept à huit arpents de profondeur, borné au nord au deuxième rang, au sud au chemin de front, à l'est à Paul-Étienne D'Amours ou représentant, et à l'ouest à Joseph Côté ou représentant, lequel circuit de terre est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise comme faisant partie des lots numéros deux cent quatre-vingt-onze et deux cent quatre-vingt-douze (291-ptie et 292-ptie), circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup, ce 7 juin 1965. 11131-24-2-0
[Première insertion le 12 juin 1965]

are the buildings and other improvements which may belong to the persons wishing to rent emplacements on the said farm in reservation of the rights belonging to the Lower St-Lawrence Power Co. for the passage of its electrical transmission line, according to servitude registered under number 77,445;

2. A piece of land situated on the third range in the said parish of Ste-Françoise, measuring four arpents in front by approximately seven to eight arpents in depth, bounded on the north by the second range, on the south by the road in front, on the east by Paul-Étienne D'Amours or representative, and on the west by Joseph Côté or representative, which piece of land is now known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of Ste-Françoise as forming part of lots numbers two hundred and ninety-one and two hundred and ninety-two (P. 291 and P. 292), circumstances and dependencies. »

To be sold at the church door of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, on the TWENTY-SECOND day of JULY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, June 7, 1965. 11131-24-2
[First insertion: June 12, 1965]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { **ROCWALL OF QUE-**
No 658,224. { **BEC LTD.,** deman-
deresse, vs **VOGUE CONS-**
TRUCTION LTD., défenderesse, et **ROLAND**
DAIGNEAULT et al., mis-en-cause.

« Ces certains emplacements en la cité de Jacques-Cartier, province de Québec, connus et décrits comme les lots numéros soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize et quatre-vingt-seize du lot originaire cent dix-sept (117-63, 64, 65, 88, 89, 90, 91, 92, 93 et 96) tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec les bâtisses dessus érigées en cours de construction. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 18 mai 1965. 10923-21-2

MONTRÉAL

Faieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montréal
Montréal, to wit: { **ROCWALL OF QUE-**
No. 658,224. { **BEC LTD.,** plain-
tiff, vs **VOGUE CONS-**
TRUCTIONS LTD., defendant, and **ROLAND**
DAIGNEAULT et al., Mis-en-cause.

“ Those certain emplacements in the City of Jacques Cartier, Province of Quebec, known and described as lots numbers sixty-three, sixty-four, sixty-five, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three and ninety-six of original lot number one hundred and seventeen (117-63, 64, 65, 88, 89, 90, 91, 92, 93 and 96) all on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil.

With the buildings thereon erected in the course of Construction. ”

To be sold at the Registry Office of the County of Chambly, in Longueuil, on the TWENTY-FIFTH day of the Month of JUNE 1965, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 18, 1965. 10923-21-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias
Québec, à savoir: { **LA BANQUE PROVIN-**
Cour Supérieure, { **CIALE DU CANADA,**
No 138-702. { corps politique et incorporé,
ayant son siège social et sa
principale place d'affaires dans les cité et district
de Montréal, contre **WILLIAM MOLLER-**
FORS, des cité et district de Montréal.

1° Les lots numéros neuf, dix et onze (9, 10 et 11) pour le rang I nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du ca-

Fieri Facias
Quebec, to wit: { **THE PROVINCIAL**
Superior Court, { **BANK OF CANADA,**
No. 138-702. { body politic and corporate,
having its head office and
principal place of business in the city and district
of Montreal, vs **WILLIAM MOLLERFORS,** of
the city and district of Montreal.

1. Lots numbers nine, ten and eleven (9, 10 and 11) for range I northeast, township of Montauban, known on the plan and book of re-

QUÉBEC

dastre officiel du comté de Portneuf.

2° Les lots numéros neuf, douze et quatorze (9, 12 et 14) pour le rang II nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

3° Les lots numéros douze et treize (12 et 13) pour le rang III nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

4° Le lot étant la moitié ($\frac{1}{2}$) nord du lot numéro huit (8) rang III nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

Le tout avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 14 mai 1965.

10824-21-2-o

[Première insertion: 22 mai 1965.]

[Deuxième insertion: 12 juin 1965.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski & Gaspé

Cour Supérieure, { No 7,365. FINANCE LOCALE INC.,

corporation légalement constituée ayant son siège social en la Ville de Mont-Joli, district de Rimouski, demanderesse, vs RÉAL GILLES PELLETIER, manoeuvre, demeurant en la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, défendeur.

Un immeuble sis et situé en la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, consistant en un terrain de forme irrégulière ayant une largeur de cinquante-cinq (55) pieds par la profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90), le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec la maison dessus construite, ses appartenances et dépendances, désigné comme faisant partie du lot portant le numéro quarante-huit subdivision A. resubdivision huit (Ptie-du 48-A-8) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du Fief Ste-Anne-des-Monts-Notre-Dame et borné comme suit: au nord-ouest par cette partie du lot 48-A-8 d'Ulric Bernatchez, au nord-est partie du lot 47-A-2 de Valère Lévesque et partie par le lot 47-A-3 d'Albert Charest ou représentant, au sud-est par cette partie du lot 48-A-8 de Jean-Baptiste Pelletier (A), et au sud-ouest par une ruelle.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JUILLET, 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 7 juin 1965.

11132-24-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski & Gaspé

Cour Supérieure, { No 7,365. FINANCE LOCALE INC.,

corporation légalement constituée ayant son siège

ference of the official cadaster of the county of Portneuf.

2. Lots numbers nine, twelve and fourteen (9, 12 and 14) for range II northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

3. Lots numbers twelve and thirteen (12 and 13) for range III northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

4. The lot being the northern half ($\frac{1}{2}$) of lot number eight (8) range III northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

The whole with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's office,
Quebec, May 14 1965.

10824-21-2

[First insertion: May 22, 1965.]

[Second insertion: June 12, 1965.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski & Gaspé

Superior Court, { No 7,365. FINANCE LOCALE INC.,

a corporation legally incorporated, having its head office in the Town of Mont-Joli, district of Rimouski, plaintiff, vs RÉAL GILLES PELLETIER, labourer, domiciled in the parish of Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, defendant.

An immoveable lying and situated in the parish of Ste-Anne-des-Monts, consisting in a lot of land of irregular figure having a width of fifty-five feet (55) by the depth of ninety feet (90). The whole more or less, english measure, with the house thereon erected, its appurtenances and dependencies, designated as forming part of lot bearing No. forty-eight, subdivision A, resubdivision eight (Pt.-of 48-A-8) on plan and book of reference of the official cadaster for the first Range of Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame Fief and bounded as follows: on the north-west by that part of lot 48-A-8 of Ulric Bernatchez, on the north-east partly by lot 47-A-2 of Valère Levesque and partly by lot 47-A-3 of Albert Charest or representative, on the south-east by that part of lot 48-A-8 of Jean-Baptiste Pelletier (A), and on the south-west by a lane.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne-des-Monts, on the TWENTY-FIRST day of JULY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, June 7, 1965.

11132-24-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski & Gaspé

Superior Court, { No 7,365. FINANCE LOCALE INC.,

a corporation legally incorporated, having its head

social en la Ville de Mont-Joli, district de Rimouski, demanderesse, *vs* LOUIS PELLETIER, manoeuvre, demeurant en la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, défendeur.

Un immeuble sis et situé en la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, consistant en un terrain de forme irrégulière mesurant mille neuf cent quatre-vingt-onze pieds (1,991) au nord-ouest, deux cent trente-sept pieds (237) au nord-est et mille deux cent quatre-vingt pieds (1280) au sud-est, le tout plus ou moins, mesure anglaise, formant une superficie de cinq acres et sept dixièmes (5.7), avec bâtisses dessus construites, leurs appartenances et dépendances, désigné comme étant le lot portant le numéro quatre subdivision douze (4-12) des plan et livre de renvoi au cadastre officiel pour le rang ouest de la Rivière Ste-Anne en 1^{er} Canton Cap-Chat et borné comme suit: au nord-ouest par le lot 4-11 de Philippe Pelletier, au nord-est par une route dite Route Bellevue, au sud-est et au sud-ouest par le lot 4-13 d'Albert Pelletier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JUILLET, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 7 juin 1965. 11133-24-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { ALFRED FOURNIER,
Québec, { restaurateur, domicilié
No 129-850. { et résidant à 730, rue du Roi,
en les cité et district de Québec,
demandeur, *vs* BÉLONI DION, 106, rue
du Sacré-Coeur, Price, district de Rimouski,
défendeur.

Un terrain connu comme étant le lot numéro 4-94 du cadastre officiel révisé pour cette partie du canton Cabot, du rang A du village de Price, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. À charge par l'acquéreur d'une rente foncière de \$20 par année payable à Arthur Ouellet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Rémi de Price, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 7 juin 1965. 11134-24-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { JEAN LOUIS LANDRY,
No 24-516. { commis, de l'endroit appelé
Châte-aux-Outardes, district de Hauterive, demandeur, *vs* ANACLET PLANTE domicilié et résidant au Village de Price, district de Rimouski, défendeur.

Le numéro cinquante-quatre (54), rang huit (8), canton Dalibaire, les impences améliorations et de défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, de figure irrégulière, étant le lot 54 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-ouest par le lot 55, vers le nord-est par le lot 57, vers le nord-ouest par le lot 53, et vers le sud-ouest par une route, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

office in the Town of Mont-Joli, district of Rimouski, plaintiff, *vs* LOUIS PELLETIER, labourer, domiciled in the parish of Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, defendant.

An immoveable lying and situated in the parish of Ste-Anne-des-Monts, consisting in a lot of land of irregular figure measuring one thousand nine hundred and ninety-one feet (1,991) on the north-west, two hundred and thirty-seven feet (237) on the north-east and one thousand two hundred and eighty (1280) on the south-east. The whole more or less, english forming a superficial area of five acres and seven tenths of a foot (5.7) with buildings thereon erected, their appurtenances and dependencies, designated as bring lot bearing number four, subdivision twelve (4-12) of plan and book of reference for the official cadaster for the range west of Ste-Anne River in the Township of Cap-Chat and bounded as follows: on the north-west by lot 4-11 of Philippe Pelletier, on the north-east by a route called "Bellevue Route", on the south-east and on the south-west by lot 4-13 of Albert Pelletier.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne-des-Monts, on the TWENTY-FIRST day of JULY, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, June 7, 1965. 11133-24-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { ALFRED FOURNIER,
Quebec, { restaurateur, domiciled
No. 129-850. { and residing at 730 du Roi
Street, in the city and district
of Quebec, plaintiff, *vs* BÉLONI DION, 106
Sacré-Coeur Street, Price, district of Rimouski
defendant.

A terrain known as being lot number 4-94 of the official cadaster revised for that part of the township of Cabot, of range A of the village of Price, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Costs by the purchaser of a ground rent of \$20 per year payable to Arthur Ouellet.

To be sold at the church door of the parish of St-Rémi de Price, on the FIFTEENTH day of JULY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Député-Shérif,
Deputy Sheriff's Office, JACQUES MARTIN,
Rimouski, June 7, 1965. *Deputy-Sheriff.*
11134-24-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { JEAN LOUIS LANDRY,
No. 24-516. { clerk, of a place called
Chute-aux-Outardes, district
of Hauterive, plaintiff, *vs* ANACLET PLANTE,
domiciled and residing at the village of Price,
district of Rimouski, defendant.

Number fifty-four (54), range eight (8), township of Dalibaire, the upkeep and improvements and clearing and all the rights of preemption that the defendant has or may have on the said lot, of irregular form, being lot 54 of the primitive surveying, bounded toward the north-west by lot 55, toward the north-east by lot 57, toward the north-west by lot 53, and toward the south-west by a road, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Paulin Dalibaire, le VINGTIÈME jour de JUILLET, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 7 juin 1965. 11135-24-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { **DR. PAUL SARRASIN,**
No 15-454. { médecin, domicilié et
pratiquant en la Ville de
Matane, district de Rimouski, demandeur, *vs*
AUGUSTIN LEPAGE, domicilié au Village de
Cap-Chat, district de Gaspé & Rimouski,
défendeur.

Partie du lot No quarante-quatre-un (Pte. 44-1) rang un (1), canton de Cap-Chat, de figure irrégulière, formant partie du lot quarante-quatre (44 Pte) de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le Golfe St-Laurent, au nord-est par le 43-2, au sud-est par le boulevard Perron, au sud-ouest par le 44-3, mesurant 116.4 pieds au nord-ouest, 62 pieds au nord-est, 51 pieds au sud-ouest et 120 pieds au sud-est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Partie du lot No quarante-quatre-quatre (Pte. 44-4), rang un (1), canton de Cap-Chat, de figure irrégulière, formant partie du lot quarante-quatre (Pte. 44) de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le boulevard Perron, au nord-est par le 43-3, au sud-est et au sud-ouest par le 45-5, mesurant 100 pieds au nord-ouest, 150 pieds au nord-est et au sud-ouest, 60 pieds au sud-est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, le VINGTIÈME jour de JUILLET, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 7 juin 1965. 11136-24-2-o

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

En La Cour de l'Échiquier du Canada

Sherbrooke, { **DANS L'AFFAIRE DE LA**
No IT-2286-63. { **LOI DE L'IMPÔT SUR**
LE REVENU ET MODIFI-
CATIONS, et DANS L'AFFAIRE de EUGÈNE
BÉRUBÉ, du village de Disraéli, du comté de
Wolfe, province de Québec.

1° Une terre sise à Disraéli et composée:
a) D'une partie du lot numéro Douze A (ptie 12-A) du douzième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stratford, bornée au Sud-Est par le onzième rang, au Nord-Ouest à une distance de deux arpents et demi (2½) au Nord-Ouest du chemin de Lambton, de l'autre côté par le numéro Douze-B (12-b), au Sud-Est par le numéro onze (11); b) D'une partie du lot numéro onze (ptie 11), du douzième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Stratford, mesurant un acre et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de Lambton à aller au onzième rang, bornée au Nord-Ouest par le chemin de Lambton,

To be sold at the church door of the parish of St-Paulin Dalibaire, the TWENTIETH day of JULY, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, June 7, 1965. 11135-24-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { **DR. PAUL SARRASIN,**
No. 15-454. { physician, domiciled
and practising in the town
of Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs*
AUGUSTIN LEPAGE, domiciled at the Village of
Cap-Chat, district of Gaspé & Rimouski,
defendant.

Part of lot No. forty-four-one (Pt. 44-1) range one (1) township of Cap-Chat, of irregular form, forming part of lot forty-four (44 Pt.) of the primitive surveying, bounded on the north-west by the Gulf of St-Lawrence, on the north-east by the 43-2, on the south-east by Perron Boulevard, on the south-west by the 44-3, measuring 116.4 feet on the north-west, 62 feet on the north-east, 51 feet on the south-west and 120 feet on the south-east, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Part of lot No. forty-four-four (Pt. 44-4), range one (1), township of Cap-Chat, of irregular form, forming part of lot forty-four (Pt. 44) of the primitive surveying, bounded on the north-west by Perron Boulevard, on the north-east by 43-3, on the south-east and on the south-west by the 45-5, measuring 100 feet on the north-west, 150 feet on the north-east and on the south-west, 60 feet on the south-east, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Norbert of Cap-Chat, the TWENTIETH day of JULY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's office,
Rimouski, June 7, 1965. 11136-24-2

SAINT — FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Exchequer Court of Canada

Sherbrooke, { **IN THE MATTER OF**
No. IT-2286-63. { **THE INCOME TAX**
ACT AND AMEND-
MENTS, and IN THE MATTER OF EUGÈNE
BÉRUBÉ, of the Village of Disraéli, in the coun-
ty of Wolfe, province of Quebec.

1. A farm lying in Disraéli, and composed:
(a) Of a part of lot number twelve A (P. 12-A) on the twelfth range, in the official plan and book of reference of the township of Stratford, bounded on the southeast by the eleventh range, on the northwest by a distance of two and one-half arpents (2½) to the northwest of Lambton Road, on the other side by number twelve-B (12-b), on the southeast by number eleven (11); (b) of a part of lot number eleven (P. 11) on the twelfth range, in the official plan and book of reference of the township of Stratford, measuring one and one-half acre in width by the depth between the Lambton Road and the eleventh range, bounded on the northwest

au Nord-Est par le terrain en premier lieu décrit, au Sud-Est par le onzième rang et du côté Sud-Ouest par le reste dudit numéro onze (11). Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un certain morceau de terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro Onze (11) dans le douzième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stratford, et mesurant en mesures anglaises soixante (60) pieds de largeur en front dans sa ligne Nord-Ouest, cent (100) pieds de largeur en arrière dans sa ligne Sud-Est, deux cent cinquante (250) pieds de profondeur d'un côté dans sa ligne Nord-Est et sans mesure précise dans sa ligne Sud-Ouest, la ligne Sud-Est dudit morceau de terrain étant perpendiculaire à sa ligne Nord-Est (angle de 90°) et borné comme suit, savoir: en front vers le Nord-Ouest par le chemin conduisant à Lambton, en arrière vers le Sud-Est et d'un côté vers le Sud-Ouest par le terrain vendu par Eugène Bérubé à Rodrigue Bérubé aux termes d'un acte de vente enregistré par dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Wolfe à Ham Sud, le six mars mil neuf cent soixante-trois sous le No 70248, et de l'autre côté vers le Nord-Est par une autre partie dudit lot numéro onze (11) restant la propriété d'Eugène Bérubé. Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Luce de Disraéli, comté de Wolfe, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 12 mai 1965. 10882-21-2-o
[Première insertion, le 22 mai 1965.]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { THE ROYAL TRUST
Sherbrooke, { COMPANY, corpo-
No 28,289. { ration légalement constituée,
ayant son siège social et sa

principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs HENRI CLÉMENT, domicilié à Sherbrooke, district de St-François, défendeur, et SYLVESTRE & CHARRON, es-qualité de Régistrateurs pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, mis-en-cause.

« Ce certain lot ou morceau de terrain connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-dix-neuf de la subdivision du lot original numéro vingt-deux « G » (22G-79) aux plan et livre de renvoi officiels pour le sixième rang (r. 6) du canton d'Ascot.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, à Sherbrooke, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1965, MARDI à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 3 juin 1965. 11105-24-2-o
[Première insertion, le 12 juin 1965]

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Sherbrooke, { L'OFFICE DU CRÉDIT
Cour Supérieure, { AGRICOLE DU QUÉ-
No 4,355. { BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à

by Lambton Road, on the northeast by the lot of land described above, on the southeast by the eleventh range and on the southwest side by the remainder of said lot number eleven (11). With all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. A certain piece of land, irregular in shape, forming part of lot number eleven (11) on the twelfth range, in the official plan and book of reference of the township of Stratford, measuring, in English measure, sixty (60) feet in width in front on its northwest line, one hundred feet (100) in width in the rear on its southeast line, two hundred and fifty feet (250) in depth on one side on its northeast line, and no exact measure on its southwest line, the southeast line of the said piece of land being perpendicular to its northeast line (90° angle), and bounded as follows, to wit: in front, on the northwest, by the road going to Lambton, in the rear, on the southeast and on one side, on the southwest, by the lot of land sold by Eugène Bérubé to Rodrigue Bérubé in the terms of a deed of sale registered by filing in the office of the registry division of Wolfe in Ham South, on the sixth day of March, one thousand nine hundred and sixty-three under No. 70248, and on the other side, on the northeast, by another part of said lot number eleven (11) remaining the property of Eugène Bérubé. With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Luce de Disraéli, county of Wolfe, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, DONAT JACQUES, Sheriff.
Court House,
Sherbrooke, May 12, 1965. 10882-21-2-o
[First insertion: May 22, 1965.]

Fieri Facias de Terris
District of St-François

Superior Court, { THE ROYAL TRUST
Sherbrooke, { COMPANY, a corpo-
No. 28,289. { ration legally incorporated,
having its head office and

principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs HENRI CLÉMENT domiciled in Sherbrooke, district of St-François, defendant, and SYLVESTRE & CHARRON, es-quality as registrars for the Registration division of Sherbrooke, mis-en-cause.

"That certain lot or piece of land known and designated as being lot number seventy-nine of original lot subdivision number twenty-two "G" (22G-79) on official plan and book of reference for the sixth range (R.6) of Ascot township.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's office, Court House, at Sherbrooke, on the THIRTEENTH day of JULY, 1965, TUESDAY at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, DONAT JACQUES, Sheriff.
Court House,
Sherbrooke, June 3, 1965. 11105-24-2-o
[First insertion: June 12, 1965]

Fieri Facias de Terris
District of Saint-François

Sherbrooke, { QUEBEC FARM CRE-
Superior Court, { DIT BUREAU, body
No. 4,355. { politic and corporate, having
its head office at Quebec, peti-

Québec, requérant, *vs* JOSEPH PERREAULT, Garthby, comté de Wolfe, domicilié à St-Henri, comté de Lévis, intimé.

« Une terre situé dans le conton de Garthby, comté de Wolfe, avec bâtisses dessus construites, connue et désignée sous les numéros dix A et dix D (10-a et 10-d), du septième rang, au cadastre officiel du canton de Garthby, distraction faite des sudsits terrains des parties vendues à Sa Majesté le Roi (Voirie) par acte de vente reçu devant Me J. A. Poitras, notaire, le 22 juillet 1949 et enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous numéro 54,684 et sujets à la servitude en faveur de la Shawinigan Water and Power suivant acte enregistré audit bureau d'enregistrement sous numéro 53,385. »

Pour être vendue « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Charles-Borromée, Garthby, comté de Wolfe, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1965, à DIX heures de l'avent-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke ce 4 juin 1965. 11116-24-2-o
[Première insertion, le 12 juin 1965]

tioner, *vs* JOSEPH PERREAULT, Garthby, county of Wolfe, domiciled at St-Henri, county of Lévis, Respondent.

« A farm situated in the township of Garthby, county of Wolfe, with buildings thereon erected, known and designated under numbers ten-A and ten D (10-a and 10-d), of the seventh range, on the official cadaster of the township of Garthby, withdrawal made from the said terrains of the parts sold to His Majesty the King (Roads) by deed of sale received before Me J. A. Poitras, notary, on July 22, 1949, and registered at the registration office of Wolfe, under number 54,684 and subject to the servitude in favour of the Shawinigan Water and Power pursuant to registered deed at the said registration office under number 53,385. »

To be sold « en bloc » at the parochial church door of St-Charles-Borromée, Garthby, county of Wolfe, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JULY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sheriff.
Sherbrooke, June 4, 1965. 11116-24-2
[First insertion: June 12, 1965]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DAME GILBERTE
No 55467. BOURGET, marchand,
de publique de Grenville,
épouse séparée de biens de Louis Picard, gentilhomme des mêmes lieux, laquelle Dame Bourget, fait affaires sous les nom et raison sociale de Marché Grenville Enrg., demanderesse, *vs* ISIDORE LAVICTOIRE, gentilhomme de Grenville, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

« Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Grenville comme étant une partie du lot 99 et plus particulièrement décrit comme suit;

Partant d'un point marqué « A » situé à cent treize pieds (113') de l'intersection des rues North et King, d'après un plan annexé à l'original des présentes et reconnu véritable par les parties sous le contre seing du notaire soussigné; delà dans une direction sud sur une distance de trois cent cinquante-huit pieds (358') jusqu'à un point marqué « B » audit plan; delà dans une direction ouest une distance de cent quatre-vingt-seize (196') jusqu'à un point marqué « C » delà dans une direction nord une distance de deux cent trente pieds (230') jusqu'à un point marqué « D » delà dans une direction est une distance de soixante-six pieds (66') jusqu'à un point marqué « E »; delà dans une direction est une distance de cinquante-quatre pieds (54') jusqu'au point de départ; borné au nord partie par la propriété appartenant à Jean Côté, partie par la propriété du vendeur et partie par la rue North, au sud par le lot quatre-vingt-dix-huit, à l'ouest partie par le lot cent, et partie par partie du lot appartenant au vendeur, à l'est partie du même lot appartenant à différents propriétaires, le long de la rue King. Tel que le tout se trouve et dont l'acquéreur se déclare satisfait comprenant toutes les servitudes y attachées.

Avec bâtisses dessus érigées.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DAME GILBERTE
No. 55467. BOURGET, public
merchant, from Grenville, wife separate as to property of Louis Picard, gentleman of the same place, the same Dame Bourget, carrying on business under the name and style of Marché Grenville Enrg., plaintiff, *vs* ISIDORE LAVICTOIRE, gentleman, from Grenville, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immovable thereafter designated and in the possession of the defendant.

« A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the village of Grenville, as being part of lot 99 and more particularly described as follows:

Starting from a point marked « A » situated to one hundred and thirteen feet (113') of the intersection of North and King Streets, by a plan annexed to the original of these presents known as being true by the parts, by the counter-signature of the undersigned notary; thence in a southern direction by a distance of three hundred and fifty-eight feet (358') up to a point marked « B » to the said plan; thence, in a western direction by a distance of one hundred and ninety-six feet (196') up to a point marked « C »; thence in a northern direction by a distance of two hundred and thirty feet (230') up to a point marked « D »; thence in an eastern direction by a distance of sixty-six feet (66') up to a point marked « E »; thence in an eastern direction by a distance of fifty-four feet (54') up to the starting point; bounded on the north part, by the property belonging to Jean Côté, part by the property of the vendor and part by North Street, on the south, by lot ninety-eight, on the west part, by the lot one hundred and part by part of lot belonging to the vendor, on the east part of the same lot belonging to different owners, along King Street. The whole as it is presently to be found and that the purchaser declares himself satisfied, including all servitudes attached thereon. With buildings erected thereon.

Moins une partie dudit lot mesurant 65 x 150 pieds, vendu à Rolland Lavictoire par acte devant R. Valois, le 26 mars 1962 et enregistré le 28 mars 1962 sous le no 97799.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Grenville, comté d'Argenteuil, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965 à DEUX heures de l'après-midi. (22/6/65 à 2 h. p.m.)

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 12 mai 1965. 10880-21-2-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **HORMIDAS PAQUETTE**,
No 55,357. { cultivateur demeurant
et domicilié à St-Antoine des
Laurentides, district de Terrebonne, demandeur
vs **ESSPIN INVESTMENT CORP.**, corps poli-
tique et incorporé, **CRAMCO HOLDINGS**
LTD., corps politique et incorporé et **SIGDA**
HOLDINGS LTD., corps politique incorporé,
de la Province de Québec, défendeurs.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession des défendeurs.

« a) Cette partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-quatre (P. No 144) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, située au sud-est du chemin de la Côte St-Antoine, contenant en superficie vingt-neuf mille quarante pieds carrés (29,040 p.c.) ou soixante-dix-huit centièmes d'arpents carrés (0.78) tel que montré sur le plan susmentionné; et

b) sur cette partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-trois (P. No. 143) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme se trouvant au sud-est du chemin public de la Côte St-Antoine, contenant en superficie trois cent cinquante-six mille cinq cent quinze pieds carrés (356,515 p.c.) équivalent à neuf arpents et soixante-huit centièmes d'arpents carrés (9.68). »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Antoine des Laurentides MERCREDI le SEPTIÈME jour de JUILLET 1965 à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, ce 7 juin 1965. 11137-24-2-0

Less, part of the said lot measuring 65 x 150 feet, sold to Rolland Lavictoire, by a deed of sale passed before R. Valois, March 26, 1962 and registered March 28, 1962 under number 97799".

To be sold at the catholic parochial church door of Grenville, county of Argenteuil, TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE 1965, at TWO o'clock in the afternoon. (22/6/65 at 2 p.m.)

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, May 12, 1965. Sheriff.
10880-21-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **HORMIDAS PAQUETTE**,
No. 55,357. { farmer, living and do-
miciled at St-Antoine des
Laurentides, district of Terrebonne, plaintiff,
vs **ESSPIN INVESTMENT CORP.**, body poli-
tic and corporate, **CRAMCO HOLDINGS**
LTD., body politic and corporate, and **SIGDA**
HOLDINGS LTD., body politic and corporate
of the Province of Quebec, defendants.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated and in the possession of the defendants.

"(a) That part of the lot known and designated under number one hundred and forty-four (P. No. 144) in the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Jérôme, situated south-east of Côte St-Antoine Road, having an area of twenty-nine thousand and forty square feet (29,040 sq. ft.), or seventy-eight-hundredths of a square arpent (0.78), as shown on the above-mentioned plan; and

(b) On that part of the lot known and designated under number one hundred and forty-three (P. No. 143) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Saint-Jérôme, situated south-east of the public road of Côte St-Antoine, having an area of three hundred and fifty-six thousand five hundred and fifteen square feet (356,515 sq. ft.), equivalent to nine and sixty-eight-hundredths square arpents (9.68)."

To be sold at the church door of St-Antoine des Laurentides, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, June 7, 1965. Sheriff.
11137-24-2

Ventes pour taxes

Cité de St-Léonard

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que l'immeuble ci-après décrit sera vendu aux enchères à l'hôtel de Ville de St-Léonard, 5705 est rue Jarry, St-Léonard, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME (19e) jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-cinq (1965), à DIX heures du matin (H.A.E.), pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et frais tels que mentionnés ci-après, à moins que les taxes municipales et scolaires ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Sales for Taxes

City of St-Léonard

Public Notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the said municipality, that the property hereinafter described will be sold by auction at the office of the council of the City of St-Léonard, 5705 Jarry St. east, St-Léonard, on MONDAY, the NINETEENTH (19) day of JULY, nineteen hundred and sixty-five (1965), at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par résolution en date du 23 avril 1965, a autorisé une énumération abrégée des numéros de cadastre de l'immeuble, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes, (S.R.Q. 1941, c. 233).

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated April, 23, 1965, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveable, under the authority of article, 550 of Cities and Towns Act, as amended by 24, Georges V, Chapter 33, section 3.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Cadastre Cadastral	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes d'eau Water taxes
Les Industries Boisvert Ltée.	409-P-8.	\$3,438.30	\$3,806.08	\$ 106.66

L'immeuble susdit est du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situé dans la cité de St-Léonard.

The above immoveable is in the plan and book of reference, in the parish of Sault au Récollet, and situated in the city of St-Léonard.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées audit immeuble.

Donné en la Cité de St-Léonard, ce quatrième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-cinq (1965).

11113-24-2-o
Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

The said sale, will be made with all active and, passive servitudes, apparent or occult, attached to the said property.

Given at the City of St-Léonard, this fourth day of June, nineteen hundred and sixty-five (1965).

11113-24-2-o
GASTON PILON,
Secretary-Treasurer.

Ville de Matane

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de de Matane, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 207, avenue St-Jérôme, MARDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1965, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Matane

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-treasurer of the town of Matane, that the properties described below will be sold by public auction in the discussion hall of the Municipal council in the Town Hall of the above-mentioned municipality, 207 St-Jérôme Ave., on TUESDAY, the SIXTH day of JULY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal and school taxes and interest, plus the costs incurred, unless the said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Nos de cadastre Cadastral Nos	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. Int.
Yves Otis, rue du Pic Street, Matane.	301-5-19-2, 301-5-20, 301-5-21, 301-5-22, 301-5-23, 301-5-24, 301-5-25, 301-5-26, 301-5-27, 301-17, 301-18, 301-19, 301-15, 302-28, 302-29, 302-25-6, 302-25-7.	\$183.04	\$295.33	\$ 36.00
Total du-due: \$514.37.				

Donné à Matane, ce 8e jour du mois de juin, 1965.

11153-24-2-o
Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. DIONNE.

Given at Matane, this 8th day of the month of June, 1965.

11153-24-2
J.-E. DIONNE,
Secretary-Treasurer.

INDEX No 24

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

1002 — Règlement relatif à la rémunération pour surtemps et le congé de vacances pour les fonctionnaires et employés de la Régie des Alcools du Québec assujettis à la Loi du service civil.	3338
1002 — Regulations relative to remuneration for overtime and holidays for functionaries and employees of the Quebec Liquor Board subject to the Civil Service Act.	3338
1103-D — Horlogerie, Montréal.	3340
1103-D — Watchmakers, Montreal.	3340
1103-G — Chapellerie pour dames et enfants, Province.	3341
1103-G — Women and children Millinery, Province.	3341
1103-H — Imprimerie, Québec.	3341
1103-H — Printing, Quebec.	3341

AVIS

Charny, village (<i>Requête - Petition</i>)	3342
Châteauguay, ville - town (<i>Rue, ruelles - Streets, lanes</i>)	3342
Corporation des Ingénieurs du Québec (<i>Suspension</i>)	3342
Corporation of Engineers of Quebec (<i>Suspension</i>)	3342
Lafrance, François (<i>Requête - Petition</i>)	3342
Loretteville, ville - town (<i>Requête - Petition</i>)	3343

CAISSES

d'épargne et de crédits and credit unions

Caisse Populaire du Village Huron (La) (<i>Form.</i>)	3344
--	------

COMPAGNIES

Avis relatifs
à la loi desChartes —
Abandon de

Adhoc Investments Corporation	3351
Bayridge Estates Ltd.	3344
Bookalam Building Ltd.	3344
Club Sportif Laurentien Inc.	3345
Federal Yacht Sales Inc.	3345
Kent Holdings Limited	3344
Leblanc (Jos) Limitée	3345
Radee Investment Corporation	3345
St. Martin Associates Inc.	3345

Divers

Adhoc Investments Corporation (<i>Dist. Actif - Assets</i>)	3351
Association des propriétaires de Saint-Constant incorporée (<i>Règl. - By-laws</i>)	3350
Benjamin News Company Ltd. (<i>Dir.</i>)	3347
Boy Scouts of Canada, Quebec Provincial Council, Inc. (<i>Règl. - By-laws</i>)	3350
C.A.R.D.E. Recreational Association (<i>Dir. - Règl. - By-law</i>)	3347
Centre Sportif Le Bûcheron inc. (<i>Règl. - By-laws</i>)	3347
Club de golf de St-Donat (<i>Règl.</i>)	3348
Club Richelieu Québec (<i>Dir.</i>)	3349
Club Richelieu Québec (<i>Règl. - By-laws</i>)	3348
Club de la Ferme Ste-Thérèse (<i>Dir. - Règl. - By-laws</i>)	3349
Corporation de Prêt et Revenu (<i>Règl.</i>)	3350
École Mont Saint-Antoine inc. (<i>Règl. - By-law</i>)	3348
Fleuriste Le Printemps ltée (<i>Dir.</i>)	3350
Harraday Inc. (<i>Dir.</i>)	3348
Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc. (<i>Règl. - By-laws</i>)	3351
Loi des compagnies de Québec (<i>Nouveau tarif</i>)	3345
Messageries de Presse Benjamin ltée (<i>Les</i>) (<i>Dir.</i>)	3347
Motel Louise inc. (<i>Dir.</i>)	3350
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc. (<i>La</i>) (<i>Règl. - By-laws</i>)	3348
Place Victoria Merchants' Association Inc. (<i>Règl. - By-laws</i>)	3349
Quebec Companies Act (<i>New tariff</i>)	3345
Savings and Investment Corporation (<i>By-laws</i>)	3350
St-Donat Golf Club (<i>By-laws</i>)	3348
Service des loisirs de Trois-Rivières inc. (<i>Dir. - Règl. - By-laws</i>)	3349
Société de Placements & cie ltée (<i>Dir.</i>)	3348
Société de Placements & Co. Ltd. (<i>Dir.</i>)	3348
Tevel Investments Ltd. (<i>Dir.</i>)	3350
245 Victoria Corporation (<i>Dir.</i>)	3349

Lettres patentes

Atelier de mécanique Laval ltée	3316
Barrette (L.P.) & fils ltée	3316

NOTICES

Beaurivage Développement ltée	3317
Belvedere Import Co.	3320
Berthel (J.D.) (1965) inc.	3317
Boat Mart Inc.	3317
Bovimport Inc.	3318
Bowling St-Joseph inc.	3318
Breuvaiges Champagne ltée	3318
Caméras et passetemps de la Place Victoria inc.	3332
Carrosseries Laurentiennes ltée	3319
Centre d'équitation Trois-Rivières inc.	3319
Centre du camion Saint-Hyacinthe inc. (<i>Le</i>)	3320
Champagne Beverages Ltd.	3318
Chapiteaux-Spectacles du Québec inc. (<i>Les</i>)	3320
Cie d'importation Belvédère ltée (<i>La</i>)	3320
Cie d'irrigation Tolhurst ltée (<i>La</i>)	3321
Club Kiwanis des Trois-Rivières inc. (<i>Le</i>)	3321
Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée	3322
Constructions réfractaires du Québec inc. (<i>Les</i>)	3322
Cord and Shoe Thread Inc.	3322
Crescent Litho Plates Inc.	3323
Cunningham (Dan) Inc.	3323
Custom Fittings Company of Pincourt Ltd.	3322
Disques Écho inc. (<i>Les</i>)	3323
Day Wall & Painting (Valleyfield) Inc.	3321
Dynamo Building Corporation	3324
École des langues de Montréal inc.	3324
École Michelet inc.	3325
Entreprises Raymond Laflamme ltée (<i>Les</i>)	3325
Études et traitement des données (Montréal) incorporée (<i>Correction</i>)	3351
Flor-A-Matic Ltd.	3325
Fortin & Fournier meubles ltée	3326
Garage Ménard inc.	3326
Damien Gauthier inc.	3326
Gen-Auto Shippers (Quebec) Limited	3327
Glacé Brunelle inc.	3327
Granby inc. (<i>Le</i>)	3327
Hôpital Notre-Dame de Trois-Pistoles inc.	3328
Horizon Development Inc.	3328
Kamor Garments Inc.	3328
Kébec-Cola, inc.	3329
Kiwanis Club of Trois-Rivières Inc. (<i>The</i>)	3321
Lacoursière (Clément) construction ltée	3329
Laroche (Rolland) & ass. inc.	3330
Laurentian Bodies Ltd.	3319
Laurentian Plumbing & Heating Co. Ltd.	3330
Laval Machine Shop Ltd.	3316
Mathieu (Irenée) & fils inc.	3330
Murs secs et décorations (Valleyfield) inc.	3331
Oigny (Marcel) inc.	3331
Parent (C.A.) inc.	3331
Placements Laurendeau inc. (<i>Les</i>)	3332
Place Victoria Cameras & Hobbies Inc.	3332
Pontiac Farm Equipment Ltd.	3332
Pratt Upholstering Inc.	3333
Refractory Constructions of Quebec Inc.	3322
Remboursement Prat inc.	3333

Letters Patent

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) (continued)

Roi des bas prix de la région de Montréal Itée (Le).....	3333
Rouillier & fils Itée.....	3334
Routliffe (J.R.) Enterprises Ltd.....	3334
S.R.B. Investments Inc.....	3334
Saint-Hyacinthe Truck Centre Inc.....	3320
Salon Jacques inc.....	3335
Sérigraphie Artistique inc.....	3335
Simon (Michel) publicité inc.....	3335
Studio Figurama inc.....	3336
Super marché Plante inc.....	3336
Taverne Joe Beef inc.....	3336
Téléphone de Saint-Sébastien d'Iberville inc. (Le).....	3337
Tolhurst Irrigation Company Ltd.....	3321
Transport Philippe inc.....	3337
Turcotte limitée.....	3337

Sièges sociaux *Head Offices*

Algate Inc.....	3352
Capital Quality Homes (Quebec) Limited.....	3353
Dufresne (P.N.) Ltd.....	3352
Dufresne (P.N.) Itée.....	3352
Greenspan Construction Ltd.....	3352
Jones (E. H.) Inc.....	3351
Patenaude Excavation Inc.....	3353
Petites Missionnaires de St-Joseph (Les).....	3352
Richelieu Transport Inc.....	3353
Sodac Ltée.....	3353
Télé-Réception inc.....	3352

Examens du Barreau *Bar Examinations*

Arthabaska, pratique - practice.....	3371
Bas St-Laurent, pratique - practice.....	3371
Lower St. Lawrence, pratique - practice.....	3371
Montreal, pratique - practice.....	3371
Richelieu, pratique - practice.....	3371

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: School Municipality of:

Aspirants inspecteurs d'écoles (Examen).....	3354
Bic (Dem.- Appl.).....	3353
Bois-des-Filion (Dem.- Appl.).....	3354
Grantham — Ouest-West, canton-township (Dem.- Appl.).....	3354
Portneuf, St-Basile-Station et Cap-Santé (Dem.- Appl.).....	3354
Rivière-Blanche (Dem.- Appl.).....	3354
School inspectors candidates (Examination).....	3354

Finances *Finance*

Assurances: Insurance:

Compagnie de Fiducie Nord-Amérique.....	3355
North America Trust Company.....	3355
Stabilité (La), Compagnie d'Assurance-Vie.....	3354
Stability Life Insurance Company.....	3354

Richesses naturelles *Natural Resources*

Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée (Tarif - Rates).....	3355
Révocation de concession minière.....	3355
Revocation of mining concession.....	3355

Terres et Forêts *Land and Forests*

Cadastré: Cadastre:

Demeules, canton - township.....	3356
Dudley, canton - township.....	3356

Montréal, par.....	3356
Ste-Flavie, par.....	3356
St-Joseph de Chambly, par.....	3356
Sault-au-Récollet, par.....	3357

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:

Alimentation au détail, Montréal (Appr.).....	3359
Automobile, Joliette (Appr.).....	3358
Camionnage, Montréal (Mod.).....	3357
Cartage, Montréal (Amend.).....	3357
Construction, Duplessis (Prél.- Levy).....	3360
Food products, retail, Montréal (Appr.).....	3359
Horlogerie, Montréal (Appr.).....	3357
Watchmakers, Montréal (Appr.).....	3357

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Extension de la juridiction de la Cour municipale de la cité de Granby.....	3362
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Granby.....	3362

RÉGIE *QUEBEC*
des marchés agricoles *Agricultural*
du Québec *Marketing Board*

Ord. P-5.....	3363
Ord. P-9.....	3364

SOUMISSIONS *TENDERS*

Acton Vale, ville - town.....	3367
Bourlamaque, ville - town.....	3365
Courville, ville - town.....	3366
Fort Chambly, ville - town.....	3368
Jacques-Cartier, cité - city (Correction).....	3365
St-Amable, c.s. - s.c.....	3379

SYNDICATS *SYNDICATES*

Professionnels *Professional*

Association des professeurs de Lapointe.....	3370
Syndicat des producteurs de lait de fabrication de la région du Saguenay-Lac St-Jean (U.C.C.) (Const.- Inc.).....	3370

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Goods*

Canadian National Railway Company.....	3372
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada.....	3372

Licitation *Licitation*

Openshaw vs Garnett et al.....	3372
--------------------------------	------

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Bedford *Bedford*

Bergeron vs Lapointe.....	3373
---------------------------	------

Bonaventure *Bonaventure*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Roy et al.....	3375
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Roy et al.....	3375

Gaspé *Caspé*

Rioux vs Pipon.....	3375
Roy vs Lantin.....	3375

Hauterive *Hauterive*

Boivin vs Larue.....	3376
Municipal Mortgage Corp. vs Fournier.....	3376

Iberville *Iberville*

Caron vs Poissant.....	3377
------------------------	------

Kamouraska	Kamouraska	Landry <i>vs</i> Plante	3380
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Rioux	3377	Sarrasin <i>vs</i> Lepage	3381
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Rioux	3377	Saint-François	Saint-Francis
Montréal	Montreal	Income Tax Act (The) <i>vs</i> Bérubé	3381
Rocwall of Quebec Ltd. <i>vs</i> Voque Cons- truction Ltd.	3378	Loi de l'Impôt sur le Revenu (La) <i>vs</i> Bérubé	3381
Québec	Quebec	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Perreault	3382
Banque Provinciale du Canada (La) <i>vs</i> Mollerfors	3378	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Perreault	3382
Provincial Bank of Canada (The) <i>vs</i> Mollerfors	3378	Royal Trust Company (The) <i>vs</i> Clément	3382
Rimouski	Rimouski	Terrebonne	Terrebonne
Finance Locale Inc. <i>vs</i> Pelletier	3379	Bourget <i>vs</i> Lavictoire	3383
Finance Locale Inc. <i>vs</i> Pelletier	3379	Paquette <i>vs</i> Esspin Investments Corp. <i>et al.</i>	3384
Fournier <i>vs</i> Dion	3380	Taxes	Taxes
		Matane, ville - town	3385
		St-Léonard, cité - city	3384